

LE CRAPOUILLOT

NOUVELLE SERIE N° 76 ● 20

Magazine non conformiste

MITTERRAND

TRES

SECRET

LA CAGOULE

VICHY

LA RESISTANCE

LES FEMMES

LA SANTE

LA FORTUNE

LE CRAPOUILLOT

NOUVELLE SÉRIE

POUR RECEVOIR
RÉGULIÈREMENT TOUS LES
DEUX MOIS LES
PROCHAINS NUMÉROS

**ABONNEZ-VOUS,
OFFREZ UN
ABONNEMENT**

FRANCE MÉTROPOLITAINE	
6 NUMEROS	
120 F	90 F
12 NUMEROS	
240 F	170 F

POUR VOUS ABONNER, IL VOUS SUFFIT DE
RETOURNER LE BULLETIN
AVEC VOTRE RÉGLEMENT A :

LE CRAPOUILLOT
SERVICE ABONNEMENTS
49, AVENUE MARCEAU, 75116 PARIS

LE CRAPOUILLOT

Jean Galtier-Boissière († 1966) - Jean-François Devay († 1971)

Revue de bibliothèque non conformiste
Nouvelle série n° 76
Juin-Juillet 1984

Direction - Rédaction
Administration - Publicité :
49, avenue Marceau, 75116 Paris. Tél. : 720-65-09

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :
Jean-Claude GOUDEAU

REDACTEUR EN CHEF
Yannick BOURDOISEAU

REALISATION TECHNIQUE
Pierre GATINIOL
Claude CHAUVEAU

Abonnements
6 numéros : FRANCE 90 F
ETRANGER 105 F (taxes aériennes en sus)
C.C.P. : SEPA, Paris 25-391-74
(Pour changer d'adresse, joindre 4 F)

Composition : SEPA.
Imprimé en France par BRODARD GRAPHIQUE

Société d'Éditions Parisiennes Associées
R.C. Seine 63 B 5039
Commission paritaire octobre 1978 n° 61.147
Président-directeur général : Patrice BOIZEAU
Dépôt légal : 2^e trimestre 1984

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

.....

.....

JE DÉSIRE M'ABONNER
POUR

6 NUMEROS F

12 NUMEROS F

CI-JOINT MON
RÈGLEMENT PAR

CHÈQUE BANCAIRE.....

CCP

MANDAT-LETTRE.....

DATE

CCP N° 25391 74 C PARIS



MITTERRAND

TRES

SECRET

Dessin
de
Redon



**LA CAGOULE
VICHY
LA RESISTANCE
LES FEMMES
LA FORTUNE
LA SANTE**

Numéro réalisé par Vincent Acker, Serge de Beketch, Frédéric Brémont, Jean Roberto
avec la collaboration involontaire de Jean-Marie Borzeix, Claude Manceron, Charles Moulin, Jean Védrine et...
François Mitterrand. (Archives de Philippe Colombani.)

AVANT-PROPOS

« *Les vieux péchés ont de longues ombres* »

A GATHA CHRISTIE est l'auteur de cette formule. Comment résister au malicieux plaisir de placer sous le patronage de l'impératrice du mystère une série d'enquêtes sur le passé de François Mitterrand ?

Depuis près de quarante ans, cet homme a tout fait pour occuper, sous la lumière des projecteurs de l'actualité, la première place. La plus en vue. Aujourd'hui, alors que les articles à lui consacrés se comptent par centaines de milliers, alors que les livres dont il est le héros ou le personnage central remplissent les rayons d'une honnête bibliothèque, alors que dix historiens, vingt commentateurs de la réalité politique se sont penchés sur lui, alors que lui-même, dans plusieurs ouvrages, a feint de dévoiler des pans de son passé, on découvre que l'image du personnage est plate, découpée en silhouette, sans épaisseur, sans vie, sans couleur.

Ce que l'on nous propose, c'est le portrait interchangeable, le portrait obligatoire de l'homme politique français de la seconde moitié du siècle : étudiant en droit (brillant), soldat (courageux), prisonnier (récalcitrant), évadé (têtu), résistant (héroïque mais discret), politicien (fidèle à ses idées), ministre (indépendant), opposant

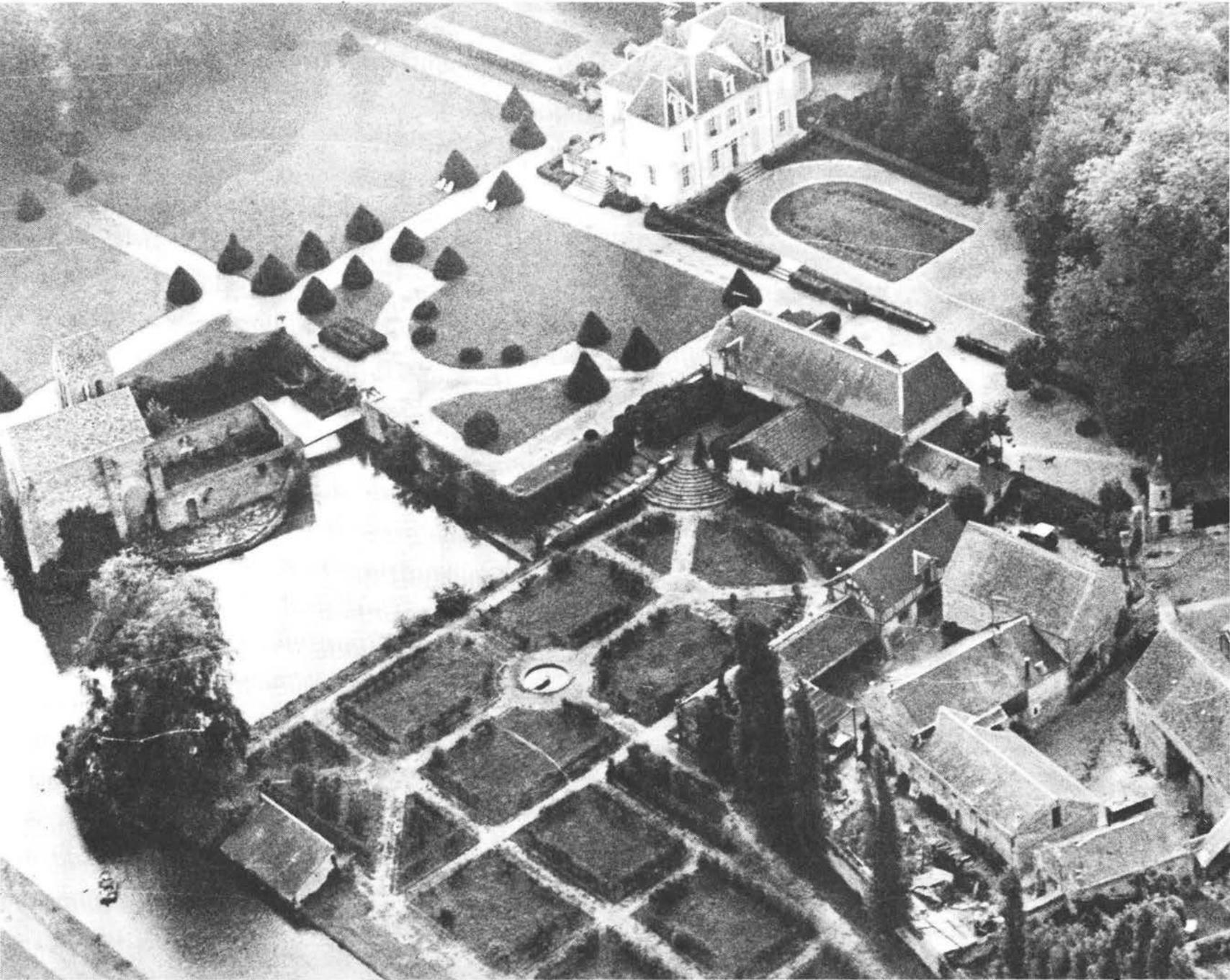
(déterminé), candidat (opiniâtre), et président de la République.

L'histoire tourne à l'image d'Épinal, la biographie à l'hagiographie, le moindre doute prend des allures de lèse-majesté, la moindre tentative de savoir ce qui n'est pas vérité officielle se heurte à un mélange d'indignation, de silence méprisant, de discours moralisateur sur les limites du métier de journaliste et d'appels aux droits imprescriptibles de la personne privée.

L'élection au suffrage universel semble avoir conféré au chef de l'État une nouvelle intangibilité. Comme si le saint chrême tiré des urnes interdisait désormais toute irrévérence.

Les propos reniés, les promesses trahies, les engagements rompus ne sont plus des signes de duplicité, ce sont des témoignages d'intelligence. Les obscurités, les silences, les contradictions ne sont plus les armes du mensonge. Ce sont les gardiens sourcilleux d'un jardin secret justement inviolable.

Ainsi s'effacent les erreurs de jeunesse, les engagements précipités, les reculades peureuses, les élans trompeurs, les amours défuntes, les discours changeants, les paroles reprises, les amis trahis, les maîtresses



La maladie de la pierre

LE président de la République se rend deux ou trois fois par mois dans cette superbe propriété. Pourtant, à l'Elysée comme au ministère de la Culture, qui veille sur notre patrimoine architectural, on feint d'en ignorer jusqu'à l'existence.

Le château de Souzy-la-Briche est situé dans l'Essonne, à l'ouest de Dourdan et à une trentaine de kilomètres de Paris. En 1969, ses

propriétaires en ont fait don au Premier ministre, puis à l'Etat lui-même, « à usage du président de la République ».

Généreuse donation.

La propriété comporte 246 hectares de bois et 122 hectares de culture et de pâturages, un château de vingt pièces, des communs et une pièce d'eau d'un hectare.

Le président Giscard d'Estaing, estimant sans doute que le pavillon

de Marly, le Grand Trianon, le fort de Brégançon et le château de Rambouillet suffisaient à son bonheur, ne jugea pas bon d'entreprendre les importants travaux que nécessitait l'utilisation du domaine.

Ils ne commencèrent qu'à la fin 1981, sous la double direction de l'Elysée et du ministère de la Culture. Coût estimé : de dix à quinze millions de francs.

Rigueur, quand tu nous tiens...

bafouées. Ainsi disparaît tout ce qui fait qu'un homme qui vit n'est pas, ne peut pas être, sa propre statue investie par le souffle de l'esprit.

La justice immanente a fait qu'aujourd'hui Mitterrand, ses dents de carnassier inassouvi limées pour et par le succès, a le physique de ce qu'il a voulu paraître. Son visage s'est figé, ses yeux se sont fixés, sa peau s'est parcheminée, vieil ivoire sévère sur lequel on n'ose plus porter la main. Sa stature s'est comme immobilisée.

On ne lui connaît plus que deux positions : assis, ses courtes mains posées sur des accoudoirs, comme des choses étrangères à son corps, et avançant à petits pas comptés, les coudes serrés, la nuque raidie, tout entier rassemblé dans une implacable et douloureuse détermination de ne rien laisser voir de ce qu'il est au fond, de ne rien laisser échapper du bouillonnement qui l'agite, du passé qui l'obsède, des craintes qui le dévorent.

Le conformisme de notre temps, la puissance inimaginable conférée par le général de Gaulle à la fonction présidentielle veulent que l'on se satisfasse de ce leurre. Que l'on se prosterne devant lui, la dévotion interdisant la curiosité.

LE CRAPOUILLOT, magazine non conformiste, ne pouvait se résoudre à une telle obligation.

En 1972 (1), puis en 1981 (2), il avait déjà relaté la saga mitterrandienne et rappelé à ses lecteurs l'extraordinaire aventure du petit élève de l'école Sainte-Marie de Jarnac, devenu le rassembleur de la gauche et le prétendant au trône gaulliste. Nous en profitons pour décoller certaines pages du beau livre d'images que François Mitterrand sautait, dans l'évocation de son passé, un peu trop allègrement : l'épisode de la Francisque, l'affaire de l'Observatoire... Nous avons eu recours, pour cela, à un certain nombre d'ouvrages autorisés. Or la confrontation de ces documents qui en appelaient bien souvent au témoignage du principal intéressé nous ont laissé un étrange sentiment de malaise. De chaque épisode décisif de son existence, Mitterrand donne des versions en gros concordantes. A quelques détails près. Presque rien. Peu de choses : un nom, une date, un lieu changent. Les textes signés par Mitterrand lui-même offrent, de ce point de vue, de nombreux exemples d'une langue dont les ressources, pleinement maîtrisées, concourent insensiblement, sans douleurs et sans cris, au viol de la vérité. Mitterrand n'a pas inventé un genre littéraire : Chateaubriand, avant lui... Mais personne ne songerait à écrire une biographie de l'auteur d'« Atala » à l'aide des seuls « Mémoires d'outre-tombe ».

Les collaborateurs du CRAPOUILLOT ont donc choisi d'embrasser la cause et la méthode des hérétiques. Epluchant les livres sacrés, relisant les docteurs de la foi, appliquant aux évangiles les procédés de la critique historique, convoquant les témoins oubliés, exhumant les aveux cachés, ils ont plongé dans le passé de Mitterrand.

Ils ont opposé les récits contradictoires de biographes trop zélés, mis en lumière les versions successives et

changeantes que l'intéressé lui-même a données de son histoire. Enfin, ils ont appliqué ces méthodes au présent, refusant d'abandonner aux historiens de demain un domaine que protègent à la fois la loi, le conformisme et les habitudes frileuses du « journalisme à la française ».

Et puis, pourquoi le cacher, il y a quelque jubilation à briser le petit monopole de « ceux qui savent ». En France, aujourd'hui, alors que l'on nous assène à longueur de journée que « les Français sont surinformés », il demeure deux catégories d'informations : la première, accessible à tous, dûment estampillée, prédigérée, polie et policée à l'usage des masses, dégouline littéralement des petits écrans, des transistors et d'une presse somnolente, craintive et blasée qui invoque la sacro-sainte déontologie dès qu'on souligne ses insuffisances : on n'a pas le droit de dire, on n'a pas le droit de montrer cela. C'est « couvert » par le secret défense, le secret de l'instruction, le secret de la correspondance, le secret professionnel, le secret bancaire, économique, fiscal, scientifique.

L'information, c'est alors ce qui échappe à la nature extraordinairement scrupuleuse des journalistes tuteurs de l'opinion.

Puis il y a l'information réservée, la rumeur, le secret de polichinelle : celui que dix mille « Parisiens » partagent et échangent avec des mines gourmandes. « Vous connaissez la dernière » est le mot de passe de cette franc-maçonnerie du « vrai savoir », la « dernière », ce peut être la dernière maîtresse, la dernière « affaire » la dernière banque en Suisse ou société de Panama. C'est en tous cas celle que le grand public ne connaîtra jamais, car s'il la connaissait, il entrerait dans le cercle des puissants...

Un journaliste américain assure que Marilyn Monroe maîtresse de Kennedy a été assassinée par la CIA, un journaliste japonais avance que le Premier ministre de son pays est un corrompu, un reporter anglais publie les confidences de la secrétaire maîtresse du ministre Parkinson, un Allemand accuse son ministre des Finances d'avoir touché des pots-de-vin, un Hollandais dénonce les combines financières du prince consort, un Italien démantèle un réseau pseudo-maçonnique pratiquant le trafic d'influences à Rome, un grand reporter révèle la maladie mortelle de Tchernenko, l'ensemble de la presse française s'émeut, s'enthousiasme, s'enflamme, distribue coups de chapeaux et hommages confraternels, la radio et la télévision rivalisent de reportages, d'interviews, de commentaires rigolards, admiratifs et circonstanciés.

Mais qu'un journaliste français se penche sur la vie privée du président de la République, photographie sa maîtresse, son enfant naturel et sa résidence cachée, qu'il exhume des pans honteux de son passé, qu'il identifie ses financiers, qu'il révèle la vérité sur sa santé, qu'il décortique les archives et les témoignages, qu'il enquête sur place, interroge les survivants, avance des preuves et des documents, c'est alors un colporteur de ragots nauséabonds, un fouilleur de poubelles, un maître chanteur ou peu s'en faut.

Il est en tous cas la honte de sa corporation. On l'ignore, on le méprise quand on n'appelle pas sa

(1) « Le Petit Mitterrand illustré ».

(2) « Le vrai Mitterrand ».



Fidèle en amitié

HIER soir — nous sommes en novembre —, cette jeune femme qui court dans une rue de Paris a connu une triste mésaventure.

Alors qu'elle rentrait chez elle, rue Saint-Louis-en-l'Île, un homme l'a abordée puis, sous la menace d'un couteau, s'est emparé de son sac.

Après quoi, en poussant des grognements qui ne laissaient planer aucun doute sur la nature de ses intentions, il a tenté de l'entraîner dans un coin sombre.

Christina — c'est le prénom de la victime, une jeune Suédoise — a crié, s'est débattue, a réussi enfin à s'enfuir.

Scène désolante et banale de la vie parisienne.

L'est moins ce qui suit.

Au lieu d'aller chercher refuge et déposer plainte au commissariat le plus proche, qu'a fait Christina ?

— J'ai téléphoné à François Mitterrand, expliquera-t-elle quand on l'interrogera. Je suis très amie avec lui.

A n'en pas douter, puisque dans l'heure qui suivit cet appel, dix policiers en armes furent placés en faction devant le domicile de Christina, des rondes de nuit et des patrouilles d'ilotage organisées.

Et lorsque François Mitterrand organise un déjeuner entre intimes à Latché (photo ci-dessus), il ne manque pas d'y convier son amie suédoise. De quoi faire des jaloux...

condamnation rapide et vigoureuse par les tribunaux, sans préjudice de quelques semaines de détention préventive.

L'information complète et libre n'est bonne qu'à l'importation.

Eh bien ! nous avons pris le pari inverse. Nous pensons, nous, que ce que l'on peut dire du président américain, du Premier ministre australien, du grand timonier ou de la reine des gitans, on peut et on doit le dire du chef de l'Etat français.

*
**

Il y a un mystère Mitterrand. Il y a autour de cet homme une nuée obscure, lourde, menaçante parfois.

Nous l'avons pénétrée. Et peut-être avons-nous trouvé, en soulevant un pan de la Cagoule qui cache le vrai visage de Mitterrand, la clef secrète du personnage.

Lorsque l'on sait cela, tout semble s'éclairer : le passé dans les allées de l'Action française, les bizarreries d'une blessure, vague mais providentielle, reçue (il faut croire aux signes !) un 10 MAI... les obscurités d'une série

d'évasions rocambolesques, les arcanes d'un séjour à Vichy, les avatars d'un résistant franciscard et gaullophobe, les fables de la Libération, les coïncidences merveilleuses de l'après-guerre, les revirements d'une carrière politique en valse chaloupée, les abysses d'un dossier patrimonial inextricable. Et puis aussi l'origine des rumeurs, des petits bruits chuchotés (gloussés plutôt) sur les relations du « Président du club des gens beaux » avec l'internationale des jolies dames. Enfin les tricotages laborieux d'un dossier médical dont chaque communiqué semble n'être qu'une plaque de plomb supplémentaire interposée entre l'objectif de la radioscopie et la tumeur.

Beaucoup de choses s'éclairent donc, en effet. Mais la part d'ombre est encore immense. Prendre un homme au piège de ses contradictions ne suffit pas à les expliquer. Pas plus que le crime ne révèle le mobile, le mensonge ne révèle l'intention. Nous espérons qu'un lecteur de ces enquêtes possèdera la ou les clefs qui nous manquent encore.

Car le dossier Mitterrand reste ouvert. Et nous ne demandons qu'à le compléter.

Serge de BEKETCH





La naissance de cette fillette dissimule-t-elle un « secret d'Etat » ? Vous le saurez en lisant, s'il paraît jamais, le manuscrit baladeur de Jean-Edern Hallier (ci-dessous).

Sortira, sortira pas...

UN bandeau voilant son œil unique, Jean-Edern Hallier manifeste, solitaire, devant l'Élysée. Ce geste de protestation digne d'Homère (c'est en tout cas ce que l'intéressé affirme) va permettre au trublion le moins prévisible des lettres françaises de réussir une opération sans précédent dans les annales de la publicité littéraire : le lancement d'un livre dont la première ligne n'est pas écrite.

Pendant des semaines, Jean-Edern Hallier ira partout affirmant qu'il se prépare à publier un brûlot terrible ne laissant rien dans l'ombre des secrets du Président.

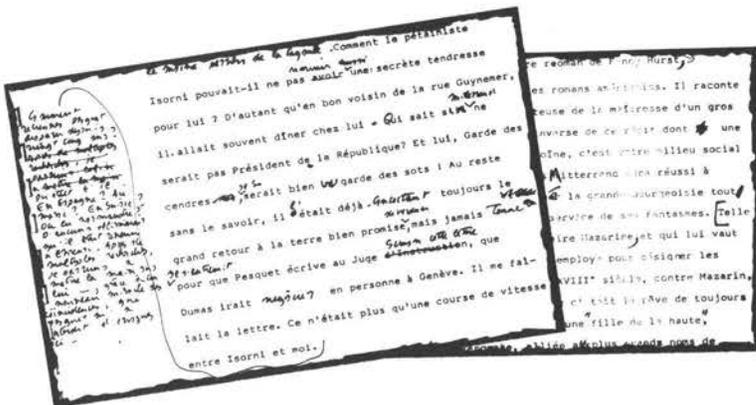
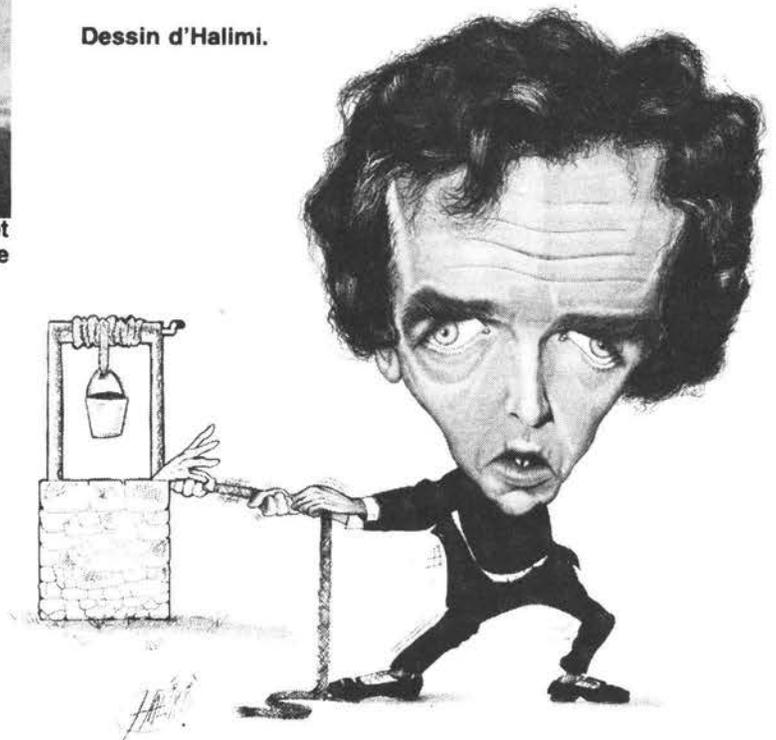
Ce n'est que lorsque les Renseignements généraux tenteront d'identifier l'éditeur que Hallier se mettra à sa machine pour expédier, en moins d'un mois, trois cents pages au vitriol.

Lesquelles, à l'heure où nous mettons sous presse, n'ont toujours pas trouvé preneur. Toutes les maisons contactées se sont défilées, certaines avouant simplement qu'elles avaient été fermement priées de s'abstenir sous peine de contrôle fiscal, d'interdiction définitive à la télévision ou d'autres ennuis de même nature.

Hallier, quant à lui, assure avoir accepté, puis repoussé de confortables dédommagements en nature et en sinécures diverses s'il renonçait à son projet. Pour l'instant, « L'honneur perdu de Mitterrand », anciennement « Mitterrand et Mazarine » (prénom, selon Hallier, de l'enfant naturel du Président), ne circule, sous forme de photocopies du manuscrit en son premier état, que dans une vingtaine de rédactions parisiennes.

« C'est mon Samizdat à moi », se rengorge JEH. D'Homère à Soljenitsyne, on sait choisir ses références.

Dessin d'Halimi.



Son passé de ligueur

MITTERRAND SOUS LA CAGOULE

« **D**ANS sa notice biographique de 1945, François Mitterrand se présente comme éditeur alors qu'il n'était que directeur de la revue « Votre Beauté ». Je laisse aux historiens le soin de retrouver qui était le propriétaire de cette revue. »

Debout à son banc de l'Assemblée, le jeune député RPR de l'Ille-et-Vilaine, Alain Madelin, brandit, en prononçant ces paroles, un épais magazine en couleur sur la couverture duquel on devine une jeune femme nonchalamment étendue qui offre son dos nu à la caresse de mains expertes.

Mais, ce 2 février 1984, alors que dans le débat sur le nouveau statut de la presse les injures ont, depuis la veille, pris la place des arguments juridiques, on n'en saura pas plus.

Les députés de la majorité et de l'opposition, dressés les uns contre les autres, échangent depuis deux jours allusions blessantes et références historiques réservées aux initiés. On parle de Marchais ouvrier chez Messerschmitt, de la demande de réparation de « l'Humanité » présentée en 1940 à l'occupant allemand, des activités de Robert Hersant pendant l'Occupation.

Dans ses meilleurs morceaux, le regretté Lireux, auteur d'une admirable « Assemblée Comique », n'aurait osé imaginer dialogues aussi dénués de sens, aussi décousus, aussi éloignés du vrai débat. On nage dans le surréalisme. On croirait réentendre ces querelles de gosses où s'échangent, inextricablement mêlées, injures et menaces.

C'est alors que le drame éclate, provoqué par Madelin, d'Aubert et Toubon, les trois mousquetaires de l'opposition qui n'hésitent pas à mettre en cause le passé de Mitterrand lui-même.

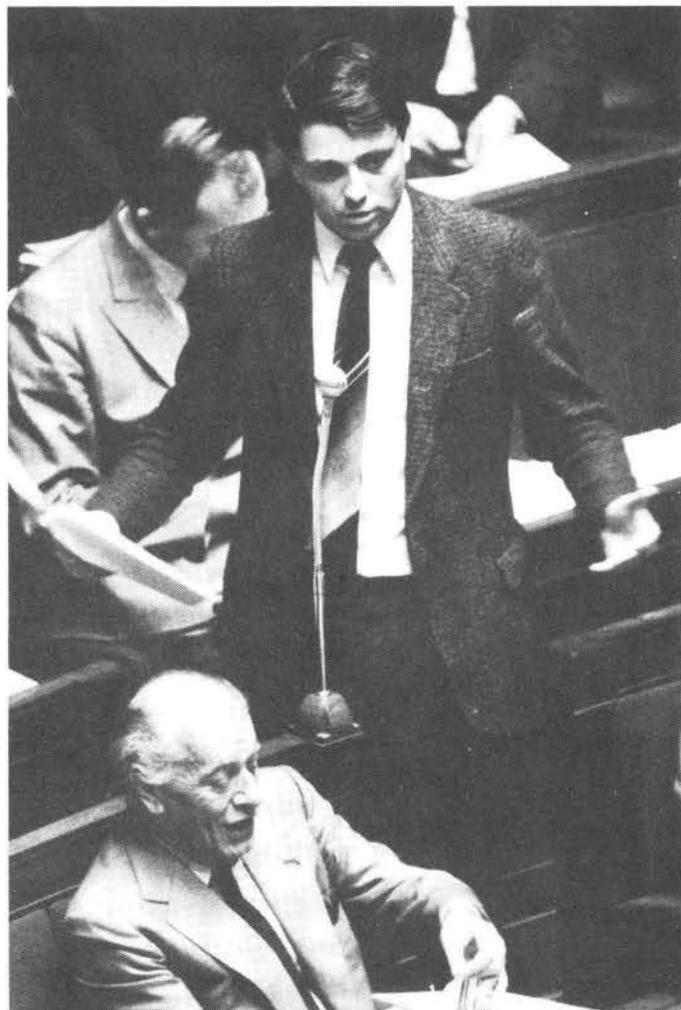
Epouvantable crime de lèse-majesté. Fillioud s'étrangle à moitié et quitte la séance qui est aussitôt levée. On ne saura donc jamais, dans l'hémicycle, qui est le fameux propriétaire du magazine féminin dirigé par François Mitterrand. Son identification est abandonnée aux historiens.

N'attendons pas le résultat de leurs recherches : le propriétaire, c'est Eugène Schueller, industriel. Homme d'affaires, prototype du « self-made man » de génie puisque, fils d'un pâtissier ruiné par le krach de Panama, il devint chimiste de très haut niveau avant de créer le formidable empire industriel multinational qu'est aujourd'hui encore le groupe L'Oréal.

Un opportuniste de génie

C'est dans le cadre de ces multiples activités que Schueller, patron de Monsavon, des peintures Valentine, du shampooing Dop, inventeur de la publicité au cinéma et à la radio et créateur de plusieurs journaux, fonda, après la Libération, la revue « Votre Beauté » destinée à promouvoir ses produits. Il confia la direction à un de ses jeunes amis dans le besoin : François Mitterrand. Il n'y a rien là, semble-t-il, qui éclaire l'insidieuse attaque de Madelin.

Aussi, pour comprendre, convient-il de se pencher non plus



Alain Madelin intervenant à la tribune de l'Assemblée nationale. Il ne fit qu'une allusion au passé de François Mitterrand. Cela suffit à déchaîner la tempête.

sur les activités industrielles de Schueller, mais sur ses activités politiques.

Eugène Schueller, qui a très brièvement fréquenté les loges maçonniques dans sa jeunesse, est devenu après la Grande Guerre un homme de droite. De la droite d'avant 1939, évidemment, formidable grouillement d'idées, de projets, de complots fondés sur des espoirs fous, des haines inexpiables et des répulsions insurmontables.

Schueller n'est ni monarchiste, ni fasciste. Il est... schuelleriste. C'est-à-dire que dans le même temps, il élabore des projets révolutionnaires de réforme de la fiscalité (l'impôt sur l'énergie, c'est lui) et entretient, avec les mouvements les plus avancés de l'extrême droite, des relations suivies. Entre l'immédiat avant-guerre et l'immédiat après-guerre, il sera successivement l'un des financiers de la Cagoule, l'un des fondateurs du MSR (Mouvement social révolutionnaire ultra-

collaborationniste de l'Occupation) et l'un des artisans de la liste d'Action et d'unité républicaine qui verra, en 1946, François Mitterrand entrer en politique.

La Cagoule, qu'est-ce que c'est ? Plusieurs auteurs ont tenté de l'expliquer. Il leur a fallu des centaines de pages pour n'y pas parvenir. Force est donc de résumer la question et, par conséquent, de trahir la vérité. En simplifiant à l'extrême, on peut écrire que la Cagoule, ainsi baptisée par la presse, rassembla avant guerre une poignée d'hommes intelligents, courageux, actifs, déterminés et franchement d'extrême droite appartenant soit aux affaires, soit à l'armée et contrôlant diverses organisations civiles et militaires créées pour prévenir et éventuellement combattre un complot communiste.

En 1937, la trahison d'un des membres de l'organisation permet son démantèlement. Des dizaines d'hommes sont arrêtés, des centaines d'armes saisies, des projets de coups d'Etat mis au jour et plusieurs affaires criminelles sont tirées au clair. Il apparaît que la Cagoule est responsable de l'assassinat des frères Rosselli, socialistes italiens réfugiés en France, de l'exécution de Navachine, agent soviétique, franc-maçon lié à la Synarchie retrouvé poignardé dans le bois de Boulogne, de la mort mystérieuse de Laetitia Toureaux, jolie femme légère égorgée dans un wagon de métro... vide, et de deux attentats dirigés contre des immeubles du patronat français à Paris qui provoquèrent la mort de deux policiers.

Le Front populaire s'empare bien entendu de ce dossier avec délice. On crie au fascisme. On révèle l'imminence d'un coup d'Etat, on s'inquiète des complicités au plus haut niveau. On dénonce les objectifs antisémitiques, antimaçonniques et anti-communistes de l'organisation. On accuse l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste de financer la Cagoule pour l'utiliser à de basses besognes.

La France abasourdie s'entend révéler que les plus hautes figures sont mêlées au complot : le maréchal Franchet d'Esperey, le général Duseigneur, le duc Pozzo di Borgo, le colonel Heurteaux, gloire de l'aviation française de la Grande Guerre, le commandant Loustaunau-Lacau, le colonel Grousard, le général Lavigne-Deville, le docteur Alexis Carrel, le professeur Vandremmer, élève de Pasteur, le patron des huiles Lesieur Lemaigre-Dubreuil, le patron des usines Gibbs et celui de Michelin et celui de la maison Byrrh. Le héros de 14-18, polytechnicien décoré de la Légion d'honneur Eugène Deloncle, plusieurs transfuges des camelots du roi qui s'appellent Corrèze, Filliol, Corre, Bénouville, Antoine Sanguinetti, etc., semblent être la phalange active du complot.

En tout 40 000 Français qui, le plus souvent sans savoir exactement ce que l'on attend d'eux, sont prêts à se mobiliser contre les communistes.

Soixante-dix responsables sont arrêtés. Le procès est sur le point de s'ouvrir, attendu par des millions de citoyens affolés par la révélation de cette armée de factieux quand... la guerre éclate !

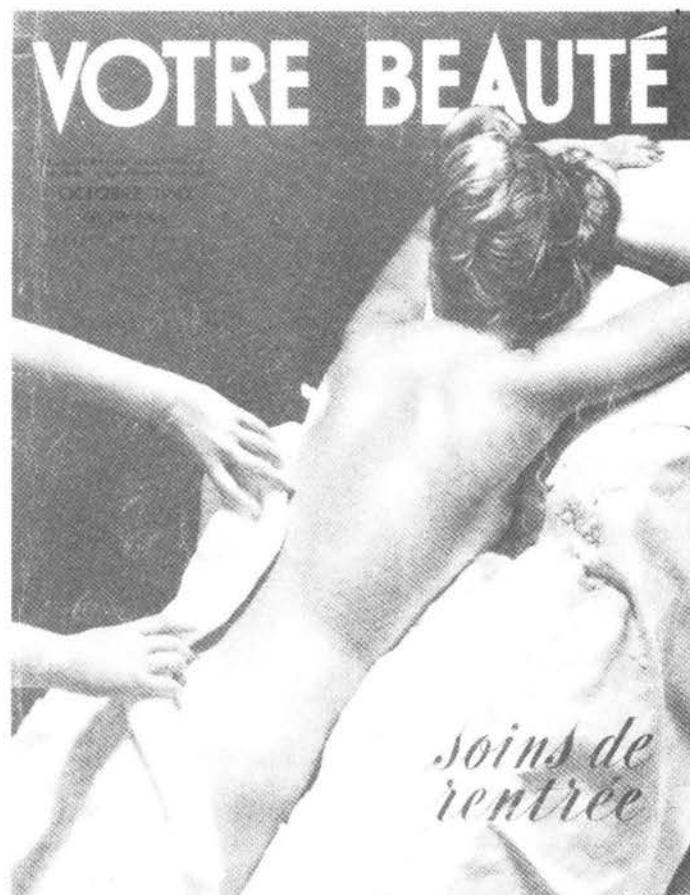
Elle va provoquer la renaissance d'une partie de la Cagoule sous les traits du Mouvement social révolutionnaire (MSR) dont la devise est justement « Aime et sers ! ». Son fondateur, Eugène Deloncle, explique qu'« il succède sur le plan légal à l'organisation secrète (...) fondée en 1936-1937 ». Son financier est Eugène Schueller.

Son programme, résumé par Deloncle lui-même dans son journal « Révolution », prône « l'Europe nouvelle, l'Europe nationale-socialiste en marche, que rien n'arrêtera. Elle sera nationale, cette nouvelle Europe, parce que, dans la nouvelle extension des groupements humains, la nation reste l'unité de base, la cellule élémentaire du monde nouveau. Elle sera socialiste, cette Europe, parce que les progrès de la technique

moderne ont créé des sommes de richesse dont la production disciplinée permet au plus humble travailleur de participer largement au bien-être général. Elle sera raciste enfin, cette nouvelle Europe, parce que l'anarchie économique et la division politique n'ont jamais servi que les intérêts d'une seule caste : celle des Juifs, celle des banquiers internationaux dont la guerre est la principale source de profits (...) Il faut refaire la nation, redonner aux Français le goût de leur pays, le goût de l'effort, le goût du travail, le goût du courage. C'est cela notre premier but : construire une communauté nationale vivante, nombreuse et pleine de confiance en elle-même... »

Ses hommes ? Outre Schueller et Deloncle, on y retrouve tous les cagouleurs : Jean Filliol, Jacques Corrèze, Henri Charbonneaux, Jacques Fauran, Georges Soulès, etc.

Bref, il est clair que rien, dans le passé « national, socialiste



« Votre beauté », la revue du financier de la Cagoule Eugène Schueller, à l'époque où Mitterrand en assurait la direction.

et raciste » de Schueller, n'est de nature à conduire Mitterrand à revendiquer une telle amitié.

Pour autant, la sortie de Madelin ne se justifie pas. Ce n'est pas parce que l'on a été un temps l'employé d'un homme compromis que l'on est à jamais disqualifié.

Aussi faut-il chercher plus loin le sens de l'attaque du jeune député de l'opposition.

Révérons-le sans plus attendre : Madelin entendait ranimer par ce geste les spéculations déjà anciennes sur l'appartenance de Mitterrand à la Cagoule.

Mitterrand cagouleur ? Voilà qui serait de nature à ébranler le régime ! Comment les socialistes et les communistes pourraient-ils garder leur appui à un homme jadis embrigadé dans une organisation clandestine factieuse, nationale-socialiste,

raciste, collaborationniste et financée par le grand patronat et les services allemands et italiens ?

Que faut-il penser d'une telle hypothèse ?

Eh bien ! tout simplement que si Madelin n'a pas manqué d'idée, il a manqué de suite dans les idées. Car s'il avait un tant soit peu poussé ses investigations, au lieu de se contenter d'abandonner la tâche à d'hypothétiques historiens, il aurait abouti à des conclusions pour le moins troublantes.

Toute la vie de Mitterrand semble, si l'on ose écrire : « encagoulée ». Et s'il est impossible, en l'absence de documents que leurs détenteurs refusent de divulguer pour l'instant, de prouver de manière irréfutable que l'actuel président de la République a appartenu jadis à la redoutable organisation terroriste d'extrême droite, il est aisé de démontrer que parmi son entourage, ses amis, ses protecteurs, ses obligés, les cagouleurs pullulent littéralement. Et il est remarquable que chacun des grands moments de son existence voit intervenir, tel le messager de la providence, un cagouleur de haut grade.

Une « maçonnerie retournée »

Avant d'en fournir la démonstration, il convient de préciser que la Cagoule n'a pas été monolithiquement intégrée dans le MSR collaborationniste. Et que si de nombreux cagouleurs ont choisi la collaboration (certains ont même combattu sous l'uniforme allemand sur le front de l'Est), d'autres se sont engagés dans la Résistance en France ou à Londres.

Et ce, fait extraordinaire, sans que soient jamais rompus les liens de fraternité (« la Cagoule est une maçonnerie retournée », proclamait Deloncle) qui unissaient les conjurés de jadis.

Il s'est même trouvé des cagouleurs (et plus d'un !) qui, après avoir choisi Vichy, ont opté pour la Résistance. Ce que les tribunaux de la Libération ont sanctionné en condamnant par exemple à l'indignité nationale un cagouleur qui venait de recevoir la médaille de la Résistance.

Pour la même raison, la Cagoule a joué un rôle capital dans l'organisation des relations entre Londres et Vichy. Et il est significatif de découvrir, par exemple, dans l'histoire de la Résistance, que le cagouleur résistant Maurice Duclos, blessé lors d'un parachutage, fut recueilli et caché par le cagouleur vichyste Jeantet.

Venons-en maintenant à Mitterrand. Madelin n'a pas innové en insinuant d'une manière d'ailleurs bien sibylline que l'actuel Président avait eu des liens avec la Cagoule.

Plusieurs fois, le bruit en a couru.

Le 27 juillet 1954, le journaliste Jean-André Faucher, d'ailleurs cousin éloigné de Mitterrand, écrit dans sa publication confidentielle hebdomadaire « Lettre à un cousin » :

« Hier dans la cour du ministère de l'Intérieur, François Mitterrand célébrait la mémoire de Max Dormoy, le ministre qui fut assassiné par la Cagoule à Montluçon. Ceux qui, comme moi, au hasard des années récentes, ont reçu les confidences de certains policiers qui exploitèrent la liste Corre et qui, dans le même temps, eurent l'occasion de bien connaître certains des inculpés du procès de la Cagoule, comme Jakubiez et Roger Mouraille, ont le droit de sourire. Tout va si vite en France.

» Et ceux qui savent en quelles eaux politiques Mitterrand connut son ami, l'industriel Schueller, le beau-père de l'actuel ministre Bettencourt ; ceux qui savent que le cagouleur Méténier rencontre encore assez souvent François Mitterrand et qu'il travaille chez Schueller ; ceux qui savent que le cagouleur Jacques Corrèze doit la situation qu'il a à Madrid à Schueller ; ceux qui savent que le cagouleur Jean Filliol, plusieurs fois condamné à mort vit en Espagne grâce aux fonds qu'il réunit en 1946 en venant clandestinement à Paris faire « chanter »

certains industriels qui avaient beaucoup aidé Deloncle, ont le droit de se taper sur les cuisses... »

Au moment de l'affaire des fuites, le député Legendre accuse, à la tribune de l'Assemblée nationale, Mitterrand d'avoir été cagouleur. Il le connaît fort bien et depuis longtemps : avant-guerre, le second, jeune étudiant, venait suivre les cours d'orateur que le premier donnait à Paris pour le compte du mouvement des Croix de feu du colonel de La Roque.

En février 1973, dans le journal de Saint-Maur et du Val-de-Marne, Pierre Thurote, ancien conseiller municipal de Saint-Quentin et ancien maire adjoint de Saint-Maur-des-Fossés, écrit : « Une question se pose : Mitterrand a-t-il appartenu à la Cagoule ?... Les listes saisies n'ont jamais été publiées... »

Tout récemment, Mercedes Corrèze-Deloncle, veuve du fondateur de la Cagoule, qui épousa en secondes noces son adjoint Corrèze, publie un recueil de souvenirs qu'elle intitule, en réplique aux « Mémoires égoïstes » de son neveu Jacques Laurent : « Mémoire sans égoïsme ». A la page 36, elle présente en ces termes un poème intitulé « Plaintes de la rose » :

« Je ne veux pas terminer ces extraits sans y ajouter, avec un peu de malice, un dernier poème que je trouve assez d'actualité, tout en tenant à dire que je ne partage nullement les opinions politiques de la personne visée (ne sommes-nous pas en régime de liberté, malgré tout un peu surveillée) je me dois de lui reconnaître une grande fidélité dans ses amitiés ; c'est sans crainte d'être blâmé et critiqué qu'il défend ses anciens amis dans le malheur et assiste à leurs enterrements, même si leurs idéaux sont complètement opposés. J'ai le culte de l'amitié comme celui de la famille et je ne peux m'empêcher d'avoir une sorte de sympathie pour ceux qui le pratiquent envers et contre tous. »

Mme Corrèze-Deloncle, que nous avons rencontrée dans son appartement de la rue Lesueur, là même où son premier mari fut assassiné par la Gestapo, confirme volontiers que « la personne visée » était Mitterrand et que l'enterrement en question était celui du cagouleur Méténier, auquel le futur président de la République avait assisté.

Dans son « Dictionnaire de la politique française », Henri Coston écrit : « Mitterrand milita très tôt dans les milieux d'extrême droite et fut, dit-on, cagouleur. »

Dans une correspondance à l'auteur, Gabriel Segonzac, qui fut détenu au stalag IX A de Ziegenheim avec Mitterrand, écrit : « Je me souviens très bien y avoir vu un certain sergent d'infanterie coloniale nommé François Mitterrand. Il se tenait à l'écart et passait pour être un cagouleur, on disait que le gouvernement de Vichy le réclamait pour lui donner la direction d'un service de prisonniers de guerre. »

Elle est tout de même troublante, cette unanimité, à des années d'intervalle, entre des gens qui ne se connaissent pas.

Elle est d'autant plus troublante que bien des choses viennent étayer ces rumeurs.

Avant d'y venir, tentons de répondre à la question clé : Mitterrand était-il lié à l'extrême droite ?

L'intéressé s'en défend. Il prétend avoir eu quelque attirance pour le Sillon, mouvement chrétien d'inspiration vaguement socialiste fondé par Marc Sangnier et qui polémiquait violemment avec l'Action française. Il est difficile de prêter foi à cette assertion. Mitterrand avait effectivement un oncle silloniste, mais son milieu familial était indiscutablement d'Action française. Son père était d'ailleurs un monarchiste convaincu et les témoignages ne manquent pas qui font de Mitterrand un sectateur de Maurras.

Premier témoignage, celui de Jean Roche-Boitaud, publié par « Aspects de la France » le 2 février 1983 sous le titre explicite : « Quand Mitterrand fréquentait l'Action française ».

Deuxième témoignage, plus précis encore : celui du vice-président de la Fédération nationale des étudiants, collégiens et lycéens d'Action française qui se souvenait avoir attribué une carte à Mitterrand pour l'année scolaire 1934-1935.

Troisième témoignage, celui de l'aumônier de Saint-Paul d'Angoulême, qui, dans « Notre Ecole », journal de l'établissement, écrit en mars 1935 à la page 237 :

« François Mitterrand nous conte sa vie interne d'étudiant parisien... Il passe avec virtuosité du politique à l'économique et du social au religieux — il a entendu Paul Raynaud parler de la dévaluation et il a servi de bonnes soupes chaudes aux chômeurs, « œuvre vraiment magnifique », nous dit-il. Par ailleurs, il a assisté — et pas seulement en spectateur — aux incidents récents de la Faculté, et sa famille ne fut pas peu étonnée de reconnaître sur un grand journal, au premier rang des étudiants chahuteurs... la figure de l'ami François. »

Militant d'Action française

On connaît ces photos, elles furent plusieurs fois publiées et les amis de Mitterrand tentèrent toujours de faire croire qu'elles



Robert Mitterrand, le frère de François, épousa la nièce d'Eugène Deloncle. On voit ci-dessus le fondateur de la Cagoule, encadré par deux policiers, après la découverte du premier « complot » (1937). Quatre ans plus tard, à la Mutualité, Deloncle expose le programme du MSR, auquel se sont ralliés nombre de « cagoulards » : nationalisme, socialisme, racisme.



ne montraient pas l'intéressé mais un jeune homme lui ressemblant. Le mot de l'aumônier règle la question une fois pour toutes : c'est bien Mitterrand qui a été photographié.

Pourquoi donc, persiste-t-il à nier ?

Parce que les « incidents » dont il s'agit n'ont rien d'anodin ! En effet, si l'on connaît les clichés, on a sans doute oublié les légendes qui les accompagnaient dans « Le Figaro » et « L'Echo de Paris » du 2 février 1935. Les voici.

« Le Figaro » montre Mitterrand à gauche d'un groupe à la sortie de la faculté et écrit en page 4 :

« L'AGITATION AU QUARTIER LATIN : Les étudiants en droit et en médecine manifestent près de quatre heures. Les facultés sont fermées. Le mouvement de protestation des étudiants français contre certains abus concernant l'exercice par des étrangers de la médecine en France a gagné, hier, les élèves des facultés parisiennes.

« Dans la matinée, des étudiants distribuèrent des tracts invitant tous leurs camarades à faire grève pour soutenir les étudiants en médecine dans leurs légitimes revendications.

« Des piquets de grève consignèrent les portes de la Faculté de médecine. Peu à peu, des groupes se formèrent. Des coups furent même échangés entre la rue de l'Ecole-de-Médecine et la rue Monsieur-le-Prince.

« A trois heures, une délégation vint demander au doyen de la Faculté, le professeur Roussy, de suspendre les cours. Elle essuya un refus. Mais, peu après, la Sorbonne, l'Ecole de droit et l'Ecole de médecine fermaient leurs portes.

« Les étudiants de toutes les facultés se formèrent alors en colonnes et, chantant la Marseillaise, criant « Aux Français la France ! » et « conspuant les métèques » tinrent pendant près de quatre heures les boulevards Saint-Michel et Saint-Germain, sous l'œil paternel des gardiens de la paix. »

« L'Echo de Paris » publie une photo au centre de laquelle on reconnaît Mitterrand et écrit : « Les étudiants français contre l'envahissement des étrangers : une manifestation d'étudiants est dispersée par la police. »

(Notons que les deux seuls journaux dans lesquels « la famille a pu reconnaître la figure de l'ami François » sont des



La photo parue dans « L'Echo de Paris » du 2 février 1935 : François Mitterrand parmi les étudiants qui protestent contre l'« envahissement des étrangers ».

quotidiens hyperconservateurs qu'on imagine mal dans une maison où règne l'esprit silloniste...).

En tout cas, l'on comprend mieux pourquoi Mitterrand ne tient pas à être reconnu, hilare et détendu au milieu d'une troupe qui défilera aux cris de « la France aux Français » et en « conspuant les étrangers ».

« Etudiant chahuteur », passe encore ! Mais xénophobe et raciste...

Quatrième témoignage, celui de René Gounin qui, dans « La Charente libre » du 17 février 1973 rapporte sous le titre « Quand Mitterrand militait à l'Action française » une réunion électorale qui « eut lieu un soir à l'Ile-d'Espagnac en Charente et où les militants de l'Action française se montrèrent particulièrement agressifs. A leur tête un jeune homme qui devait, par la suite, faire une belle carrière : François Mitterrand ».

Et l'on pourrait ainsi multiplier à n'en plus finir les souvenirs de témoins de cette époque. Est-ce utile ? Se trouverait-il aujourd'hui un historien sérieux et de bonne foi pour contester que Mitterrand, à vingt ans, hantait les allées de l'extrême droite ? Sans doute pas !

Cela prouve-t-il pour autant qu'il ait jamais appartenu à la Cagoule ? Pas plus !

Il faut donc chercher plus loin. Et reprendre la carrière de l'intéressé.

Des amitiés précieuses

En 1934, François Mitterrand arrive à Paris et s'inscrit, nous l'avons vu, à l'Action française. Il ne reprendra pas sa carte à la rentrée suivante. On ignore pourquoi. Ce que l'on sait, c'est que justement, à ce moment-là, l'Action française a éclaté.

A l'automne 1935, un groupe de camelots du roi, la

dix-septième équipe, qui rassemble les militants du XVI^e arrondissement, s'est mise en dissidence. C'est justement ce groupe qui va, avec Filliol, Méténier et Corrèze entre autres, constituer le noyau de la Cagoule. Il ira se mettre à la disposition de Deloncle qui en fera le fer de lance de son organisation.

Quels rapports ces gens-là ont-ils avec Mitterrand ?

Son condisciple à Saint-Paul d'Angoulême, Bénouville, est très engagé dans le combat nationaliste. Fâché avec Maurras après la publication de son premier livre « Baudelaire le trop chrétien », il est entré comme journaliste au « Pays libre ». Après la défaite de 1940, il prendra la rédaction en chef de « l'Alerte » journal niçois appartenant à Léon Bailby (également propriétaire de « L'Echo de Paris ») où il publie des éditoriaux vengeurs. Ce journal est un repaire de cagoulards puisqu'on y rencontre Claude Jeantet et, accessoirement, Claude Roy...

Bénouville, au-delà des clivages politiques, ne retirera jamais son amitié à Mitterrand. Ainsi, c'est lui qui le premier s'élèvera publiquement au début de l'année 1984 contre l'initiative insolente de ses amis politiques Madelin, Toubon et d'Aubert. Il acceptera même, lui, l'homme de droite, le patron de « Jours de France », de décerner un véritable certificat de Résistance à Mitterrand dans l'hebdomadaire socialisant « Les Nouvelles littéraires » par un communiqué qu'il signera avec... le colonel Passy et André Bettencourt, gendre du financier de la Cagoule, Schueller et ancien journaliste au quotidien pétainiste « La Terre française ».

Voici, à titre d'exemple, un extrait d'éditorial publié pendant l'Occupation par « La Terre » sous la signature de Bettencourt, aujourd'hui caution résistancialiste de Mitterrand : « Les jeunes doivent être, dans chaque village, les agents du maréchal, je dirai volontiers la police de la Révolution.

» C'est peut-être une triste chose de demander cette tâche

d'inquisition à la jeunesse. D'autres devraient s'en charger. Ils ne s'en chargent pas. (...)

» *Quand il s'agit d'accuser pour le bien général, il n'y a plus de camarade qui tienne. Il y a le devoir : la dénonciation, non par lettre anonyme, non pour une basse vengeance personnelle, mais franche, précise, avec des explications et des assertions claires, avec une signature.*

» *...Pour nous, pour le relèvement de la France, nous dénoncerons les vrais coupables. Ne pactisons pas avec le diable !* » C'est le signataire qui accompagnait récemment Mitterrand à Cluny pour célébrer le souvenir de Bertie Albrecht, martyr de la Résistance...

Il est amusant de le noter : ce n'est pas la première fois que Bénouville prend la peine de dédouaner un ami. Un autre exemple célèbre de sauvetage est celui de Robert Soulès, alias Raymond Abellio, écrivain très engagé dans la collaboration qui fut l'un des chefs de la deuxième Cagoule.

A la Libération, Abellio, traqué, ne dut la vie qu'à un certificat de Résistance établi par son ami Bénouville. Certificat dont il publie le texte dans son livre « Sol invictus ».

François Méténier est également un ami de Mitterrand. Un grand frère, pourrait-on dire. Les deux hommes sont inséparables bien que vingt ans tout juste les séparent : ils se livrent à des parties de tennis interminables et un témoin assure les avoir vu échanger, par jeu, leurs chemisettes trempées de sueur. Mitterrand retrouvera Méténier à Vichy où ce dernier dirige les groupes de protection du Maréchal, fondés par le cagoulard Groussard.

Détail pittoresque : c'est Méténier qui arrêtera Laval en 1940. Assisté par le commissaire Mondanel. Lequel avait trois ans plus tôt arrêté... Méténier lors de l'enquête sur le complot de la Cagoule.

Enfin, Deloncle est également un ami de Mitterrand. Un ami ? Plutôt un parent à la mode de Bretagne : le frère de François, Robert Mitterrand, a épousé la nièce de Deloncle, Edith Cahier.

Ces amitiés vont se montrer rapidement précieuses. On verra plus loin dans quelles conditions se sont réellement déroulées les évasions de Mitterrand. On peut faire état, dès à présent, de la rumeur maintes fois répétée selon laquelle l'évasion du sergent de la coloniale aurait été facilitée par l'intervention de son cousin Yves Dautun, ami et bras droit de Doriot dont il animait le journal « L'Emancipation Nationale ». A la Libération, Dautun fut sévèrement condamné et Mitterrand s'occupait de sa femme et de ses enfants pendant qu'il croupissait en prison. A l'époque où Dautun collaborait à « L'Emancipation Nationale », il avait parmi ses subordonnés un jeune cagoulard ami de Mitterrand : Claude Jeantet.

Mais c'est à Vichy, bien sûr, que les relations cagoulardes de Mitterrand vont se montrer le plus efficaces.

La Cagoule pullule, en effet, dans la capitale de l'Etat français. Elle y joue un jeu qui relève de l'acrobatie, entretenant des relations avec la Résistance et avec Londres. Ayant des hommes dans tous les partis, au point que certains historiens ont pu avancer, après la guerre, qu'une puissance supérieure (on a évoqué la fameuse Synarchie) contrôlait en fait la cagoule et plaçait ses pions dans tous les camps pour être assuré de conserver son influence quel que soit le vainqueur.

Collaborationnistes, donc, les cagoulards Deloncle, Soulès, Corrèze, Méténier, Charbonneaux, Schueller, Jeantet, Arbellot. Résistants à Londres, les cagoulards Dewavrin, Beresnikov, Fourcaud, Maurice Duclos.

Résistants à l'intérieur, les cagoulards Loustaunau-Lacau, Henri Martin, Pozzo di Borgo, Marie-Madeleine Fourcade, colonel Heurteaux, etc.

Un formidable embrouillamini où l'on voit le cagoulard Groussard fonder les groupes de protection du Maréchal et le réseau de Résistance « Gilbert » ; le cagoulard Lemaigre-Dubreuil, ancien financier de « L'Insurgé », journal de la Cagoule, soutenir le général Giraud, pendant que le cagoulard Passy-Dewavrin appuie de Gaulle ; le cagoulard Corrèze combattre sur le front de l'Est avant de rentrer en France pour faire de la Résistance ; le cagoulard Deloncle fonder le MSR ultra-collaborationniste avant d'être abattu chez lui par la Gestapo.

Un certain M. Blot

Dans ce grouillement, dans ce véritable mouvement brownien d'intérêts, d'alliances, de trahisons, de revirements, la trajectoire en dents de scie, qui fait entrer Mitterrand à Vichy comme



Les écrits restent, hélas ! Ainsi, les amateurs de vieux papiers peuvent lire aujourd'hui dans le journal pétainiste « La terre française » un éditorial signé André Bettencourt qui appelle les jeunes Français à dénoncer les adversaires de la politique de Vichy. A la même époque, Mitterrand signait dans « Métier de chef » revue des Compagnons de France (autre organisation maréchaliste) cette apologie à peine voilée de l'architecture nazie : « ...Les habitations modernes et spacieuses alternaient avec les bâtiments vieux d'un siècle, mais cela ne créait aucun déséquilibre... Je remarquai là l'énorme effort architectural et urbaniste accompli par le régime. L'harmonie des formes commande souvent l'harmonie de l'âme et des gens. On ne l'avait pas négligée... »

jeune fonctionnaire de l'Etat français avant de le conduire à Londres puis à Alger comme responsable autodésigné d'un mouvement de prisonniers, devient beaucoup plus facile à comprendre.

Mais avant, il aura reçu la Francisque (voir notre chapitre « Quand il résistait à la Résistance »). Le nom de ses parrains ? Gabriel Jeantet alias Gaby, alias Gabès, un des chefs de la Cagoule, et Simon Arbellot de Vacqueur, cagoulard lui aussi dont le rôle consista, dans un numéro spécial de la revue « Documents » à désamorcer, dès le départ, la campagne de presse qui se développait en France à propos du « terrifiant complot ». Il y parvint d'ailleurs assez bien en mêlant le vrai et

riel, la déception, la rupture avec de Gaulle et le jeune Mitterrand se retrouve sans emploi. Que va-t-il faire ?

La réponse est là : il va accepter de prendre en main les destinées de « Votre Beauté », journal du cagoulard Schueller.

« Votre Beauté », c'est le groupe L'Oréal, une multinationale aux succursales innombrables. Mais surtout un véritable service d'accueil pour cagouleurs en rupture de ban. A la Libération, et aujourd'hui encore, on retrouve dans le groupe L'Oréal les noms de Corrèze, Méténier, Filliol, Harispe. Tous cagouleurs !

Et c'est encore Schueller qui lui mettra le pied à l'étrier de la politique.

L'anecdote vaut d'être contée : en 1946, Schueller poursuit ses rêves de pouvoir. Pour les concrétiser, il finance de jeunes espoirs qu'il lance à l'assaut des circonscriptions. Pour le département de la Nièvre, il a trouvé son candidat : un jeune homme plein d'allant au nom prestigieux et aux idées saines. Schueller le convoque : « Vous allez vous présenter dans la Nièvre. Courez là-bas, tout est prêt, il ne manque que votre nom sur les affiches et les professions de foi. » Le jeune fonctionnaire se précipite, rencontre ses colistiers. Se fait présenter les documents. Il lit : « Suppression des emplois inutiles », « blocage du salaire des fonctionnaires », « réforme de la Sécurité sociale écrasée par la bureaucratie », « non au déficit et à l'inflation », « non à la gabegie administrative », « non aux nationalisations », « non au parti communiste au pouvoir ». Affolé, il remonte à Paris :

— C'est un programme d'extrême droite que vous voulez me

faire défendre ! Un programme cagouleur. Je refuse ! » lance-t-il à Schueller.

Le vieil industriel ne s'émeut pas.

— Tant pis pour vous ! J'ai quelqu'un d'autre. Lui, il acceptera.

Un mois plus tard, François Mitterrand se présentait au suffrage des électeurs nivernais.

Trente-cinq ans après, il devenait président de la République et appliquait un programme contredisant mot pour mot sa profession de foi de 1946.

Une cagoule, n'est-ce pas, c'est réversible.

L'ennui c'est que si, comme disait Pétain, les Français ont la mémoire courte, les communistes, eux, ne l'ont pas.

Et l'on peut imaginer à présent à quoi pensait René Andrieu le 19 mars 1980 en répondant, dans « l'Humanité » aux socialistes qui avaient osé s'interroger sur le passé de Marchais.

« Je le dis en pesant mes mots : François Mitterrand serait mieux inspiré de montrer un peu plus de modestie, et je ne parle pas seulement de la Francisque qu'on lui a décernée, paraît-il, au titre de la Résistance. Au cas où Fillioud voudrait avoir plus d'information à ce sujet, il lui suffit de le demander. »

En bon français, cela s'appelle du chantage.

Les communistes, à l'évidence, savent exactement à quoi s'en tenir sur le passé de Mitterrand. Et ils s'en servent.

Où ils s'en servaient, puisqu'un secret connu de tous n'est plus un secret monnayable.

Reste à savoir si Mitterrand nous saura gré d'avoir ainsi privé les maîtres chanteurs de leurs armes...



Dessin
de
Vassilieff

SA GUERRE

LA BLESSURE BALADEUSE DU SERGENT MITTERRAND

QUAND l'année 1938 s'achève, François Mitterrand n'a toujours pas choisi son destin. Il hésite encore entre la plume du journaliste et la robe de l'avocat. C'est du moins ce que prétendent ses biographes.

De même, il n'est pas parvenu à décider qui de la République ou du roi incarnait l'idéal qu'il recherche. Une seule certitude, sa conviction que les années futures entendront parler de lui.

Les événements vont précipiter son choix, forcer le destin et l'obliger, pour la première fois de sa vie, à prendre position.

Or, comme pour bon nombre de moments marquants dans la vie de l'actuel président de la République, son incorporation en 1938 au 23^e régiment d'infanterie coloniale va connaître par la suite des versions aussi différentes que contradictoires.

Et ce n'est pas là le moindre paradoxe.

Pour une chose aussi simple que la narration de l'incorporation d'un jeune étudiant en droit, nous allons devoir affronter des récits, naturellement tous faits sur la foi de la vérité historique, terriblement divergents.

Que dit François Mitterrand ?

« J'avais la chance pour ma nouvelle éducation de ne pas être officier, ayant négligé, étudiant, de me rendre au polygone de Vincennes pour y acquérir la préparation militaire adéquate. Appelé au service, je m'étais incrusté dans une garnison du boulevard de Port-Royal où mes nuits civiles équilibraient mes jours militaires et où la guerre m'avait cueilli (1). »

Somme toute, pas très reluisante, cette incorporation pour un futur héros.

Juste avant les élections de 1981, François Mitterrand reviendra sur son état d'esprit (ou d'âme) à la veille de la Seconde Guerre mondiale : *« J'étais antimilitariste ! »* Affirmation que son frère, le général Jacques Mitterrand, va nuancer singulièrement en précisant : *« En fait, il a fait une préparation militaire supérieure très fantaisiste. »*

Il y a là une grande différence entre l'antimilitarisme et le manque d'application à suivre une préparation militaire correcte. Sans doute François Mitterrand juge-t-il plus conforme à l'image d'un socialiste d'être antimilitariste que simplement négligent...

Mais cette version « nonchalante », émanant pourtant de son propre frère, n'est pas du goût des biographes préférés du Président. Ainsi, Charles Moulin va faire de cet épisode l'une des premières manifestations de sa révolte contre les institutions, contre le pouvoir en place... et contre les militaires : *« Ni la grandeur ni la servitude militaire ne le séduisent, mais il reste réaliste et décide d'en finir tout de suite. Adieu donc au sursis et incorporation en avril. L'étudiant se réveille un jour au fort d'Ivry où il va faire ses classes comme soldat au 23^e RIC. Il*

refuse d'être inscrit au peloton des élèves officiers de réserve et il se félicitera par la suite d'avoir ainsi pu connaître l'armée par la base (2). »

De ce qui est une « négligence » pour Mitterrand et une « fantaisie » pour son frère, Moulin, hagiographe du futur président, fait un « refus » délibéré. Sans doute pense-t-il que cela fait mieux dans le tableau...

On comprend pourtant assez mal ce refus de devenir officier de réserve, alors que nombre de ses camarades, étudiants comme lui, n'hésiteraient pas, eux. Et André Figuéras de s'étonner à juste titre : *« En quoi est-il plus « républicain » d'être sous-officier (puisque Mitterrand finira sergent) qu'officier ? Rien de tout cela ne tient debout ! »*

Après la guerre, Mitterrand dira de cette armée dont il fit la connaissance en 1938 : *« Etre soldat alors, c'était apprendre de quelle façon un citoyen honnête (?) dans sa médiocrité pourrait s'accoutumer, dans le minimum de délai, à la saleté, à la boisson, à la paresse, aux maisons closes et au sommeil... (1). »*

Ce jugement si péremptoire pourrait apparaître à première vue comme celui d'un véritable antimilitariste, mais à la lumière de ses positions antérieures et de ses activités politiques estudiantines, on peut tout aussi bien reconnaître dans ces propos un dégoût pour une armée trop molle, trop veule, républicaine, en somme.

Le minimum nécessaire

Les premiers jours au fort d'Ivry ne sont pas roses pour notre jeune troupier. Heureusement, le « dilettante » qu'il est va retrouver un de ses amis de faculté et qui lui restera toujours fidèle, Georges Dayan. Ce dernier dira de cette période : *« Je l'ai retrouvé au fort d'Ivry, costume mis à part, tel qu'il était sur le Boul-Mich, sérieux et distant, replié sur lui-même et passionné, attentif aux hommes et toujours ouvert à l'actualité. L'expérience militaire l'incite à la révolte, mais il se maîtrise bien et ne fait que le minimum nécessaire. »*

L'ultra-religieux qu'est encore François Mitterrand à cette époque, « mystique » diront certains, reste replié sur lui-même. Et Charles Moulin de préciser encore : *« Il trouve que rien ne va : les longues marches inhumaines, les interminables manœuvres d'armes, les démontages et remontages de fusils et de mitrailleuses, les méthodes de commandement et l'ambiance humaine créée ainsi (2). »* Il prête même à Mitterrand le jugement suivant : *« Tout semble évoquer la bêtise, favoriser l'asservissement, l'encrassement des esprits et des corps. »*

Non, décidément, le soldat Mitterrand n'est pas fait pour la vie militaire. Obéir lui est un supplice atroce, la promiscuité



Le soldat Mitterrand (2^e à partir de la droite, debout) au milieu de ses camarades en 1939. Saleté, boisson, paresse et maisons closes : c'est le fâcheux souvenir qu'il gardera de sa veillée d'arme.

l'insupportable, quant à prendre des responsabilités, il ne saurait en être question. Ses préoccupations sont ailleurs.

Mais il y a pis pour le jeune étudiant monarchiste. C'est justement son régiment qui doit assurer, au début de 1939, la protection des députés et sénateurs, réunis en congrès à Versailles pour élire un président de la République. Ce sera la réélection d'Albert Lebrun « dont le triste visage semble porter le deuil de toutes les espérances humaines (2) ». Il lui présentera les armes.

L'histoire ne dit pas (ou pas encore) si, voyant passer devant lui les suppôts d'un régime qu'il semble abhorrer, il aura un mot, une pensée prémonitoire.

Une fois encore, le fidèle Dayan va venir à son secours, c'est du moins la version de Charles Moulin : « *Entre-temps, Georges Dayan a tenté et manqué sa chance au peloton des élèves officiers de réserve, puis, grâce à une protection, s'est fait affecter à la caserne de Lourcine, siège du 23^e RIC. Il y fera vite venir le sergent Mitterrand, qui officiera comme secrétaire au bureau du colonel sous les ordres directs d'un adjudant, amateur de jeu d'échecs. François Mitterrand sera son partenaire (2).* »

On constate que Mitterrand ne néglige pas de faire appel aux amis et aux protections dont ceux-ci peuvent bénéficier. Une

chose surprenante, toutefois : comment Dayan, lui aussi sergent puisqu'il a échoué aux EOR, peut-il prendre la responsabilité d'exiger la mutation d'un sergent comme lui ? Cela non plus n'est pas très clair.

Mais on n'est pas à une approximation près.

Quoi qu'il en soit, les deux amis vont louer une mansarde, rue Gay-Lussac, « à mi-chemin entre la rigueur militaire et la nonchalance estudiantine (2) ».

Le sergent amoureux

A la lumière de ce qui va suivre, on comprend mieux le manque d'entrain de notre sergent pour la chose militaire. Si les marches « inhumaines » lui répugnent tant, si les exigences militaires pèsent sur lui, s'il redoute l'asservissement et l'encrassement des esprits, c'est pour une bonne raison : l'esprit de notre jeune mystique est pris ailleurs.

François Mitterrand est amoureux !

Et Georges Dayan de brûler la mèche : « *J'étais fort coureur à cette époque alors que François, très amoureux d'une jeune fille à qui il écrivait des vers, de fort bons vers ma foi, restait, à ce moment, fort sage et rangé.* »

L'objet de la flamme de François Mitterrand a un nom :

Marie-Louise Terrasse. Et notre amoureux transi d'avouer pudiquement : « *Nous étions vaguement fiancés.* »

Vaguement ?

Sur cette liaison, les biographes du futur Président resteront fort discrets. Pour Claude Manceron, elle n'a pas existé, du moins n'en fait-il pas état, mais c'est une habitude chez lui.

Charles Moulin est, une fois encore, plus bavard : « *La vraie vie... ce sont aussi les camarades de la faculté et les étudiantes avec lesquelles il se montre, comme le veut son éducation, réservé et très respectueux. Il rencontre parmi elles, la dernière année, une grande fille blonde, très belle, dont une de ses sœurs fera le portrait... Plus tard, au retour d'une évasion, il remonte même à Paris pour revoir sa « presque fiancée » du quartier Latin, mais ils ont évolué dans des sens différents et une bague de fiançailles ira, jetée du haut d'un pont, rejoindre le paradis des amours perdues (2).* »

Mitterrand poète, Mitterrand amoureux passe, mais Mitterrand mystique !

Ce détail sur son comportement est pourtant confirmé par la fameuse fiancée, une fiancée à laquelle il est si attaché qu'il risquera d'être considéré comme déserteur pour avoir voulu retarder le moment de la quitter.

Cette romance est relatée par Pierre Ordioni dans son ouvrage « *Tout commence à Alger* » :

« *L'aspirant Terrasse m'avait dit : « si vous êtes en panne, allez voir ma sœur. C'est une fille remarquable.* »

» *5, avenue d'Orléans. Une sonnette qui tinte très loin. — Qui est là ?*

» — *Je viens de la part de François.*

» — *Quel François ? Mais la porte s'est déjà ouverte — Quel François ? Mais... votre frère !*

» — *C'est que mon fiancé s'appelle aussi François. Il est aussi prisonnier et je l'attends.* »

» *Je n'ai jamais vu plus joli visage — continue Pierre Ordioni — ni déception si mal dissimulée. — « Votre frère va arriver en empruntant le même moyen que moi. Votre fiancé s'évadera certainement. — Certainement, reprend-elle en écho d'une voix ferme. »*

» *Marie-Louise Terrasse cache sous les grâces d'un corps charmant une résolution étonnante, une force d'âme, un courage qui semble lui venir d'une sérénité que rien ne peut troubler. Elle ira voir sa mère. Elle regroupera les évadés de Saint-Mihiel. Elle fera toutes les démarches nécessaires.* »

Et Pierre Ordioni de poursuivre : « *J'ai trouvé gîte chez mon ami H.B. qui est de passage mais je passe le plus clair de mon temps auprès de Marie-Louise Terrasse qui me lit les contes qu'elle écrit pour tromper son attente. Contes d'une qualité telle que j'ai longtemps espéré que cette toute jeune fille irait plus loin que Colette. Infiniment plus loin. Pourquoi les fruits n'ont-ils pas tenu les promesses des fleurs ?*

» *Mon fiancé, me disait-elle, est un être exceptionnel. Il exige autant de moi que de lui. Il n'est pas religieux, il est mystique. Le sens qu'il a de Dieu, de la mission de chacun d'entre nous, le met hors du commun. Il s'évadera, parce que rien, jamais, ne pourra le tenir loin de moi, de l'action, du devenir. J'aimerais que vous le connaissiez un jour. Vous l'aimerez parce que tous les deux vous aimez en moi la même chose : le possible.* »

Son nom, François Mitterrand.

Mais qui est donc cette Marie-Louise Terrasse qui semble connaître si bien François Mitterrand ? Qui est cette « presque fiancée » ou cette « vaguement fiancée » mais qui possède un tel potentiel de confiance ?

Pierre Ordioni livre la réponse, et l'anecdote est si étrange et

superbe à la fois qu'on la croirait inventée. Pourtant...

« *Marie-Louise Terrasse est aussi un être exceptionnel. Je devais la revoir près de trente ans plus tard, un soir que ma concierge m'avait prié dans sa loge pour suivre sur l'écran de sa télévision le déroulement d'un événement politique. « Etranges lucarnes », en vérité !*

» *Marie-Louise Terrasse m'apparut soudain, le visage nu que le masque de Catherine Langeais ne put me dissimuler. « Et maintenant — dit-elle avec ce charmant sourire que les ans n'avaient en rien altérés —, dans le cadre de l'élection présidentielle, vous allez entendre M. François Mitterrand. »*

C'est donc auprès de la future Catherine Langeais que notre soldat — ou sergent — devait perdre la tête et trouver, affublé d'un uniforme qui lui « faisait mal », le temps trop long. A tel point que :

« *Son régiment se regroupe à Ivry — nous apprend Charles Moulin — et un jour, comme il s'est fait conduire en moto par un copain jusqu'à Valmondois pour saluer sa belle Marie-Louise Terrasse, qui y fait retraite en famille — de quel genre de retraite pouvait-il s'agir si ce n'est religieuse, car en cette fin de 1939, il ne pouvait être question d'exode ? —, il a la surprise, à son retour, de se trouver en tenue civile, au Fort devant le régiment sur le pied de guerre. Il lui faut en toute hâte se déguiser en guerrier et gagner, par une triste et pédestre traversée de Paris, la gare de Pantin, d'où son régiment s'embarquera pour l'Alsace. Le sergent s'en va-t-en guerre, la drôle de guerre (2)... »*

Malgré le souci évident de ses biographes de faire de François Mitterrand un héros de légende, rien, durant ces quelques mois de vie militaire, ne vient conforter cette thèse. Au contraire.

La drôle de guerre

Avec la déclaration de guerre, le 3 septembre 1939, et le départ du 23^e RIC pour la Ligne Maginot, on pourrait penser que notre « pas encore » héros va le devenir sous peu. Grossière erreur, semble-t-il.

Que dit Claude Manceron ? « *François Mitterrand part avec son régiment, en couverture de la Ligne Maginot. On se bat à petit feu sur la frontière de la Sarre, tandis que des millions de soldats français jouent à la belote ou au football en attendant que Hitler capitule. Mitterrand s'ennuie tout l'hiver dans les Ardennes, à la frontière belge (Mitterrand n'est jamais allé à la frontière belge, on le verra plus loin), jusqu'au 10 mai 1940 où tout craque. (3) »*

C'est bref, c'est clair, c'est concis. Hélas, un peu trop.

Comme à chaque fois quand il s'agit de son passé, Mitterrand survole la vérité, et Claude Manceron, faisant mine de donner des éclaircissements d'une importance historique, reste dans un flou artistique du plus bel effet.

Heureusement, Charles Moulin est là.

« *De son point de débarquement, le régiment gagne en trois jours de marches forcées un secteur d'avant-garde du côté de Bitche, en couverture de la Ligne Maginot. (précisons au passage qu'il s'agit de la frontière allemande et non de la frontière belge, comme l'affirme Manceron) C'est l'attente, l'ennui, le froid... »*

Et Moulin de surenchérir : « *En janvier 1940, changement de secteur, le 23^e RIC va se déployer le long de la Chiers entre Sedan et Malmedy. (Il ne s'agit toujours pas de la frontière belge mais cette fois de la frontière luxembourgeoise.) Dayan est observateur tandis que la section de fusilliers-voltigeurs de François Mitterrand creuse des tranchées anti-chars (affirmation qui semble prouver que, cette fois, le « piston » n'a pas fonctionné) à un kilomètre de là, sans enthousiasme.*



Marie-Louise Terrasse, devenue Catherine Langeais en passant devant les caméras, a pris sa retraite après avoir fait les beaux jours de la « télé de papa ». Son ancien soupirant a évolué du mysticisme au culte de soi-même. Et il n'a plus besoin de présentation.



» *Les tranchées, cela évoque des souvenirs, les souvenirs sinistres des tranchées de 1914-1918, dits et redits par les anciens dans les familles. Et puis, il fait froid, très froid.*

» *L'ennemi est tout proche* (c'est nous qui soulignons, NDLR) *et ne bouge pas, ce qui est inquiétant. Finalement, on s'ennuie ferme, personne n'a le moral, les contacts humains manquent. Il reste le concours des lettres ; celles de François Mitterrand ne manquent pas d'amertume.*

» *L'ennui, écrit-il à sa sœur Geneviève, c'est de mourir pour des valeurs auxquelles on ne croit pas... Je me porte bien, mais pas tout à fait car un uniforme blesse qui aime la vie... »*

L'ami Dayan est parti une fois encore pour les EOR et François Mitterrand se retrouve seul. Il supporte mal le régime des popotes, l'esprit de caste qui règne dans l'armée et ces officiers hautains « séparés de leur troupe et soucieux de privilèges acquis dans les casernes (2) ».

Toujours selon Moulin : « *Il a des accrochages avec ses supérieurs et il est menacé de sanctions quand, le 14 mai, une première et très violente attaque contraint le régiment à un décrochage de quelques kilomètres.* »

Mais quels sont donc ces « accrochages » avec ses supérieurs qui risqueraient de lui valoir des sanctions ? Qu'a-t-il fait, le brave sergent Mitterrand, pour mériter une punition quelconque ? Sur ce point, Moulin, pourtant si prolixe, ne dira rien.

Un trou de mémoire ? Ce n'est pas si sûr.

Pour une fois, Jean-Marie Borzeix (4) va nous aider, bien involontairement, il est vrai.

« *Près de Montmédy* (Malmédy selon Moulin, mais il ne peut s'agir que d'une confusion avec la ville belge), *sur les contreforts des Ardennes, le 23^e Régiment d'infanterie coloniale a reçu pour mission de colmater les trous laissés béants par l'inachèvement de la Ligne Maginot. Comme il est trop tard pour élever des murs de béton et que les soldats ne sont pas maçons, ils remuent la terre du matin au soir, afin de dessiner un savant puzzle de creux et de bosses dans lesquels les divisions de panzers sont censées venir se perdre.* »

Et Jean-Marie Borzeix de poursuivre : « *Mais l'ennemi paraît lointain.* » (Qu'est-ce que cet ennemi qui est tout proche pour Moulin et lointain pour Borzeix ?) « *Tout est calme sur la frontière belge.* (Encore, alors que c'est à la frontière luxembourgeoise.) *Les hommes qui se souviennent des récits de leurs pères mettent peu d'entrain à manier la pelle et la pioche : les tranchées n'ont pas bonne réputation. Les officiers restent cependant dans les maisons alentours. François Mitterrand n'apprécie guère qu'officiers et hommes de troupe ne soient pas placés à la même enseigne. Et il le dit.*

» *En recevant les sous-officiers à son PC, un capitaine s'indigne que les brodequins du sergent Mitterrand soient*

couverts de boue. « Il convient que les sous-officiers nettoient leurs chaussures lorsqu'ils se présentent devant leurs supérieurs. »

» La réplique, affirme Borzeix, ne se fait pas attendre : « La différence entre vous et moi, c'est que j'ai l'occasion de les salir. Vous pas ! »

» L'insolence est aussitôt punie de quatre jours de mise aux arrêts. Mais le sergent Mitterrand, refusant de signer cette punition, ainsi que l'exige le règlement, l'affaire est portée devant le commandant, le colonel, le général de brigade, et la lourdeur de la peine croît régulièrement au fur et à mesure que se poursuit l'escalade de la hiérarchie militaire. Convoqué à chaque étape par des chefs de plus en plus éloignés, de plus en plus galonnés, le rebelle leur oppose le même refus buté : « Je ne signerai pas cette punition puisque je ne l'ai pas méritée. »

« Le conseil de guerre se serait peut-être saisi du dossier ? Cependant, le 10 mai au matin, le déferlement des stukas remet cette affaire à sa juste place. Il s'agit désormais de la guerre pour de vrai. Qu'importe la propreté des brodequins, les soldats cessent d'être de plomb (4) ! »

La vraie guerre et les fausses blessures

Le moins que l'on puisse dire, c'est que jusqu'à présent Mitterrand n'a pas brillé. Soldat sans envie, sergent malgré lui, il est temps que ceux qui veulent à tout prix faire de lui un héros couvert de gloire se rattrapent.

Pseudo-antimilitariste, amoureux transi mais un peu couard, il faut attendre le début des hostilités pour connaître sa conduite « héroïque ».

Dans l'Évangile selon Manceron, que lit-on ?

« Dès le 10 mai, le régiment de François Mitterrand était à la fête : il tenait l'extrémité du front immobile, tandis que jusqu'à sa gauche, les blindés de Guderian trouaient les Ardennes et fondaient sur Abbeville. »

» Pendant près d'un mois, Mitterrand et ses camarades défendent ainsi une position charnière au-delà de laquelle l'invasion se rue. Tout de suite, c'est dur. Des morts et des blessés chaque jour autour de lui. A certaines heures, vers la fin, un déluge de feu. Et puis, vient l'ordre de repli parce que tout le nord de la France est occupé ; le gros de l'armée se bat sur la Somme et sur l'Aisne ; c'est l'enfer d'un combat d'arrière-garde, dans la confusion totale (3). »

Et Manceron, épique en la circonstance : *« Le 14 juin, jour même où Paris tombe, un minnewerfer éclate au-dessus de Mitterrand. Assommé par la déflagration, sauvé par des amis, il se réveille à l'hôpital de Bruyères, avec dans l'omoplate un éclat si bien installé qu'il s'y trouve encore (3). »*

C'est en vain qu'on cherchera le nom des camarades qui sauvèrent la vie du futur président de la République. Mais ont-ils vraiment existé ?

Franz-Olivier Giesbert vient, lui aussi, apporter sa modeste contribution dans l'établissement d'une vérité arrangeante :

« Le 14 mai (alors que tout le monde parle du 14 juin, mais on n'est plus à un détail près), après une blessure dans les côtes, Mitterrand a passé deux jours la poitrine en sang sur une carriole à deux roues traînée par un camarade et, après avoir transité dans six hôpitaux, il se retrouve enfin à Vittel (5). »

Voilà deux versions très différentes. La date de la blessure évoquée par Giesbert ne correspond à rien. Idem pour son séjour

à Vittel « après avoir transité par six hôpitaux », quant à la blessure, une fois dans l'omoplate et une fois dans la poitrine, la différence est si énorme qu'elle est risible.

Mais il existe encore d'autres versions. Différentes, évidemment !

Dans le journal « Le Monde » en date du dimanche 10 mai 1981, le Président depuis quelques heures vient lui-même affirmer : *« En 1939, j'étais soldat du premier jour, de la première ligne. J'ai fini ce bout de guerre-là avec, soldat de deuxième classe, puis modeste sous-officier, la croix de Guerre, deux citations dont une à l'ordre de l'armée et quelques éclats d'obus dans le corps dont je garde quelques-uns. »*

Une blessure. Deux blessures. Un éclat, quelques éclats. Dans le corps, dans l'omoplate, dans la poitrine, le 14 mai, le 14 juin... Cruelles incertitudes de la guerre !

Et Moulin, que dit-il ?

« Le 14 juin, à Morthomme, un nom prédestiné (tiens, on a quitté Montmédy ? Pardon, Malmédy !) dont les combats de 1914-1918 ont établi la triste et glorieuse réputation, il est blessé à l'épaule droite (après le dos, le bras, l'omoplate, c'est maintenant au tour de l'épaule, droite de surcroît, de souffrir). Il en garde toujours un fragment dans l'omoplate. Le guerrier qui ne voulait pas mourir pour des valeurs auxquelles il ne croyait pas, comme il l'écrivait à l'un de ses frères en 1939, recevra la croix de Guerre pour sa courageuse attitude en la circonstance. »

Cette page de Moulin appelle tout de même quelques commentaires.

D'abord, le même auteur affirme à quelques lignes d'intervalle que c'est à sa sœur Geneviève, puis à l'un de ses frères que Mitterrand a écrit son dégoût d'avoir à mourir pour une cause à laquelle il ne croit pas.

De deux choses l'une : ou Moulin se trompe parce qu'il a inventé cette correspondance, ou Mitterrand était éccœuré d'avoir à risquer sa vie pour des valeurs qu'il rejetait au point de s'en ouvrir à toute sa famille.

Dans le premier cas, on a la confirmation que le livre de Moulin n'est qu'une fabrication bâclée pour tailler une image de héros stendhalien (courageux mais pas dupe) à Mitterrand.

Dans le second, on est amené à pousser l'analyse : qui, à cette époque, pouvait professer un tel dégoût pour « les valeurs en cours » ?

Et d'abord, qu'étaient ces « valeurs en cours » ?

A l'évidence, il s'agissait soit des valeurs exaltées en ce temps de guerre, c'est-à-dire le patriotisme ; soit des valeurs en usage pendant « la drôle de guerre », c'est-à-dire la démocratie parlementaire de la III^e République.

L'histoire nous apprend que le patriotisme était rejeté essentiellement par les socialistes laïques, pacifistes, antimilitaristes à la Marcel Déat, qui professe un « goût réel pour le pacifisme né de l'horreur de la tuerie de 1914-1918 » (« Le destin de Marcel Déat », Paul Varennes, éditions Janmaray).

La haine du parlementarisme était, en revanche, professée par les rejets de l'extrême droite et des ligues qui abhorraient le « pouvoir juif » de Blum, la démocrassouillerie parlementaire, le règne des Loges et dont le courant, fort puissant, donna naissance à l'Etat français, provoqua le fameux procès de Riom sur les fauteurs de guerre et inspira une bonne part de la politique de collaboration.

A quoi donc s'oppose Mitterrand lorsqu'il exhale son dégoût ?

Il n'est que de considérer son passé immédiat pour le comprendre : jeune étudiant ligueur, habitué des réunions de Croix de feu, proche de l'Action française, lié avec les



Le départ de Georges Dayan (au centre) pour les E.O.R. déclencha chez son ami François (à gauche) une crise de « ras-le-bol » antimilitariste.

cagouleurs, profondément mystique, témoignant dans tous ses écrits d'un patriotisme sensuel aux résonances fortement barrésiennes, issu d'une famille catholique pétrie d'antimaçonisme, fils d'un monarchiste avoué, Mitterrand pour qui, rappelons-le, le visage du président Lebrun « semblait porter le deuil de toutes les espérances humaines » ne pouvait signifier, en évoquant ces « valeurs pour lesquelles il n'entendait pas mourir » que la République maçonne, laïcarde, antinationale, socialisante qui avait abouti au Front populaire.

C'est donc par un pur abus de langage que Moulin tente a posteriori de récupérer l'esprit de contestation du jeune Mitterrand pour en faire le germe de son engagement politique futur.

Mais quittons le terrain de l'exégèse pour en revenir aux faits et aux textes. La confusion ne fait que s'aggraver.

« *Le blessé*, écrit encore Charles Moulin, *emporté par ses*

camarades, est évacué sur Vittel, puis sur l'hôpital de Bruyères, près d'Epinal. Il y arrive le 18 juin et ne pourra pas entendre l'appel de De Gaulle sur les antennes de la BBC. Enfin, le bras immobilisé, sur l'hôpital de Lunéville d'où les Allemands l'enverront, en août, au stalag IX A (2). »

Nous avons déjà insisté sur le caractère baladeur de la blessure, notons à présent l'incompatibilité des dates et des étapes recensées par les différents biographes.

Pour Manceron, « *le 14 juin... un minnewerfer éclate au-dessus de Mitterrand. Assommé par la déflagration, sauvé par des amis, il se réveille à l'hôpital de Bruyères...* »

Pour Giesbert, « *le 14 mai (il s'agit, à l'évidence, d'une coquille et retenons la date du 14 juin), après une blessure dans les côtes, Mitterrand a passé deux jours, la poitrine en sang, sur une carriole et après avoir transité dans six hôpitaux, il se retrouve enfin à Vittel.* »

Tentons de concilier tout ça : blessé le 14, Mitterrand ne se réveille que le 18 à Bruyères. Entre-temps, transporté par des ou par un camarade(s), il a transité entre six hôpitaux avant de se retrouver à Vittel le 16 (« deux jours sur une carriole » selon Giesbert).

Glissons sur l'ahurissante et incongrue remarque de Moulin, « il ne pourra pas entendre l'appel de De Gaulle » : tout le monde sait aujourd'hui qu'une infime partie des Français entendit cet appel et en tout cas pas ceux qui se traînaient sur les chemins de la débâcle et de l'exode. L'incise de Moulin ne peut donc avoir de sens que si l'on comprend : Mitterrand n'a pas eu besoin de De Gaulle pour penser à résister. C'est de la propagande, ce n'est pas de l'histoire.

Ce qui serait de l'histoire, en revanche, et de l'histoire événementielle, comme on dit aujourd'hui, ce serait de nous expliquer comment sept hôpitaux ont pu, même en pleine panique de la défaite, chasser un blessé de la poitrine trébuché sur une carriole à deux roues, alors qu'il était dans le coma depuis quatre jours.

Ce qui serait de l'histoire, ce serait de nous expliquer comment, alors qu'il était dans le coma, Mitterrand a pu remarquer qu'on l'avait changé six fois d'hôpital et notamment qu'il avait transité par Vittel alors qu'il était inconscient.

Ceux qui l'ont transporté ont témoigné, nous expliquera-t-on. Soit, mais alors, pourquoi ne pas donner les noms de ces témoins ? Et le compte rendu exact de leurs témoignages ? Et pourquoi ces contradictions grossières ?

On conviendra que ces ellipses sont étranges.

Elles le sont d'autant plus que la partie adverse, celle qui tient pour controversée cette histoire de blessure grave, de transport dans le coma, et de changement d'hôpitaux, produit, elle, un témoignage précis, nominatif et formel.

Un témoignage difficilement contestable puisqu'il émane d'un lieutenant-colonel chargé, justement, de l'évacuation des blessés de l'hôpital de Vittel. Un témoignage très gênant, enfin, parce qu'il dément de manière accablante les envolées lyriques des biographes patentés.

C'est le lieutenant-colonel Rousseau qui parle à un enquêteur du « Crapouillot » : « Une seule ambulance était disponible et ne pouvait emmener tout le monde. Certains se sacrifient pour les autres, comme le commandant Montaldi qui laisse sa place à un autre soldat bien qu'il ait été lui-même sérieusement blessé. Je donne l'ordre de départ. C'est alors que le camion commençant à prendre de la vitesse, je vois un jeune militaire courir, sauter en voltige dans le véhicule : c'est Mitterrand. Il a la main bandée, mais la souplesse ne lui fait pas défaut. »

Après l'épaule, l'omoplate, le dos, la poitrine et les côtes, voici la main blessée.

Bien sûr, un vieil adage de droit proclame « testis unus, testis nullus ». Il faut donc trouver confirmation aux dires du témoin Rousseau, tout lieutenant-colonel qu'il est.

Le voici, c'est le témoignage du nommé Jean Rigot, un des quatre grands blessés qui se trouvaient dans la fameuse ambulance.

— *J'ai vu cet homme, un petit pansement à la main droite, sauter dans le véhicule, s'accrochant d'une main aux ridelles du camion.*

Voilà.

Peut-on nous expliquer comment un homme gravement blessé à la poitrine ou à l'épaule, émergeant d'un coma de quatre jours au cours duquel on l'a brinquebalé dans une mauvaise carriole d'hôpital en hôpital, peut, tout à coup, retrouver assez de vigueur pour attraper un camion d'évacuation en voltige, avec une main bandée.

Acceptons cependant de tenir toutes ces contradictions, toutes ces invraisemblances pour négligeables. Et ne retenons que ce sur quoi tous les biographes sont d'accord : blessé le 14 juin, Mitterrand se retrouve le 18 à l'hôpital de Bruyères et c'est là qu'il sera arrêté.

L'ennui, c'est que cette version ne tient pas. Ou que si elle tient, elle met en cause Mitterrand d'une façon plus grave encore que tous les mensonges débusqués jusqu'à présent. Car si Mitterrand est bien arrivé le 18 à Bruyères, il n'a en aucun cas pu y assister à l'entrée des Allemands.

Pour l'excellente raison que les Allemands sont entrés à Bruyères le 14 juin.

C'est-à-dire le jour où Mitterrand assure avoir été blessé et quatre jours avant son arrivée dans l'hôpital de cette même ville.

Que s'est-il passé en vérité ? Pourquoi les hagiographes du Président persistent-ils à faire de lui, dans un formidable désordre d'incohérences, d'incompatibilités, de contrevérités et de contradictions, le héros qu'il n'a, à l'évidence, jamais été ?

Le lieutenant-colonel Rousseau en est encore à se poser la question. Il a tenté, de bonne foi, de résoudre ce mystère. En demandant à l'intéressé lui-même de s'en expliquer.

Dix fois, son ancien chef a écrit à Mitterrand pour l'inviter aux réunions des anciens du 23^e RIC.

Dix fois, il a répété les questions qu'il souhaitait poser : comment, blessé à l'épaule, avez-vous pu sauter dans un camion avec une main bandée ? Comment avez-vous pu gagner un hôpital en zone occupée et voir arriver un ennemi qui était là depuis plus d'une semaine ?

Jamais Mitterrand n'a répondu à ces invitations. Jamais il n'a répondu aux lettres du lieutenant-colonel Rousseau.

(1) François Mitterrand, « Ma part de vérité ». Fayard.

(2) Charles Moulin, « Mitterrand intime ». Albin Michel.

(3) Claude Manceron, « Cent mille voix par jour ». Robert Laffont.

(4) Jean-Marie Borzeix, « Mitterrand lui-même ». Stock.

(5) Franz-Olivier Giesbert, « François Mitterrand ». Le Seuil.



« Taisez-vous », ordonnent les affiches de la « drôle de guerre ». Mitterrand a suivi la consigne. Mais que cache-t-il ?

Retour d'Allemagne

UN ÉVADÉ
TRÈS ÉVASIF

« La vie serait impossible si l'on se souvenait. Le tout est de choisir ce que l'on doit oublier. » (M. Martin du Gard). Dessin de Vassilieff.



AVEC l'internement en Allemagne de François Mitterrand et ses tentatives — réelles ou supposées — d'évasion, on aborde une des périodes les plus troubles de l'histoire personnelle du président de la République. Jusqu'à ce jour, nul n'est parvenu à décrire avec précision sa captivité ni ses évasions et, une fois encore, nous nous trouvons confrontés à des thèses bien différentes.

Prisonnier, il ne le restera que dix-huit mois. Et de ce séjour derrière les barbelés naîtront deux équivoques qui, plus tard, seront exploitées par ses adversaires.

D'abord, François Mitterrand sera accusé d'avoir recouvré la liberté grâce à une intervention de Doriot, sollicitée par Yves Dautin, un cousin de Mitterrand et accessoirement un des dirigeants du PPF. D'autres tireront de ce « blanc » de dix-huit mois un argument pour prétendre que si Mitterrand n'a pas été résistant dès 1940, c'est parce qu'il était plus ou moins collaborateur.

Contre ces rumeurs, l'homme politique réagira violemment, et Mitterrand affirmera toujours que, s'il a quitté les camps, c'est en s'évadant.

Pour nous y retrouver, nous allons confronter les versions établies par les amis de François Mitterrand d'après ses propres déclarations, mettre en évidence les quelques points convergents et, surtout, les innombrables différences. Par la suite, nous présenterons des témoignages de personnes qui, ne devant rien à François Mitterrand, éclaireront d'un jour assez particulier les « vérités » du Président.

Dans « Le Monde » du 10 mai 1981, l'actuel président de la République affirme : « Prisonnier de guerre, je me suis évadé deux fois, rencontrant au passage les tribunaux de guerre allemands et les commandos de discipline, avant de repartir pour la troisième, qui comme chacun sait, fut la bonne. »

Donc, Mitterrand s'est évadé deux fois sans succès, il a connu par deux fois les tribunaux allemands et les commandos de

discipline. Il « est reparti » une troisième fois. Nous verrons plus loin ce qu'il convient de penser de ces affirmations et de l'emploi des verbes « s'évader » et « repartir »...

Dans « Ma part de vérité » François Mitterrand est à peine plus précis : « *Tout prisonnier rêve de liberté, mais peu tentent de la conquérir. J'ai accompli deux ou trois actes dans ma vie qui n'ont dépendu que de moi. Le premier fut de m'évader d'Allemagne. Non sans mal (1)* » !

Le camp de Cassel

Mitterrand, nous l'avons vu dans le chapitre précédent, a été capturé par les Allemands, le 14 juin, à l'hôpital de Bruyères. Il sera conduit ensuite à Lunéville et c'est de là qu'il partira avec des milliers d'autres prisonniers vers l'Allemagne, à Cassel précisément.

Nous savons, car tous ses biographes sont d'accord sur ce point, que sa première tentative d'évasion a eu lieu le 5 mars 1941.

Soit près de neuf mois après sa capture. C'est un délai bien long, pour qui « rêve de liberté ». Alors, pourquoi avoir tant attendu ? Par impossibilité de franchir les barbelés du camp ? A cause de la surveillance très étroite dont les prisonniers sont l'objet de la part des sentinelles allemandes ? Pour d'autres raisons ?

Charles Moulin, lui, présente une version différente : Mitterrand, à cette époque, était sur son lit de douleur et « *ne pouvais pas, malgré son énorme volonté, s'enfuir* ». Toujours cette fameuse blessure dont on n'est jamais parvenu avec certitude à établir la matérialité ni la localisation.

« *Dès la première heure, il a refusé. Sa blessure dont les séquelles se sont manifestées assez longtemps, la faiblesse qui s'en est suivie, l'ont retenu un bon moment, mais il n'a jamais songé qu'à rompre ses chaînes (2)*. »

Même son de cloche chez Claude Manceron, du moins dans un premier temps : « *Il commence sa captivité dans les pires conditions, épuisé, endolori — et soudain précipité en pleine jungle (3)*. »

Donc, et sans aucun doute possible, c'est la santé de François Mitterrand qui a été un frein à son désir d'évasion. Alors, comment expliquer la suite du récit de Manceron et la description qu'il fait des conditions de vie à l'intérieur du camp ?

« *Au sortir d'une jeunesse frugale, mais saine, préservée, sans la moindre angoisse — ou si l'on veut le réveil au contact brutal de la condition humaine toute crue... A chaque distribution de nourriture, on se bat à poings nus. Quand arrivent les premières boules de pain, certains sortent les couteaux. Mitterrand est choqué. Tout un univers de décence et de politesse s'écroule devant lui : la mince croûte de civilisation, sous laquelle on ne sait plus s'il y a l'homme ou la bête. Il n'a pas peur : quand il faut se battre, il se révèle très doué. On ne lui marche pas dessus impunément (4)*. »

Mitterrand « affaibli », Mitterrand « endolori », Mitterrand « blessé », mais Mitterrand qui se bat...

Souffrant ou combattant, le prisonnier ne restera au stalag IX A que quelques mois puisqu'en octobre 1940, il est envoyé avec nombre d'autres au stalag IX-C, près de Weimar, la patrie de Goethe, au commando 1515 « *où sont rassemblés quelque cent cinquante intellectuels, dont la majorité est constituée d'instituteurs et de prêtres (2)* ».

Au passage, Charles Moulin vient encore un peu dramatiser la situation de François Mitterrand : « *Il se retrouvera finalement, après avoir échappé à un camp de sous-officiers réfractaires, entre Rudolstadt et Weimar (2)*. »

Un camp de sous-officiers réfractaires ? Qu'a-t-il fait pour le mériter, lui qui est « épuisé, endolori » ? Si c'était vraiment le cas, ce n'est pas en commando que les Allemands l'auraient envoyé mais bien plutôt sur un hôpital. Moulin a un peu trop tendance à confondre camps pour intellectuels et prisonniers de guerre et camps de concentration. Détail, détail...

Mais Moulin de poursuivre : « *Le commando est installé dans une vieille minoterie lépreuse, inadaptée et sans confort, naturellement. Notre sergent est conduit dans une chambrée où il sera, lui septième, le troisième laïque face à quatre curés (2)*. » Ah, ce « face à quatre curés » !... Le biographe attitré du président de la République semble le plaindre. On peut tout de même se demander en quoi il est insupportable de se retrouver dans la même chambrée que quatre prêtres, surtout lorsque l'on vient du milieu de François Mitterrand, que l'on est resté avec grand plaisir, de nombreuses années, au collège Saint-Paul d'Angoulême et que l'on s'est montré, suivant tous les témoignages y compris celui de sa fiancée du moment, un véritable mystique.

« *Dans ce commando, il retrouve les barrières, les gardiens (pourquoi auraient-ils disparu ?), le froid, la faim mais aussi une vie communautaire rythmée par les départs au travail et les retours. C'est un nouveau problème : il n'accepte pas le travail des prisonniers (2)* ! »

Mitterrand refuse de travailler. Et on veut nous faire croire que c'est justement en camp qu'il a connu le socialisme et comme le dit Manceron : « *La grande faille que cet été ouvre dans sa vie marque son adhésion, encore informulée, à la gauche : parce que la gauche, c'est de ne pas supporter qu'un intérêt quelconque passe avant l'intérêt de tous(2)* ». Moyennant quoi, Mitterrand laissera ses camarades de captivité faire le travail à sa place.

C'est aussi en captivité, au commando 1515, qu'il va faire la connaissance de Bernard Finifter, lequel lui restera fidèle par la suite. Cela dit, la première rencontre ne ressemble en rien à un coup de foudre puisque Moulin lui-même décrit François Mitterrand : « *C'est un client insolent et quelque peu prétentieux*. » C'est du moins en ces termes que Finifter a rapporté cette première rencontre.

Mitterrand tire au cul

Mais il y a plus intéressant. En ce qui concerne le refus de Mitterrand de travailler, Finifter écrit : « *Pour lui, c'est le symbole de l'esclavage, alors il se planque, tire au cul, montre le maximum de mauvaise volonté...* »

Mais cette mauvaise volonté de Mitterrand, Manceron la récuse : « *Guéri mais encore affaibli (tiens...), Mitterrand est affecté à un commando de deux cents prisonniers (Moulin n'en comptait que 150...) qu'on baptise commando des intellectuels... et qu'on utilisera judicieusement tout l'hiver à paver les routes de Thuringe... Quatre mois de neige, de gel, avec aux pieds des chaussettes russes improvisées (3)*. »

En présentant les choses de cette manière, Manceron tente de faire accroire la version selon laquelle Mitterrand, avec les autres intellectuels, a passé quatre mois à paver les routes de Thuringe, et ce malgré des conditions climatiques excécrables. Mais ne nous avait-on pas assuré qu'il refusait tout travail ?

Alors, qui dit vrai ? Une fois encore le doute subsiste...

Avant d'en terminer avec la captivité de François Mitterrand, du moins sa première, il convient de relever dans le témoignage de Charles Bonnet, alias Charles Moulin, une erreur de taille.

Dans sa déposition pour le dossier des prisonniers de guerre et déportés, Moulin déclare sur sa propre incarcération en



Personniers, mes amis et
mes enfants, je pense à vous
avec toute mon affection et
je vous félicite du noble
courage dont vous faites
preuve en attendant le
jour où il me sera donné
de vous accueillir à
votre retour au la-
beau.

en octobre 1941
C. Bonnet

Bien avant la France libre, Vichy comprend la puissance potentielle des prisonniers de guerre. Faute de mieux, le Maréchal ne manque pas de leur adresser ses vœux.

Allemagne : « J'ai été affecté, après plusieurs tentatives d'évasion au stalag XI B à Fallingbomel, près de Hanovre en décembre 1940... Nous réfléchissons... et nous constituons progressivement un groupe dans ce dessein avec trois camarades : André Ulmann, Pierre Lemoign, Philippe Duprat-Geneau et moi. »

Et de poursuivre : « Ayant réussi à me faire passer pour malade, ainsi que Ulmann, Duprat-Geneau et Lemoign, je suis envoyé au stalag XI A à Altengrabow, près de Magdebourg. »

Ils seront tous rapatriés en avril 1943, alors que François Mitterrand est en France, du moins selon ses propres dires, depuis plus de dix-huit mois.

Eh bien, cela n'empêche pas Charles Bonnet, devenu Moulin pour cause de biographie présidentielle, de dire dans son « Mitterrand intime » : « Sa peine purgée, Mitterrand a la surprise de retrouver dans le camp l'abbé Delobre et Charvet qui ont quitté le commando après lui et ont tenté sans plus de succès de fuir par le nord. Avec eux, il découvre Pierre Lemoign... »

Moulin pourra-t-il expliquer un jour, comment François Mitterrand a pu rencontrer Pierre Lemoign, alors que celui-ci était au même moment avec lui, Moulin, dans le stalag XI B, à 400 kilomètres de là.

Première évasion

La première évasion de Mitterrand, qui n'aura aucun témoin capable de dire : « J'étais dans ce camp, j'ai connu un certain Mitterrand François, un jour on ne l'a plus vu », est décrite d'une manière assez concordante par tous les biographes du président. Quelques divergences quant aux villes traversées et à l'itinéraire suivi, quelques confusions de noms, mais rien de bien significatif au demeurant.

Il est cependant une chose que l'on peut tenir pour certaine : François Mitterrand n'est pas parti seul. Il était accompagné dans sa longue marche par l'abbé Leclerc, lui aussi détenu dans le même stalag que François.

André Figuéras a eu, il y a quelques années, la curiosité de rechercher le compagnon de cavale de Mitterrand. Las ! Celui-ci, devenu après la Libération, curé de Saint-Pourçain-sur-Sioule, est mort en 1965. Impossible donc de recueillir de sa bouche des souvenirs qui aideraient à reconstituer le périple des deux hommes.

Il faudra donc nous en tenir à la version des amis du Président avec toutes les réserves, étant donné leur facilité à mentir ou à enjoliver la réalité.

Cette première évasion a eu lieu le 5 mars 1941.

Écoutons Claude Manceron : « Les camarades leur procurent des défroques civiles relativement acceptables — et les aident, au petit matin du 5 mars 1941, à prendre l'escampette de la manière la plus simple : en disparaissant dans la nuit encore épaisse, en marge du commando qui se rend au travail au dehors du camp (3). »

Si cette version est exacte, elle détruit la thèse de Moulin selon laquelle Mitterrand aurait toujours refusé de travailler car il n'est pas concevable que Mitterrand et l'abbé Leclerc aient pu accompagner le commando qui s'en allait « paver les routes de Thuringe », si eux-mêmes n'en faisaient pas partie. Mitterrand serait donc revenu sur sa décision... « Ils vont marcher, ajoute Manceron, vingt-deux nuits sans rencontrer personne, autrement que des passants furtivement croisés, d'Iéna aux bords du Rhin... Une fierté : les cartes improvisées se révèlent suffisantes. Ils traversent la Thuringe, la Bavière, la (?) Wurtemberg, débouchant à l'extrémité du grand duché de Bade. Ils ont réussi à éviter les grandes villes de Saafeld, Wurtzbourg, Rothenbourg, Sigmaringen. »

« Le 26 mars ils arrivent à une lieue de la Suisse, épuisés, pleins de joie et sûrs d'eux et commettent leur première erreur de parcours. Un village près de la frontière, Egesheim, les sépare encore de la liberté. Ils le traversent avant que la nuit ne soit complètement tombée. Ils butent sur des passages visiblement trop gardés : là leurs cartes improvisées ne servent plus à rien. Ils retournent sur leurs pas et trouvent un village en émoi. Les habitants sont dans la rue avec des chiens et des fourches. Un bon Allemand les a repérés au premier passage ;

tous les bons Allemands du bourg les attendent au second. Nul besoin de Gestapo ou des SS. C'est une simple question de patriotisme. La poursuite ne dure pas longtemps : ils ne sont plus capables que de tituber. On les reprend, et on les enferme, sans sévices, dans la prison civile d'un petit bourg voisin : Spechingen. Six mois de calculs, vingt-deux jours d'aventure pour rien (3). »

Cela constitue, rappelons-le, la version officielle de la première évasion de François Mitterrand en compagnie de l'abbé Leclerc.

On comprend très mal alors la relation faite par Jean Védérine, au nom du président de la République, et qui en certains points contredit cette thèse. Souvenons-nous que si c'est Védérine qui a



Il faut « croire en nous », écrit Mitterrand dans le journal du stalag IX A. Déjà le pluriel de majesté ?

décrit dans le dossier « Les prisonniers de guerre et la Résistance » l'activité de Mitterrand, ce dernier n'en a pas moins confirmé l'essentiel de la manière suivante :

« J'ai pris connaissance de la relation que Jean Védérine a faite, pour le dossier PG-Rapatriés qu'il réunit, de mon activité de prisonnier de guerre évadé, de mars 1942 à novembre 1945. Ce récit n'est pas exhaustif, mais je n'y relève pas d'erreur et j'en autorise l'insertion dans le dossier PG-Rapatriés. »

A Paris, le 24 novembre 1978

François Mitterrand

« Je n'y relève pas d'erreur ». Que doit-on alors penser des phrases suivantes ? « Ils arrivent à trente kilomètres de la frontière suisse, épuisés et manquant de vivre. Décidés d'en finir, ils continuent leur marche, même après le lever du soleil, contrairement à leurs habitudes. Ils se trompent de route et sont repérés, repris à Egesheim et internés à la prison de Spechingen »...

Passons sur l'erreur dans l'orthographe de la ville où ils ont été transférés pour nous attacher à l'heure de leur arrestation et le motif.

Pour Manceron, elle a lieu « avant que la nuit ne soit complètement tombée ». Selon Védérine, « après le lever du soleil ».

Quand à la distance qui les sépare de la frontière suisse : « une lieue » selon Manceron, « trente kilomètres » pour François Mitterrand via Jean Védérine.

Manceron affirme aussi que c'est lorsqu'ils « retournent sur leurs pas » qu'ils sont arrêtés, « les habitants sont dans la rue avec des chiens et des fourches » tandis que Védérine, lui, penche pour la thèse « ils se trompent de route et sont repérés. »

Il est tout de même étonnant que pour ce passage, très

important puisqu'il s'agit de l'arrestation de François Mitterrand, les deux biographes soient en désaccord quant au lieu, aux circonstances et même sur l'heure de leur capture...

Charles Moulin, quant à lui, donne une version qui, si elle ressemble beaucoup aux deux premières, comporte quelques lacunes et rajouts.

Par exemple, le départ du camp. Pour Moulin, « ils sont partis dans leurs costumes civils sombres et verdâtres » alors que Manceron précise que ce sont des vêtements qu'on leur a donnés. Légère imprécision ! En revanche, Moulin narre différemment leur fuite : « Un appel truqué, avec l'aide d'un Allemand, ancien légionnaire, empêche que l'alerte soit donnée tout de suite, leur absence ne sera découverte qu'au commando, le soir. »

Qui est ce légionnaire ? Que fait-il comme surveillant de camps de prisonniers ? Son nom ? Toutes précisions qu'on n'obtiendra jamais...

Quant au jour de l'arrestation : « C'est le 25 mars 1941 ».

Qui croire alors puisque Manceron affirme qu'il s'agissait du 26 mars au soir, Védérine, le même jour mais à l'aube, et Moulin, la veille au soir ?

Toujours ces maudites confusions...

Héros de stalag ou planqué ?

Mitterrand est donc repris. Une fois de plus, ses biographes ne sont pas d'accord sur son nouveau lieu de détention. Pour Charles Moulin : « Le lendemain, un Feldwebel les conduit à la prison de Spaichingen, un gros bourg au-dessus du Danube, d'où, après des semaines d'attente, un train militaire les amènera au camp de Ziegenhaim. Par châtement les deux complices feront d'abord huit jours de cellule (2). »

Donc, Mitterrand et l'abbé Leclerc restent des semaines à Spechingen, et sont ensuite ramenés à Ziegenhaim, c'est-à-dire au stalag IX A. Rappelons-nous que c'est justement dans ce stalag que Mitterrand avait été conduit après sa capture et ce, avant d'être transféré au stalag IX C, au commando 1515.

Jean Védérine, lui, voit les choses différemment : « Ils sont internés à la prison de Spaichingen avant d'être transférés à la prison du stalag IX C, à Bad-Sulza. Après la cellule, François Mitterrand retrouve le régime du stalag et entreprend la préparation d'une nouvelle évasion. Mais il est transféré au stalag IX A où il avait été placé initialement. »

Il y a donc une grande différence entre ces deux versions. Pour Moulin, Mitterrand est conduit directement au stalag IX A où il effectue huit jours de cellule, tandis que selon Védérine, il reste un certain temps au stalag IX C avant son nouveau transfert. Durée de ce séjour ? le temps d'entreprendre « la préparation d'une nouvelle évasion ».

Comment départager ces deux biographes ? Claude Manceron peut-être ?

Hélas non. Comme il en a l'habitude, Manceron survole :

« Mitterrand aboutit de nouveau au stalag IX A » ! Pas un mot de plus. Pas un mot de moins. C'est un peu court, jeune homme !

Quelles vont être les activités de François Mitterrand durant les huit mois qui vont précéder sa nouvelle évasion ?

Pour Charles Moulin, Mitterrand va consacrer l'essentiel de son temps à raffermir le moral de ses compagnons. « Il s'occupe du journal du camp : « l'Ephémère », dans lequel on retrouve plusieurs fois sa signature. Il demande à ses camarades de prendre conscience de leurs forces : « Nous ne sommes pas, écrit-il, à ce point démunis qu'il ne reste chez nous des esprits nets et des muscles solides. Chercher des raisons, travail de philosophe ou d'historien ; mais il s'agit de vivre le présent,

dégagés d'un passé qui nous colle à la face... Pour nous il n'y aura pas de création sans cette suprême audace : croire en nous (2). »

Mitterrand rassembleur, Mitterrand héros de stalag. Mais alors que signifie la version de Claude Manceron : « *La pagaille de l'année précédente n'est plus qu'un lointain souvenir ? le sens de l'organisation germanique a eu tout le temps d'établir là un grand camp modèle, solidement entouré de barbelés et surveillé par des miradors. Affecté à l'infirmerie il (Mitterrand) peut se procurer quelques marks et des vêtements* (3). »

A bien le comprendre, Mitterrand aurait plutôt été du genre planqué... à l'infirmerie.

Cette situation dure huit mois. Le moins que l'on puisse dire c'est Mitterrand prend son temps et ce, malgré les efforts de ses biographes, pour nous le faire apparaître comme un champion des évasions.

Le 28 novembre 1941, Mitterrand n'y tient plus. Il se relance à l'aventure, accompagné de deux camarades...

Écoutons Jean Védrine : « *Il a mis au point un nouveau plan. Avec deux compagnons, Barin et Levrard, vêtus de complets taillés dans des couvertures de rayonne, il s'évade à nouveau. Ils franchissent tous les trois les barbelés en s'aidant d'une échelle entre deux rondes et dans une zone que ne balayent pas les projecteurs des miradors et qui est protégée de la vue des sentinelles par un transformateur récemment construit. Le bruit les trahit : hurlement des sentinelles, fusées, tirs, battues. Barrin est repris, les deux autres passent et ne se retrouvent pas. Levrard arrivera à Paris, empruntant des trains vers l'ouest, François Mitterrand parvient jusqu'à Metz.* »

Version de Manceron : « *Nuit noire. En principe, le pourtour des barbelés est constamment balayé par des faisceaux lumineux. Mais les prisonniers ont repéré la construction récente d'un transformateur, au bord de l'enceinte, dont la silhouette fait ombre un court instant. Il s'agit de se blottir dans cette surface, d'appuyer une échelle — dérobée aux ouvriers — sur le transformateur, et de sauter entre deux passages de sentinelles, et deux éclairs du phare. Les barbelés sont hauts de quatre mètres. Les trois hommes se reçoivent tant bien que mal mais le bruit les trahit. Alerte, fusées traçantes. Hurlements des cerbères. Levrard qui sautait le premier, a eu le temps de disparaître. Barin, deuxième, se fait prendre. Mitterrand, qui vient de sauter le dernier, traverse la route et se cache sous un pont, dans l'eau jusqu'à mi-corps. Barin jure qu'ils étaient deux seulement. Et il est cru. Après une heure éprouvante, les patrouilles se dispersent et les projecteurs de renfort s'éteignent. Mitterrand jaillit entre deux rondes et prend à l'aube un petit train d'ouvriers où personne ne fait attention à lui* (3). »

Ce récit de Claude Manceron appelle plusieurs réflexions. Tout d'abord, à la différence de Védrine, il affirme que les trois hommes sont passés par le transformateur pour sauter les barbelés. Ensuite, on apprend que Barin, sautant le deuxième, se fait reprendre immédiatement tandis que Mitterrand saute le dernier, peut traverser la route. Si Barin se fait reprendre alors qu'il était en train de sauter, comment Mitterrand n'a-t-il pas été repris lui aussi ?

Quant à la dernière précision, la station dans l'eau glacée pendant une heure, elle est rocambolesque. Mitterrand reste dans l'eau une heure, le 28 novembre 1941, et prend ensuite le train, tranquillement sans que personne ne remarque le jeune homme complètement trempé. A moins que François Mitterrand n'ait franchi les barbelés en tenue d'Adam et ne se soit vêtu qu'ensuite.

Et Charles Moulin, qu'en pense-t-il ? « *La fuite à pied est trop longue et trop risquée. Il faut prendre le train muni de papiers de travailleur civil préalablement fabriqués. Lentement tout s'organise et son ami Charvet qui part en commando*

disciplinaire lui laisse son vieux costume des évasions précédentes. Enfin il est indispensable de trouver la meilleure formule pour quitter le camp : c'est ardu car il faut franchir le cercle des barbelés dominé par des miradors garnis de soldats, de projecteurs, de mitrailleuses... L'hiver est venu quand trois hommes se laissent enfermer dans le Vorlager, cette partie avancée du camp où sont les services allemands, pour courir le beau risque.

« *Soudain un homme saute, puis un second, puis un troisième, le bruit a été entendu, les projecteurs éclairent le terrain, les mitrailleuses entrent en action. Levrard le premier, Barin le second sont repris, seul Mitterrand a pu foncer assez loin pour être à l'abri et a pu déjouer les poursuivants en se cachant sous l'arche d'un pont* (2). »

Une fois encore, nous nous trouvons en présence de contradictions graves et d'un mensonge manifeste au moins :

Qu'est devenu Levrard ?

Védrine : « *Levrard arrivera à Paris empruntant des trains vers l'ouest.* »

Manceron : « *Levrard, qui sautait le premier, a eu le temps de disparaître.* »

Moulin : « *Levrard le premier et Barin le second, sont repris.* »

Voilà comment on réécrit l'histoire.

Mitterrand, quel salaud ! »

A ces versions, si visiblement contradictoires, s'en ajoutent d'autres plus concordantes.

En mars 1981, des reporters de « Minute » sont allés à la recherche des témoins ayant connu Mitterrand pendant cette période. « *Aucun des rescapés du stalag IX A rencontrés par nos reporters ne se souvient de cette évasion spectaculaire, qui aurait dû alimenter longuement le folklore du camp et exalter les imaginations. Ils se souviennent, en revanche, que Barin, le seul dont les trois historiens s'accordent à dire qu'il fut repris, s'est évadé seul et s'est rendu en Hongrie où il a attendu la fin de la guerre.* »

Un autre compagnon d'infortune rencontré par « Minute » raconte : « *Moi, je m'étais évadé au mois de mai ; je n'étais plus là quand cette scène s'est produite. Tout ce que je sais, c'est que plus tard, en zone libre j'ai rencontré un ancien camarade du stalag, qui avait suivi le même chemin que moi, et il m'a dit : « Mitterrand, quel salaud ! »*

Sur quoi peut bien se fonder une telle appréciation ? On retrouve ici une des rumeurs selon lesquelles les papiers d'ouvrier italien (détail rapporté par Claude Manceron) auraient été « fauchés » à un de ses camarades, l'évadé ayant pris tout simplement la place d'un autre chercheur de liberté.

Quoi qu'il en soit, seul ou avec Levrard, avec de faux papiers lui appartenant ou ayant été « empruntés » à quelqu'un d'autre, Mitterrand parvient sans difficultés à Metz.

Et là que fait-il ?

Il s'installe à l'hôtel... Tout simplement.

Moulin : « *Par chance, il peut, sans se faire remarquer, quitter la gare. Tout heureux, mû par un vieux réflexe bourgeois, il cherche un hôtel... Tout naïvement donc, il va coucher à l'hôtel Cecilia mais la fausse identité de travailleur italien n'a pas convaincu sa logeuse et, au petit matin, la police allemande vient le cueillir au lit.* » (2)

Manceron : « *Le fugitif débarque à Metz... N'importe quel hôtel sera le bon. L'hôtesse est méfiante mais il paie d'avance. Et il a de faux papiers de travailleur italien travaillant en Allemagne, parfaitement en règle. Cette première nuit de liberté*

est malheureusement écourtée : l'hôtesse l'a dénoncé à la police allemande mais ne le remboursera pas pour autant (3). »

Notons au passage que Manceron parle de sa première nuit de liberté alors que selon toute vraisemblance il s'agit de la deuxième au moins. Comment un homme empruntant des *petits trains d'ouvriers*. Peut-il couvrir cinq cents kilomètres dans la journée ?

Cette installation de François Mitterrand dans un hôtel à Metz ne laisse pas de surprendre. Rappelons-nous que Metz est alors en territoire germanique. Il ne s'agit même pas de la zone occupée mais bien du « grand Reich allemand ». Quelle imprudence alors, si ayant quitté la France un an et demi auparavant, notre Latude ne se renseigne même pas sur les conditions de cette occupation allemande .

Il est donc repris une seconde fois !

La troisième fois...

Sa dernière évasion est la plus sujette à caution. En effet, les doutes ne manquent pas et, depuis des années déjà, la rumeur veut qu'il ne se soit jamais évadé une troisième fois. La version de ses hagiographes ne fait que renforcer le doute.

Pourtant, quand en 1946 Mitterrand s'est présenté devant les électeurs de la Nièvre, il rédige la profession de foi suivante :

François Mitterrand,
Editeur, docteur en droit
Diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques
Chevalier de la légion d'Honneur
Croix de guerre (2 citations)
Prisonnier de guerre évadé (2 évasions).

Passons sur le fait que ses hagiographes lui accorderont la rosette de la Légion d'honneur alors qu'il ne revendique que le grade de chevalier, mais que penser de ce chiffre de *deux évasions* ?

Comment expliquer qu'un document aussi capital qu'une profession de foi contienne une telle erreur ? Tout simplement en supposant qu'il ne s'agit pas d'une erreur.

Expliquons-nous : il n'est pas vraisemblable qu'il s'agisse d'une faute d'impression, elle aurait été corrigée. C'est donc bien « deux évasions » que Mitterrand a voulu écrire.

Or, aujourd'hui, il en dénombre trois (« Le Monde », 10-11 mai 1981) ou plus exactement il écrit : « je me suis évadé deux fois... avant de repartir pour la troisième, qui comme chacun sait fut la bonne. »

Faisons un peu de critique de texte : Mitterrand, écrivain soigneux, écrit : « avant de repartir pour la troisième ». La troisième évasion ? Ce serait une incorrection de style puisque le mot évasion ne figure pas dans la phrase. Le seul mot de la proposition précédente qui puisse faire l'objet d'une ellipse, c'est « fois ». Mitterrand veut donc écrire : « avant de repartir pour la troisième fois. »

Repartir pour la troisième fois et s'évader pour la troisième fois, ce n'est pas la même chose.

Maintenant, revenons en 1946, époque de rédaction de la profession de foi.

On sort de la guerre, on est en pleine obsession résistancialiste. Personne ne peut briguer le moindre suffrage s'il n'excipe pas au moins d'un séjour en camp de prisonnier, d'une déportation, d'un certificat de résistance, d'une médaille quelconque ou d'une évasion.

Et l'on croirait que Mitterrand, évadé trois fois, néglige un exploit pareil dans son palmarès. Cette modestie serait en contradiction formelle avec le reste de ladite profession de foi qui, au contraire, fourmille d'embellissements : Mitterrand se

dit éditeur alors qu'il n'est que directeur de journal et docteur en droit alors qu'il n'a pas ce diplôme.

Dans ce droit fil, il aurait dû revendiquer quatre évasions au lieu de deux.

Et s'il fait preuve d'une telle réserve, n'est-ce pas justement parce qu'à l'époque, les faits étant tout frais et les témoins vivants, la confusion est impossible à entretenir entre une « évasion » et un « départ » sans risquer un démenti cinglant ?

Or, que nous dit Henri Coston dans son « Dictionnaire de la politique française » ? « *Des adversaires politiques prétendent qu'il aurait été libéré sur une intervention de Jacques Doriot alerté par Yves Dautun, cousin de Mitterrand et dirigeant du PPF (6).* »

La légende, invérifiable, assure d'ailleurs que Mitterrand aurait remercié le fondateur du parti populaire français, ultracollaborationniste et ex-cagoulard, Jacques Doriot, en lui adressant une lettre datée de 1943 dont Antoine Pinay aurait conservé une copie.

Une chose est certaine, en tout cas : malgré deux évasions et un « départ » (peut-être justement à cause de ce « départ »), Mitterrand ne reçut jamais la médaille des évadés. Et curieusement cet amoureux des décorations, qui demanda et obtint la Francisque puis la Légion d'honneur, ne fit jamais valoir sa candidature pour cette décoration pourtant prestigieuse. Mais attribuée après enquête...

Cette lacune n'arrête pas les hagiographes du Président. Le récit de la troisième évasion (on ne parle plus de départ) les fait rivaliser de lyrisme dramatique.

Moulin : « *Dans ce nouveau camp de prisonniers il n'y a que des chevrons de l'évasion à qui les Allemands mènent la vie dure avant de les envoyer dans des camps disciplinaires. La situation est mauvaise, les possibilités d'évasion presque nulles. Le camp est bien gardé et les soldats ont la détente facile et puis, vêtus de treillis marqués d'énormes lettres KG, (les prisonniers) sont très repérables. (2)»*

Et de poursuivre : « *Mitterrand se renseigne auprès du chef français du camp, un récidiviste nommé Balland qui lui explique les risques mais lui donne un point de chute et un mot de passe. Cela suffit pour un homme décidé à jouer au poker de la vie, le tout pour le tout... Il s'approche le plus possible et soudain bondit et franchit l'obstacle. Les Allemands sont surpris et réagissent vite. Ils tirent par rafales, puis, très vite, une patrouille s'élançe à sa poursuite (2).* »

Manceron : « *Dix jours à peine après avoir été repris, Mitterrand joue le tout pour le tout — encore au matin. Le sommeil et le froid engourdissent les gardiens, c'est sa toute petite chance puisqu'il n'est pas question de partir sans se faire voir ni d'escalader les barbelés, un seul point de l'enceinte est franchissable en quelques mouvements : la grande porte du camp. C'est donc vers elle qu'il se dirige en se joignant à une corvée d'homme qui circule à l'intérieur. Arrivé près de la porte, il fonce, se hisse, monte et saute de l'autre côté au moment où l'alarme est donnée. Balland s'est arrangé pour couvrir son évasion par des mouvements apparemment affolés de prisonniers qui sèment la confusion. Maintenant il n'y a plus qu'à courir à mort sans chercher de détour. La nuit est très tardive à l'heure allemande d'hiver. A sept heures, pleines ténèbres. Les Allemands tirent au jugé, les balles sifflent. Mais le temps qu'ils mettent à faire feu retarde encore la poursuite déjà ralentie par leur fourniment. Il arrive à gagner du terrain, les sentinelles ne tirent plus parce qu'elles ne voient plus rien (3)... »*

Védrine, « *Sur les indications de Galland (rappelons que dans le rapport Védrine, Mitterrand n'a relevé aucune « erreur ». Or Galland s'appelle en réalité Balland. Passons...), l'homme de confiance du camp... François Mitterrand s'évade*



Un épisode reconstitué de « Super-François contre le III^e Reich » : en s'aidant d'une échelle — tout de même... — Mitterrand franchit des barbelés de 4 mètres de haut, lors de sa deuxième évasion. Dessin de Le Goff.

une troisième fois. Il profite d'une corvée passant à sept heures du matin, donc de nuit, du camp français au camp allemand, franchit la grille d'enceinte près des sentinelles qui ne voient presque rien, s'alertent trop tard et tirent dans le vide. »

Récapitulons : Mitterrand est un récidiviste de l'évasion : deux tentatives dont une avec usage de faux papiers. Manceron écrit : « Récidiviste, il risque gros, classé dans la catégorie des gaillards à mater... et chacune de leurs allées et venues est suivie, même à l'intérieur du camp, par des pandores, prêts à faire feu, le doigt sur la détente de la mitraillette... »

Sur quoi l'on prétend nous faire avaler que ce professionnel de l'évasion, ce gaillard à mater, suivi dans tous ses déplacements même à l'intérieur du camp par des pandores prêts à faire feu, va pouvoir, dix jours à peine après avoir été repris, se mêler, sans être vu par les fameux pandores, à une corvée qui circule entre le camp français et le camp allemand, courir, sans essuyer un coup de feu, vers une grille (une porte), l'escalader à la barbe des gardiens, sauter et parcourir suffisamment de terrain pour que les coups de feu ne l'atteignent pas !

Pour n'importe quel ancien prisonnier récidiviste de bonne foi, cette scène est du roman chez la portière. A l'époque, les

récidivistes étaient jugés, condamnés et sévèrement punis, ainsi qu'en témoigne une correspondance adressée à l'auteur par un ancien codétenu de Mitterrand :

« François Mitterrand, prisonnier de guerre au stalag IX A, situé à Ziegenhein en Allemagne, prétend avoir raté ses deux premières évasions. C'est possible, mais je serais curieux de savoir le numéro des commandos d'où il s'est évadé les deux fois, et quelles furent les sanctions appliquées contre lui pour la première et pour la deuxième évasion. »

« Fin 1940 et début 1941, la sanction était de vingt et un jours de prison (cellule) pour la première évasion, ensuite c'étaient deux mois de commando disciplinaire. »

« Pour la deuxième évasion manquée, c'était le commando disciplinaire à perpétuité et il n'était pas facile de s'en évader. »

« Quoi qu'il en soit, à dater du mois de mai 1942, tous les récidivistes furent expédiés dans un camp de représailles en Ukraine, près de Lwov, au lieu-dit Rawa-Ruska. Je m'étonne donc que François Mitterrand ne se soit pas trouvé parmi nous à proximité des Karpates. »

Reste qu'à l'évidence, Mitterrand a bel et bien séjourné dans le camp de Boulay. Et qu'il en est parti.

Dans quelles circonstances exactes ? Le reporter Jacques Tillier parvint à l'établir avec le témoignage de la principale intéressée, Maya Baron, qui recueillit l'évadé.

Voici ce que Tillier écrivait en avril 1974 : « *Voilà le beau François admis une nouvelle fois parmi les privilégiés : on l'envoie comme jardinier à l'hôpital du village (de Boulay), poste paisible s'il en est et bien fait pour favoriser la méditation... un beau matin de décembre, quelques jours avant Noël, le jardinier Mitterrand pose tranquillement sa pelle et son rateau, pousse la grille du jardin de l'hôpital, descend la rue, tourne à droite, arrive place de la République, passe devant la papeterie de Maya Baron... il n'y entre pas, sans doute parce qu'il fait jour et qu'il est plus prudent de ne pas trop la compromettre. Il poursuit donc son chemin, enjambe un petit muret, pénètre dans un jardin, s'enferme dans une remise et attend.* »

« *Les deux vieilles demoiselles à qui appartient la remise comprennent de quoi il s'agit et courent prévenir Maya. C'est son job à elle. Elles le savent très bien. Maya avait justement deux autres évadés à acheminer vers des lieux plus oxygénés, un de plus, un de moins, François fera le troisième.* »

On est loin de la version Manceron : « *Le fuyard arrive aux premières maisons du bourg, à gauche il aperçoit en effet le bar-tabac de la dernière chance (encore un détail : le bar tabac était une papeterie...).* »

« *Mais tout est foutu : il est trop tôt. La boutique est encore fermée. Dans quelques secondes, ce sera fini. Au moment où Mitterrand arrive à la hauteur du bar-tabac, un grincement se fait entendre, on commence à lever le rideau de fer. En ces folles années, la folie avait quelquefois raison. Il s'est jeté sous le rideau, il apparaît à quatre pattes, essoufflé, hirsute, à une petite Lorraine de dix-sept ans (toujours un détail : Maya a vingt-trois ans) nullement décontenancée qui semble entraînée à ce genre d'aventure : elle s'appelle Maya Baron... elle n'a eu que peu de gestes à faire pour baisser le rideau entrebâillé. Les soldats passent à toutes jambes une minute après (7) ... »*

Outre que Maya Baron, trente ans plus tard, dément catégoriquement cette version, elle est, on l'a vue, hautement invraisemblable.

Mais, diront les sceptiques, s'il est incroyable qu'un récidiviste puisse s'évader ainsi, il l'est encore plus qu'il soit affecté au jardinage dans un hôpital, comme le prétend Tillier.

C'est vrai.

Sauf si le prisonnier Mitterrand a été pistonné par des amis haut placés. Un cousin ami de Doriot ou une sœur en relations avec des officiers allemands. Des amis qui ont pu obtenir, non pas une libération, bien sûr, mais au moins une détention adoucie.

Que Mitterrand met à profit pour s'évader. Ou pour repartir... Gardant ainsi sa liberté de nier à jamais qu'aucune aide lui ait été apportée par de vils collaborateurs dans cette héroïque entreprise. Mais ne pouvant, sans risque d'être démenti par

Balland, Maya Baron, ou autre témoin survivant, affirmer clairement qu'il s'est « évadé ».

D'où l'astucieux emploi du verbe « repartir ».

En réalité, Mitterrand n'a jamais livré sur lui-même et sur son histoire que des bribes lapidaires d'informations vagues. Exemple, le récit de sa guerre dans « Le Monde » : « *En 1939, j'étais soldat du premier jour, de la première ligne. J'ai fini ce bout de guerre-là avec, soldat de deuxième classe puis modeste sous-officier, la croix de guerre, deux citations dont une à l'ordre de l'armée et quelques éclats d'obus dans le corps.* » Dans le style elliptique, l'air de ne pas y toucher, on fait difficilement mieux. D'autres auraient pondu des volumes là-dessus.

Et justement, d'autres ont pondu des volumes. D'autres qui s'appellent Védrine ou Manceron, ou Moulin.

Et que lit-on, dans tous les cas, au détour de ces biographies adoratrices ?

Védrine : « *En raison de nombreuses obligations et de fréquentes absences, François Mitterrand n'a pu rédiger lui-même le témoignage de son activité de PG évadé de mars 1944 à novembre 1945 (dates absolument fantaisistes qui ne s'expliquent vraiment que par une espèce de précaution sournoise : on pourra toujours prétendre en cas de besoin cet exemple à l'appui que les mensonges sont des coquilles). Le texte ci-dessus contenant treize pages que j'ai paraphrasées est établi sous ma responsabilité : il résulte essentiellement de l'analyse de nombreux ouvrages et interviews cités en annexe* » (en réalité, le document ne présente aucune annexe...).

Moulin : « *J'ai connu et rencontré bien des acteurs de la vie publique, ses collaborateurs, ses amis ; j'ai écouté et j'ai interrogé ; j'ai compilé une foule de textes depuis des années, les siens et ceux des commentateurs.* »

En d'autres termes : pas un seul des biographes de Mitterrand ne dit clairement : j'ai interrogé François. Il m'a répondu ceci. Pas une seule fois l'intéressé n'est pris à témoin de sa propre épopée.

Si bien qu'aujourd'hui, lorsqu'on lui oppose l'ébouriffant fatras de contradictions, d'erreurs de noms, de dates, de lieux et de circonstances, de confusions, d'inventions pures et simples, d'impossibilités fondamentales qui finissent par rendre son passé inextricable et qui n'aboutissent qu'à empêcher toute investigation sérieuse sur Mitterrand soldat, Mitterrand prisonnier, Mitterrand évadé, Mitterrand fonctionnaire de Vichy, Mitterrand résistant, Mitterrand président de la République peut parfaitement reprendre à son compte la maxime du cardinal de Richelieu : « *Savoir dissimuler est le savoir des rois.* »

(1) François Mitterrand, « Ma part de vérité », Ed. Fayard.

(2) Charles Moulin, « Mitterrand intime », Ed. Albin Michel.

(3) Claude Manceron, « Cent mille voix par jour », Ed. Robert Laffont.

(4) Jean-Marie Borzeix, « Mitterrand lui-même », Ed. Stock.

(5) Franz-Olivier Giesbert, « François Mitterrand », Ed. du Seuil.

(6) Henry Coston, « Dictionnaire de la politique française », chez l'auteur.

(7) Témoignage paru dans « Minute ».



L'évasion de Boulay : Mitterrand se glisse sous un rideau de fer à demi levé pour échapper à ses poursuivants. Mais Maya Baron, qui recueillit le fuyard, dément aujourd'hui cette version.

Dessin de Le Goff.

Sa carrière à Vichy

QUAND IL RÉSISTAIT A LA RÉSISTANCE



Entre
les deux
mon cœur
balance...
Dessin
de
Vassiliev.

EN mai 1942, François Mitterrand arrive à Vichy, capitale de l'Etat français et de la collaboration. Il y restera dix-huit mois, investi de fonctions officielles précises : employé au Commissariat au reclassement des prisonniers de guerre, vice-président des comités d'entraide puis délégué au service national des étudiants dépendant du Commissariat à la Jeunesse.

Au cours de cette période, il recevra la Francisque, décoration créée par le maréchal Pétain pour récompenser ses fidèles.

Ce sont les faits.

On peut leur donner toutes les interprétations imaginables. Les uns affirmeront que Mitterrand, comme beaucoup de jeunes Français nationalistes de son époque, s'est tout naturellement coulé dans le moule de Vichy.

D'autres soutiendront qu'il n'a accepté de remplir ces fonctions que pour couvrir des activités de résistance.

On verra que la vérité est, comme toujours, difficile à établir.

Un peu court, jeune homme

Qu'en dit l'intéressé lui-même ?

« Rentré en France, je devins résistant », écrit-il dans « Ma part de vérité ». Si, comme certains le pensent, le talent consiste à faire court, il faut reconnaître en Mitterrand un prodigieux écrivain. S'autoriser, dans une œuvre autobiographique, une ellipse de dix-huit mots, c'est véritablement témoigner d'un sens fulgurant du raccourci.

En effet, Mitterrand, après son évasion, arrive en France en

décembre 1941. Janvier 1942 le trouve à Saint-Tropez, se reposant chez des amis où il restera jusqu'en mai.

Commence-t-il aussitôt à résister ? Point ! Et pourtant, la période et l'endroit sont propices.

Le 1^{er} janvier 1942, Jean Moulin est parachuté à côté d'Arles, il se rend à Marseille où il rencontre Henry Frenay, chef du réseau « Combat », dont il obtient le rattachement à Londres.

Il contacte Aubrac à Lyon, le réseau « Franc-tireur », à Avignon, réunit à Nîmes toute l'élite de la Résistance en zone sud.

Le 17 janvier, un ami du jeune Mitterrand, le cagoulard Dewavrin, dit colonel Passy, fonde le BCRA.

Au même moment, se déroule le retentissant procès du « Musée de l'Homme » qui voit la condamnation à mort de résistants arrêtés par la police française et inculpés de « conspiration gaulliste ». En février 1942, le réseau « Combat » zone nord est démantelé. Pucheu, ministre de l'Intérieur de Vichy, tente en vain de s'assurer la « bienveillance » de la Résistance en négociant avec le cagoulard Groussard, puis avec Frenay. Guillain de Bénouville est déjà engagé dans l'action.

A Marseille, le réseau « Alliance », fondé par les cagoularde Loustau-Lacau et Marie-Madeleine Méric-Fourcade, accomplit des prodiges.

Le cagoulard Duclos, dit Saint-Jacques, conduit de main de maître le réseau qui porte son nom et multiplie les aller et retour entre Londres et la France occupée.

En mars 1942, la répression fait rage. Des dizaines d'otages sont fusillés. Mais de nombreux jeunes hommes ne se contentent pas « d'attendre passivement la fin de la guerre... (ils) cherchent le contact avec la France libre et parfois le trouvent (1) ».

En avril, un nouveau gouvernement Laval est constitué sur ordre des Allemands et sous le signe de la collaboration active. En zone sud, Moulin « multiplie rencontres et prises de contact » (1). A Paris, nouveau grand procès : celui de la Maison de la Chimie dont le film, retrouvé par hasard, vient d'être diffusé par la télévision. Vingt-trois résistants sont condamnés à mort et exécutés. Malgré cela, les initiatives de résistance individuelle se multiplient. En zone occupée, six attentats individuels et des dizaines de sabotages sont perpétrés.

A Paris, les lycéens de Buffon manifestent.

« Une situation modeste »

A la fin du premier semestre 1942, on peut donc résumer de la façon suivante la période que Mitterrand a passée à se reposer à Saint-Tropez :

— La Résistance, à laquelle participent nombre de ses amis cagoularde dont l'un de ses anciens camarades d'études, se développe, se renforce, recrute et attaque en dépit d'une répression féroce.

— La collaboration, inspirée et conduite par de nombreux cagoularde dont Eugène Deloncle, oncle par alliance de Robert Mitterrand, et Méténier, ami de François Mitterrand, se renforce, se raidit et s'engage plus à fond encore dans le soutien au nazisme jusques et y compris dans sa politique antisémite.

Dans les premiers jours de mai 1942, des dizaines de manifestations éclatent dans toute la France. Dans la zone nord, la répression est implacable : six otages fusillés à Romorantin, trente à Caen.

En zone sud, les Français défilent à Marseille, à Lyon, à Nice, à Toulouse, à Saint-Etienne, à Avignon, à Montpellier, à Sète, à Clermont-Ferrand. On chante la « Marseillaise », on conspu Laval, on crie « Vive de Gaulle ». Jean Moulin dira de

ces manifestations : « Les militants sentent pour la première fois le synchronisme entre Londres et les chefs locaux... »

Le Mouvement ouvrier français publie un véritable communiqué de victoire intitulé : « Peuple de France, bravo ! ».

A Vichy, on enrage, bien sûr. Les prétoriens du Service d'ordre légionnaire, ancêtre de la Milice, se livrent à des représailles d'une telle sauvagerie qu'elles provoqueront la démission de certains légionnaires scandalisés.

Le 5 mai, l'avocat antisémite Darquier de Pellepoix est nommé commissaire aux questions juives.

Le 29 mai, le SS Oberg signe le décret imposant le port de l'étoile jaune.

C'est le moment que Mitterrand choisit... pour devenir fonctionnaire de Vichy.

Écoutons Jean Védrine, ami de Mitterrand chargé d'établir son dossier de prisonnier de guerre :

« Un ami de sa famille lui trouve une situation modeste au Commissariat au reclassement des prisonniers de guerre à Vichy. On n'exige des titulaires de ces postes aucun engagement envers le régime de Vichy. Le Commissariat aux PG est composé d'anciens PG évadés ou rapatriés qui s'occupent d'aider leurs camarades à retrouver une vie normale et les femmes de PG à surmonter les innombrables difficultés de l'Occupation, aggravées par l'absence de leur mari (2). »

Et, un peu plus loin : « A cet effet sont en cours de création dans tous les départements des Maisons du prisonnier dans lesquelles sont centralisés tous les services qui intéressent les prisonniers de guerre rapatriés et les familles des PG.

« François Mitterrand s'intègre donc sans difficulté à cette équipe. Il est chargé de l'information sur l'action du Commissariat, des Maisons du prisonnier de guerre et les centres d'entraide. A côté de cette activité officielle, il crée avec des amis anciens et des camarades évadés, soit au Commissariat, soit à l'extérieur, des filières d'évasion et des officines de faux papiers (2). »

Et voilà François Mitterrand paré du manteau de résistant. Mais revenons un peu sur ce passage.

« Un ami de sa famille » lui permet d'obtenir un travail à Vichy. Le nom de cet ami... mystère. Et pourtant, regardant dans l'entourage de Mitterrand, on ne manque pas de personnes capables de lui procurer cette place.

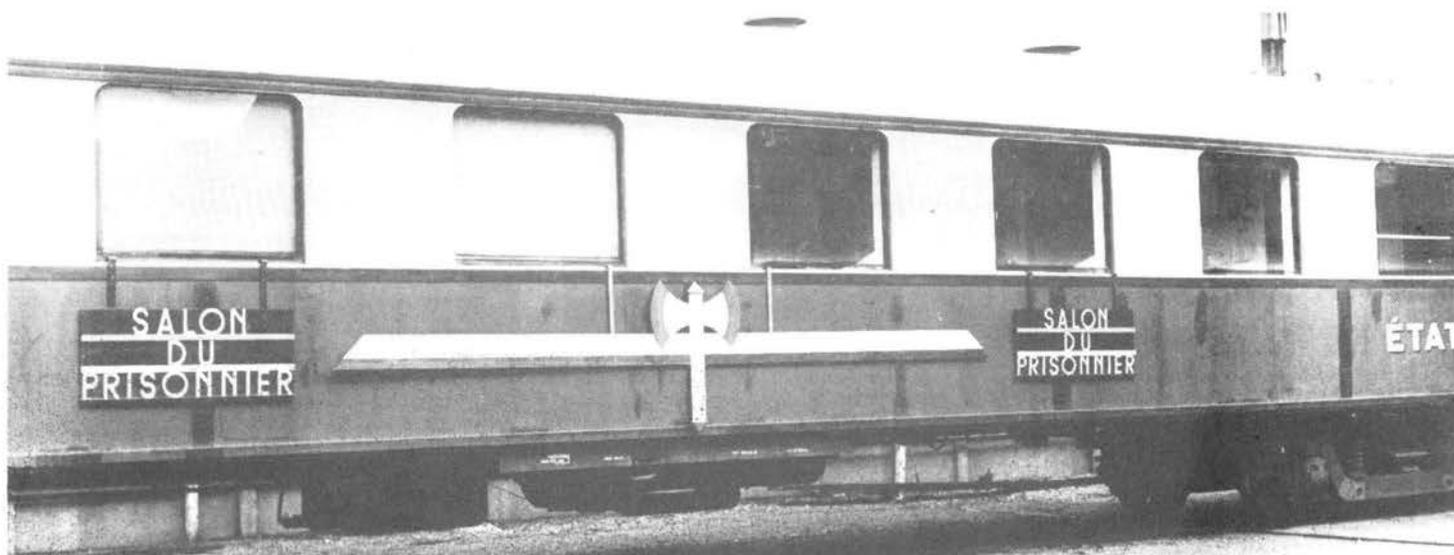
Yves Dautun, d'abord, son cousin, ami du cagoulard Doriot et dirigeant du PPF, celui dont la rumeur prétend que c'est sur son intervention que Mitterrand aurait pu quitter son camp de prisonniers.

Mais on retrouve aussi ses anciens amis cagoularde. Le premier sur la liste ? Gabriel Jeantet, ministre du maréchal, cagoulard de la première heure, adjoint d'Eugène Deloncle, appelé Gabi par ses amis... poussera la gentillesse jusqu'à parrainer François Mitterrand lorsqu'il demandera et recevra la Francisque. Notons au passage que Jeantet s'occupait de l'information à Vichy, tout comme Mitterrand, et qu'il siégeait au Conseil supérieur de l'ordre de la Francisque.

Méténier, cagoulard de taille et maréchaliste, puisqu'il a ensuite participé à l'arrestation de Laval (*).

Et puis, il y a Deloncle. Le 5 décembre 1939, les familles Mitterrand et Deloncle sont devenues alliées. Ce n'est plus d'amitié qu'il s'agit mais bien de famille. Robert Mitterrand, le 6 décembre 1939, a convolé en justes noces avec Mlle Edith Cahier, la nièce de Mercédès et Eugène Deloncle.

La radicalisation des antagonismes, les renforcements de l'influence nazie à Vichy, la désignation de Laval, la nomination de Darquier, la multiplication des attentats et des représailles montrent que, désormais, les Français ne peuvent



La « Maison du prisonnier » de Saint-Denis, et le salon (itinérant) du prisonnier. Deux créations du très actif commissariat général de Vichy où travailla Mitterrand à son retour d'Allemagne.

plus s'enfermer dans une indifférence vaguement neutre. L'alternative est simple : ou l'on est résistant, ou l'on sert la politique de Vichy, que ce soit en collaborant ou en ne bougeant pas.

Et Mitterrand le sent bien, qui tente, en mélangeant les dates, d'expliquer son comportement en zone libre au printemps 1942 par les sentiments qu'il éprouvait dans son camp de prisonniers en 1941.

« Rentré en France, je devins résistant, sans problème déchirant. On ne posait pas cette question dans les camps à la façon, je le découvris plus tard, dont on se la posait à Paris. Vus d'Allemagne, Pétain et de Gaulle n'incarnaient pas deux politiques contradictoires. Nous étions en 1941, les voix de Londres n'entraient pas (ou si peu) dans nos baraques, mais le romantisme de la passion était du côté du général rebelle et j'avais vingt-cinq ans. Cela me suffit. Ce n'est pas, cependant, par rapport au général de Gaulle que je me suis déterminé. Il était loin. Il parlait beaucoup. Il était général. La France me paraissait plus proche et plus grande que lui. Je l'admirais, mais j'avais autant d'orgueil pour nos actions que pour les siennes. On me pardonnera ce péché de jeunesse. Bref, je

fabriquai, j'envoyai des faux papiers à mes camarades des stalags. Puis à d'autres prisonniers. Puis à d'autres qui ne l'étaient pas et qui, en France, avaient besoin de changer d'identité. Quand je me rendais en zone occupée, j'étais obligé moi-même de contrefaire mon état civil. Passé au stade industriel, le petit groupe auquel j'appartenais se fit le fournisseur de plusieurs mouvements de résistance (3). »

Si l'on résume cette logorrhée, on apprend que Mitterrand, peu attiré par de Gaulle, préfère sa résistance à lui, qui consiste à établir de faux papiers pour les camarades de stalag, puis pour d'autres prisonniers, puis pour des gens qui avaient besoin de changer d'identité. Autrement dit, des clandestins et probablement des résistants.

Soit.

Reste à établir si, pour un employé du Commissariat (c'est-à-dire du ministère) au reclassement des prisonniers de guerre, la réalisation de faux papiers était un acte de Résistance, autrement dit d'opposition à la politique de collaboration menée par Vichy.

Paradoxalement, c'est un admirateur avoué de Mitterrand qui

porte le coup le plus dur à cette thèse. Il s'agit de Jean-Marie Borzeix, dont le livre « Mitterrand lui-même » vient de trouver sa récompense par l'attribution du poste de directeur de France-Culture...

« *Évadé d'Allemagne en décembre 1941, écrit-il, Mitterrand cherche et trouve un emploi à Vichy dans un service d'aide aux prisonniers. Pendant plusieurs mois, il choisit de ne pas choisir. Il ne se précipite pas dans la Résistance, elle vient à lui par l'intermédiaire de son supérieur hiérarchique qui, LUI, est acquis à ses idées. Il la rejoint SANS LE SAVOIR, en*



« France-Revue de l'Etat nouveau » s'ouvre sur un texte du maréchal Pétain. Quelques pages plus loin, Mitterrand relate un « pèlerinage en Thuringe ». La route de Londres, c'est de l'autre côté.

confectionnant des faux papiers pour les anciens prisonniers... (4).»

Trois points capitaux dans cette biographie : « pendant plusieurs mois, il choisit de ne pas choisir ». Comme si travailler pour Vichy en 1942, sous les ordres de Laval et aux côtés de Darquier de Pellepoix, c'était « ne pas choisir » !

Son chef hiérarchique, LUI, est acquis aux idées de la Résistance. Ce qui veut dire, par opposition, que Mitterrand, LUI, ne l'était pas.

« Il la rejoint SANS LE SAVOIR ». Ce qui signifie que, contrairement à ses affirmations, Mitterrand ne faisait pas de faux papiers par esprit de résistance mais pour d'autres raisons.

Lesquelles ?

Simplement pour obéir aux directives de ses chefs qui distribuaient des faux papiers conformément aux ordres de l'administration vichyssoise.

La preuve ? Cette déposition de l'ex-commissaire général aux prisonniers de guerre et rapatriés de Vichy, Robert Moreau,

devant les enquêteurs du Hoover Institute qui collectaient les témoignages en vue de la réalisation d'un ouvrage monumental intitulé « La vie de la France sous l'Occupation ».

« *Cinquième partie : les évadés et leur protection par le gouvernement en 1942, lors de l'occupation de la zone sud.*

« *Tant que la souveraineté française de la zone libre est respectée, le gouvernement fait passer les évadés dans cette zone où ils sont normalement démobilisés comme des rapatriés ordinaires.*

« *Après le 11 novembre 1942, et l'occupation de la zone sud, le gouvernement obtient que les évadés ne soient pas inquiétés.*

« *Le gouvernement français n'a pas manqué de se préoccuper d'une question aussi importante. Divers organismes dont nous parlerons plus loin facilitaient aux évadés le passage de la ligne de démarcation vers la zone sud, où le centre de Châteauroux procédait à leur démobilisation, à la régularisation de leurs papiers militaires et à toutes les formalités nécessaires les mettant en règle vis-à-vis de l'Allemagne.*

« *Il faut noter qu'en zone sud, les évadés ont été l'objet de soins tout particuliers, ont trouvé des emplois et des appuis tout à fait chaleureux. Tous ceux qui en ont fait la demande ont pu servir dans le cadre de l'administration française ou gagner l'armée d'Afrique.* »

Donc ce n'était pas résister que de faire de faux papiers. C'était exercer une activité « patriotique » couverte par le chef du gouvernement lui-même.

D'ailleurs, Mitterrand a-t-il réellement établi de faux papiers, même sur ordre ? On peut en douter. Voici pourquoi : les biographes nous expliquent que le 20 juillet 1943, Mitterrand monta à Paris faire un esclandre au cours d'une réunion de collaborateurs de haut grade à la salle Wagram (on lira le détail de cette histoire dans l'article sur la résistance de Mitterrand) et, racontant cet épisode, ils expliquent que le jeune homme s'était muni des papiers d'un de ses amis, Pierre Roussel.

L'intéressé explique d'ailleurs dans « Ma part de vérité » que lorsqu'il passait en zone occupée, il était contraint de contrefaire son état civil.

Qui nous expliquera pourquoi un homme qui fabrique des faux papiers pour ses camarades ne peut pas s'en établir à son propre usage et se voit obligé d'emprunter l'identité d'un ami ?

Mitterrand, salarié de Vichy

Au fait, qu'était donc ce Commissariat aux prisonniers ? Et qu'y faisait donc Mitterrand ?

La réponse officielle, on la trouve dans le livre de Moulin, « Mitterrand intime » :

« *Pour ceux qui revenaient d'Allemagne, un temps d'adaptation était indispensable. D'ailleurs, vouloir participer à l'action clandestine est une chose et trouver des filières en est une autre(5).* »

Ces deux phrases appellent un commentaire : le « temps d'adaptation » considéré comme nécessaire par Moulin rejoint le « pendant plusieurs mois, il choisit de ne pas choisir » de Borzeix. Et cette unanimité contredit catégoriquement le raccourci avancé par Mitterrand lui-même, « Rentré en France, je devins résistant », qui semble impliquer une simultanéité entre deux faits séparés en réalité par plusieurs mois « d'adaptation ».

Quant à la difficulté de « trouver des filières » quand on « veut participer à l'action clandestine », qu'on se reporte à l'attitude, mentionnée plus haut par Henri Noguères, qui fut celle de Jean Moulin. Et nous savons que, dès son arrivée en France, Mitterrand aurait pu entrer en contact avec une filière

grâce à sa fiancée, Marie-Louise Terrasse, alias Catherine Langeais, qui en avait déjà fait profiter le baron Pierre Ordioni (cf. notre chapitre « Un évadé très évasif »).

Poursuivons la lecture de Moulin :

« Une occasion s'offre à François Mitterrand (une occasion de quoi ? De participer à l'action clandestine, de trouver une filière ? Non. Une occasion de se placer). Il rejoint Vichy. Il trouvera un logement 20, rue Nationale. Un ami de la famille, le commandant Le Corbeiller, attaché à l'état-major de l'armée, a obtenu pour « ce bon jeune homme bien élevé et courageux », comme l'a prouvé son évasion, une place médiocrement rémunérée au commissariat général aux prisonniers de guerre où il sera attaché au secteur de l'information(5). »

Pour la première fois, un biographe de Mitterrand reconnaît que le futur Président a « rejoint Vichy » (à l'époque où, selon la formule consacrée, d'autres « rejoignent Londres ») et qu'il a bénéficié de l'aide d'un officier d'état-major de l'armée pour obtenir une place.

Disons tout de suite, pour mettre les choses au clair, que les recherches entreprises n'ont permis de retrouver le nom de cet officier dans aucune histoire de la Résistance. Au demeurant, l'état-major de l'armée de l'armistice n'était pas précisément un repaire de gaullistes...

Mais Moulin ajoute, comme pour atténuer la responsabilité de Mitterrand, qu'il s'agissait d'une place médiocrement rémunérée. Cette précision superfétatoire ne laisse pas d'être intéressante.

Elle prouve d'abord que Mitterrand percevait un salaire de l'Etat français. Mais pourquoi un « salaire médiocre » ? Pour nous convaincre que ce n'est pas l'appât du gain qui inspirait notre héros ? Sans doute. Et dans ce cas, la démonstration atteint un objectif opposé à celui recherché. Car, pour accepter un salaire médiocre, il faut avoir d'autres raisons d'exercer une fonction. Or nous savons qu'à ce moment-là, Mitterrand ne songeait pas encore à la Résistance. Ce n'est donc pas pour faire de l'entrisme qu'il a accepté ce poste mal payé. Quelle explication reste-t-il, sinon celle de la bonne volonté d'un jeune homme qui admire le maréchal Pétain et rêve de servir sous ses ordres. Hypothèse aventureuse ? On verra plus loin qu'il n'en est rien.

Venons-en maintenant au fameux Commissariat et au poste de vice-président des centres d'entraide.

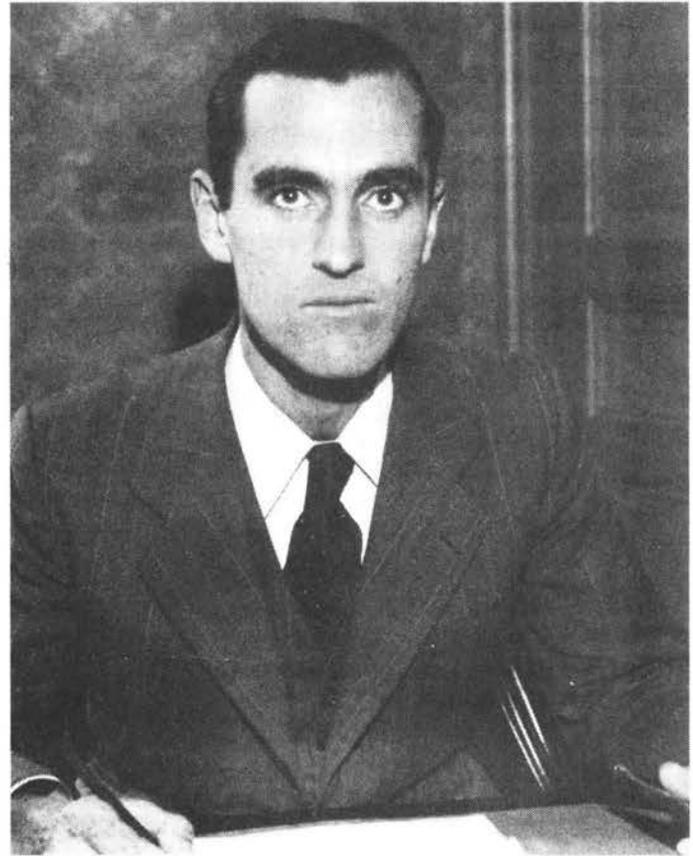
Claude Manceron, dans son livre sur Mitterrand, écrit : « Sa seule existence officielle, en tant que François Mitterrand, c'est son nom figurant à la vice-présidence des « centres d'entraide aux prisonniers de guerre », association privée que le gouvernement tolère et même quelquefois flatte pour tenter de s'acquérir ses sympathies (6). »

On peut difficilement faire tenir plus de contrevérités en aussi peu de mots.

Ce n'est pas la « seule existence officielle de Mitterrand » puisque, nous l'avons vu, ce dernier percevait des émoluments au titre de son activité au Commissariat.

Quant à prétendre que le centre d'entraide est une association privée que le gouvernement tolère, c'est une plaisanterie.

Robert Paul-Lecourt, directeur du journal « Toute la France », destiné aux prisonniers, déclara le 11 mai 1948 aux enquêteurs du Hoover Institute : « Sous l'autorité du chef du gouvernement AUPRES DUQUEL IL NE CESSA DE TROUVER LA PLUS LARGE AUDIENCE, le Commissariat entreprit la réalisation de quatre-vingts Maisons du prisonnier départementale où furent groupés d'une façon rationnelle tous les représentants locaux des différents services d'entraide. » Au



Maurice Pinot, patron de Mitterrand au Commissariat général au reclassement des prisonniers de guerre jusqu'en janvier 1943.

Commissariat, Mitterrand était donc « sous l'autorité de Laval ».

Quant au centre d'entraide, Jean Védrine lui-même précise qu'en octobre 1942, c'est-à-dire à l'époque où Mitterrand en était vice-président, il existait en France 2 230 centres d'entraide en zone occupée et 437 en zone libre. « Il y aura, ajoute-t-il, plus de trois mille centres en zone occupée avant la fin de l'année 1942 et 122 Maisons du prisonnier... Dans Paris et la proche banlieue, le Commissariat a nommé un permanent des CEA pour chaque arrondissement ou chaque secteur (2). »

C'est donc le Commissariat, placé sous l'autorité de Laval, qui nomme les permanents des comités d'entraide.

Où est sa qualité d'organisme « privé », « toléré » par Vichy, dont parle Manceron ?

Autre chose : croit-on vraiment que le gouvernement de Vichy allait abandonner à l'initiative privée la gestion de trois mille établissements employant des milliers de permanents dont la tâche consistait à distribuer aux prisonniers et rapatriés des aides financières, des papiers, des emplois, des sauf-conduits ?

Croit-on qu'il allait, lui qui « nommait les permanents d'arrondissement » de cette énorme machinerie, en abandonner la vice-présidence à un quidam dont on ne se serait même pas assuré de la loyauté ?

Et qui payait ? L'initiative privée ? Ce n'est pas sérieux. Les centres d'entraide étaient financés par la vente des biens juifs confisqués. Ce que le ministre Rhan, représentant de Stupenhagel, appelait une « manifestation de socialisme pratique ».

La voilà, la vérité et, bien sûr, on ne peut pas la dire aujourd'hui.

Mitterrand a choisi de travailler pour Vichy au moment même où la politique de Montoire allait être appliquée grâce au retour

de Laval, au moment où l'antisémitisme était consacré par la nomination de Darquier et l'obligation du port de l'étoile jaune.

Il n'a pris aucun contact personnel avec la Résistance. Et s'il a été mêlé à des actes liés à la Résistance (faux papiers notamment), c'est « SANS LE SAVOIR ». Il a tellement donné satisfaction dans les fonctions que lui avait obtenues un officier de Vichy qu'on lui a rapidement confié la vice-présidence d'une organisation de contrôle des milieux de prisonniers et de propagande à leur endroit.

Il a rempli ces fonctions avec dévouement et application. Il a fait son travail de fonctionnaire de Vichy avec conscience. Mais il ne s'est pas contenté de cela. Il a voulu manifester par écrit sa loyauté. Et il l'a fait en publiant, au mois de décembre 1942, et au mois d'avril 1943, deux articles dans deux revues vichystes.



Plus maréchaliste que le Maréchal, l'amiral Platon eut à se prononcer sur le cas de Mitterrand, proposé pour la Francisque. Il n'y fit aucune objection.

Le premier article est paru dans « France — Revue de l'Etat nouveau », le second est paru dans « Métier de chef », revue des compagnons de France.

Aujourd'hui, Moulin nous explique que « Mitterrand n'hésite pas à renforcer à l'occasion sa couverture, il accepte ainsi de donner, en décembre 1942, à une revue officielle intitulée « France », une prose intitulée « Pèlerinage en Thuringe(5) ».

C'est oublier — ou omettre — que Mitterrand, en décembre 1942, n'a pas besoin de couverture. Il est encore en période d'« adaptation » au moment où « pendant plusieurs mois, il choisit de ne pas choisir », comme écrit Borzeix.

En outre, la revue ne s'appelle pas « France » mais « France-Revue de l'Etat nouveau », ce qui montre à quel point elle est l'émanation même de la pensée vichyste. « Créée, nous dit Coston, pour fixer la doctrine de la Révolution nationale, elle fut l'une des plus importantes de l'Etat nouveau(7). »

D'ailleurs, si l'on en doutait, il suffirait de lire les signatures qui voisinent avec celle de Mitterrand : Pétain lui-même qui

adresse un ordre du jour aux armées ; Georges Bourguet, qui publie une interview « Le maréchal nous a dit » ; Paul Creyssel, ami de La Rocque, secrétaire général de la propagande du gouvernement de Vichy, qui dénonce « le complot contre la France et contre la paix » ; Noël de Tissot, futur engagé volontaire dans les SS qui sera tué sur le front de l'Est, y recense « Nos ennemis » ; le docteur Alexis Carrel, membre de la Cagoule, qui propose un article sur la « science de l'homme » ; et L. de Gerin Ricard qui publie une étude sur « la condition des Juifs à Rome sous la papauté ».

Si vraiment Mitterrand a voulu, comme le prétend Moulin, « renforcer sa couverture », on conviendra que cette couverture prend des allures de bunker.

Mais l'ennui, pour cette explication, c'est qu'elle est démentie par Mitterrand lui-même qui justifia ainsi la publication de cet article : il avait simplement confié son manuscrit à un ami qui « jugea bon de le faire publier en 1942 dans une revue éditée à Vichy sous le titre de « France » (8). Et l'on découvre un nouveau détail fâcheux : le directeur de « France » était Gabriel Jeantet, ancien dirigeant de la Cagoule, ami personnel de Mitterrand dont il fut le parrain de Francisque et animateur de mouvement de jeunesse à Vichy. A qui fera-t-on croire qu'il aurait publié un article de son ami et protégé sans l'en prévenir ?

Un serviteur zélé

Non, la seule explication recevable, c'est que Mitterrand voulait « se faire remarquer » à Vichy en occupant des fonctions voyantes et en participant à l'élaboration du mythe de la Révolution nationale.

Il y parvint si bien qu'il fut décoré de la Francisque (distinction créée par l'arrêté du 26 mai 1941 et la loi du 16 octobre 1941 pour « récompenser les services rendus à l'Etat français ou à son chef »).

L'article 2 des statuts, publié au « Journal Officiel » des 24-25 août 1942 définit d'ailleurs de façon on ne peut plus nette l'esprit dans lequel est remis cette haute distinction. L'heureux bénéficiaire de la décoration doit faire le serment suivant :

« Je fais don de ma personne au maréchal Pétain comme il a fait don de la sienne à la France. Je m'engage à servir ses disciplines et à rester fidèle à sa personne et à son œuvre. »

C'est presque de chevalerie qu'il est question. Il est précisé en outre que le titulaire de la décoration doit remplir deux conditions :

- 1) avant la guerre, avoir pratiqué une action nationale et sociale conforme aux principes de la Révolution nationale ;
- 2) manifester depuis la guerre un attachement actif à l'œuvre et à la personne du Maréchal.

En bref, la Francisque est un brevet d'inconditionnalité accordée aux plus fervents et aux plus actifs maréchalistes.

Avant d'étudier plus précisément les conditions et la date à laquelle lui a été remise cette décoration suprême, écoutons ses hagiographes... Avec Claude Manceron, inutile de tendre l'oreille, c'est le silence. Pas un mot de justification sur cette remise de la Francisque. Cette fois ce n'est plus du survol, c'est de l'amnésie.

Bien évidemment il ne faut pas compter sur François Mitterrand pour nous expliquer quels gages de « bonne conduite » il a donnés aux autorités de Vichy. Pas une seule fois, il ne cite le mot dans ses... « mémoires » !

Mais Charles Moulin, lui, nous présente une jolie version : « Il est difficile alors de vivre en clandestinité, mais François Mitterrand a la sagesse de suivre le conseil de prudence d'un de ses amis qui le fait inscrire fictivement comme délégué au

« La voix du maquis » en 1948, et le « Progrès social du centre » (organe de la fédération... socialiste de la Nièvre !) n'ont pas été convaincus par le ralliement de Mitterrand à la Résistance. Sans doute fut-elle trop clandestine ?



PROGRÈS SOCIAL
du Centre
ORGANE DE LA FÉDÉRATION SOCIALISTE (S.F.) DE LA NIÈVRE

De la francisque à l'extrême-gauche
buvant le calice jusqu'à la lie

MITTERRAND, " LE DELOYAL "
va au comble de l'abjection

La légende est détruite
mais cet homme reste dangereux

Heurs et malheurs
du « Corriere » de la Nièvre

1) - Des titres ronflants

est-elle responsable
psychose de guerre ?

A la mémoire de Pierre Brossolette

M. MITTERRAND
rend l'hommage de Vichy

« Mitterrand... le militant révolutionnaire... Mitterrand, arrêté par le Gestapo, a donné... »

« Au cours de la cérémonie, M. Christian... »

« Mais un autre personnage a été... »

« Commerce ? De quel droit M. Mitterrand... »

Service national des étudiants, titre qui lui donne droit à une carte officielle et l'apparence d'avoir un travail alors qu'il n'a jamais su de quoi s'occupait exactement cet organisme, ni même où étaient ses bureaux, et qu'il n'a jamais été rémunéré par lui.

» En tout cas, cette fonction de façade lui vaudra une mésaventure. Au début de l'automne 1943, le gouvernement de Vichy tente une opération de séduction à l'égard des différents organismes bienfaisants ou corporatifs comme le Secours national, le Service national des étudiants, les centres d'entraide des prisonniers de guerre.

» C'est au titre de ce dernier organisme que François Mitterrand se vit offrir la « Francisque », la décoration de l'Etat français et du Maréchal. Trouvant que ce satisfecit pouvait être une excellente protection pour un clandestin, il accepte... Il applique ainsi les conseils donnés au BCRA par Jean Pierre-Bloch : « Refuser une décoration, c'est se faire repérer... ne vous démasquez pas, soyez complices, jouez le jeu ». Il aura donc comme parrains un industriel, Gabriel Jeantet, et un journaliste du « Temps » Simon Arbellot. Cette Francisque ne jouera d'ailleurs pas son rôle protecteur, car si elle lui fut réellement attribuée, elle ne lui sera jamais remise, puisqu'il était à Londres quand sa nomination parut (5) ».

Revenons point par point sur cette déclaration.
« Il est difficile de vivre en clandestinité... mais François Mitterrand a la sagesse de se faire inscrire fictivement... ».

Il convient de savoir que François Mitterrand est resté très officiellement au Commissariat général aux prisonniers de guerre et rapatriés jusqu'au départ de Maurice Pinot. Ce départ n'est intervenu que le 14 janvier 1943. Tous ces hagiographes nous présentent le remplaçant de Pinot, André Masson, comme un lavaliste convaincu et un collaborateur notoire. C'est bien évidemment leur version. Cependant, aucun d'entre eux ne conteste que, jusqu'en janvier 1943, Mitterrand est très chaleureusement reçu par les gens de Vichy.

On comprend assez mal le couplet de Moulin sur l'entrée en clandestinité de Mitterrand à cette époque, puisqu'il va garder

son domicile vichyssois pendant une année encore. Dire que Mitterrand résiste, c'est le droit d'un hagiographe, mais dire qu'il est clandestin est un mensonge grossier.

D'autre part, on voit mal le régime de Vichy le nommer délégué au Service national des étudiants, s'il peut exister le moindre doute quant à sa loyauté envers le Maréchal.

Mais surtout, on ne nous dit pas le nom de l'« ami » en question. Et pour cause : c'était Gabriel Jeantet ! On va voir que ce point disqualifie la version de Moulin.

De toute façon, « se faire inscrire fictivement »... ne veut absolument rien dire. Mitterrand était inscrit, ou il ne l'était pas... et en ce qui concerne le salaire qu'il n'aurait jamais perçu de cet organisme, c'était, en effet, bien normal, puisqu'il continuait à être payé par le Commissariat général aux prisonniers de guerre.

Encore une fois, Moulin nous présente les activités de Mitterrand à Vichy comme une couverture. Mais cet argument ne tient pas. Pour plusieurs raisons.

A une date aussi tardive dans le cours de la guerre, si Mitterrand avait été un résistant, il n'aurait jamais reçu la Francisque. En effet, à partir de la fin de l'année 1941, les nominations dans l'ordre faisaient l'objet d'un examen très attentif des qualités du postulant. Ecoutons Simon Arbellot, membre du conseil supérieur et parrain de Francisque de Mitterrand :

« Le conseil de l'ordre fut ainsi composé : Président : général Brocard. Les membres du cabinet militaire du Maréchal : le général Campet, l'amiral Platon, le colonel Bonhomme, les membres de son cabinet civil : Jean Jardel, Bernard Ménétre, Roger de Saivre, André Lavagne ; la Production industrielle : Monsieur de Baillancourt ; les Anciens combattants : Maurice Pinot ; la Jeunesse : Gabriel Jeantet. J'avais l'honneur d'y représenter la Presse et mes amis journalistes.

» Nous nous réunissions une fois par mois, autour d'un tapis vert à l'hôtel du Parc, dans un bureau attenant à celui du Maréchal. Le général Brocard présidait, avec cette autorité un

peu méticuleuse d'un vieux militaire à cheval sur les règlements. On commençait par l'examen des candidatures et Dieu sait s'il y en avait ! Le docteur Ménétrel en donnait la liste et, à propos de chaque nom, la discussion s'ouvrait...

« Les militaires suivaient le général, sauf l'amiral Platon qui, lui, ne suivait personne. Quel curieux petit homme ! Ce protestant rigide, aux cheveux ras et au monocle intransigeant, avait une âme simple. C'est un poète, disait de lui le docteur Ménétrel. Il avait beaucoup navigué et n'entendait rien aux subtilités politiques. Il s'en tenait au désastre de Dunkerque et à la parole donnée. Il n'aimait pas Laval et le disait bien haut, ce qui lui valut, en 1943, une disgrâce définitive, à la suite de ses intempestives et maladroitement attaques contre les francs-maçons. « Je les connais mieux que lui, les francs-maçons, qu'on leur f... la paix », avait déclaré Laval, « et que l'amiral retourne à ses bateaux, s'il lui en reste ».

« François Mitterrand me demanda un jour, poursuit Arbellot, à moi et à Gabriel Jeantet, animateur des mouvements de jeunesse, de présenter sa candidature à la Francisque. Il fut admis à l'unanimité du conseil de l'ordre sous le feu approbateur du monocle de l'amiral Platon (9). »

Deux choses dans ce texte : premier point, la preuve que l'explication d'une « inscription fictive » comme délégué du Mouvement national des étudiants ne tient pas. Croit-on, en effet, que Jeantet, après avoir accordé cette couverture à son ami Mitterrand, serait allé se faire remarquer en le proposant pour la Francisque ? Second point, la preuve que les admissions au sein de l'ordre de la Francisque étaient très contrôlées. Certes, Simon Arbellot, après la guerre, dira qu'il connaissait les activités de résistant de François Mitterrand, mais c'est une attitude logique, puisqu'en donnant un gage de Résistance à son ami, Arbellot se dédouane lui-même.

Pourtant, Simon Arbellot, parrain de Mitterrand, ne peut s'empêcher de lancer contre celui qu'il semble défendre la pointe suivante : « L'histoire s'écrit lentement. Celle de François Mitterrand, jalonnée de dates, de luttes, de sauts d'obstacles (allusion aux grilles des jardins de l'Observatoire ?)... Ceux qui connaissent ses ressources ne peuvent douter qu'il saura toujours discerner ce qui peut concourir à sa réussite (9). »

Admettons, même un instant, que Mitterrand ait été un résistant de la première heure. Premièrement, il n'aurait pas reçu la Francisque en 1943, mais surtout il en aurait été radié.

Il ne manque pas, dans l'histoire de la Francisque, d'exemples de ces radiations. C'est le cas de Roger de Saivre, matricule 192, qui sera radié dès qu'il partira pour rejoindre la France combattante, le 19 janvier 1943. Pourtant, Roger de Saivre était considéré comme le « protégé » du Maréchal.

Sera aussi radié, mais pour gaullisme, le commandant Georges Loustaunau-Lacau, dit Navarre dans la Résistance et supérieur hiérarchique de Marie-Madeleine Fourcade, chef du réseau Alliance. Pierre de Leusse, consul de France, connaîtra le même sort le 11 décembre 1942, pour dissidence.

Quant à François Mitterrand, matricule 2202, il ne sera jamais radié... et pour cause.

Déjà deux fers au feu

Revenons une fois encore sur les déclarations de Charles Moulin : « Au début de l'automne 1943, le gouvernement de Vichy entreprit une opération de séduction à l'égard des différents organismes bienfaisants ou corporatifs. »

Moulin commet une erreur volontaire dans les dates.

François Mitterrand a reçu la Francisque non pas, comme

tentent de le faire croire ses hagiographes, en décembre 1943, mais le 16 août 1943.

Nous en possédons la preuve. Nous avons retrouvé un autre détenteur de la Francisque, Monsieur P..., qui s'est vu attribuer le matricule 2243, le 9 septembre 1943.

Soit exactement 41 numéros après celui de François Mitterrand. Mitterrand n'a donc matériellement pu recevoir la Francisque en décembre, date à laquelle il séjournait à Londres. C'est bien le 16 août qu'il a été accepté par l'amiral Platon. Cela, d'ailleurs, coïncide parfaitement avec les déclarations de Simon Arbellot.

Nous pouvons donc tenir pour nulle la version de Moulin, lorsqu'il déclare : « Cette Francisque ne jouera d'ailleurs pas son rôle protecteur, car si elle lui fut réellement attribuée, elle ne lui sera jamais remise, puisqu'il était à Londres quand sa nomination parut. »

Version tout uniment reprise par Frédéric Grendel, qui déclarait, sur Europe 1, au lendemain du « Scandale Madelin-Toubon-d'Aubert » à l'Assemblée (2 et 3 février 1984) :

« Tel opposant dit : « François Mitterrand a été décoré de la Francisque par Vichy. » Si la gauche pousse des cris d'orfraie, les gens se poseront des questions.

« Si elle dit simplement la vérité, elle fera rire les Français. Mais quelle est la vérité ? Quand Vichy l'a décoré de la Francisque, François Mitterrand était à Londres avec le général de Gaulle. »

Ce qui fera surtout rire les Français, c'est la maladresse de ce mensonge et la curieuse logique surréaliste du raisonnement. De deux choses l'une : ou Mitterrand a demandé et a reçu la Francisque pour camoufler ses activités de résistant. Et on comprend qu'il ait été décoré alors qu'il était encore à Vichy, c'est-à-dire en août ; ou il a reçu la Francisque alors qu'il était déjà, en décembre, passé à Londres et on ne peut croire que ce soit pour camoufler des activités de résistance que son départ pour l'Angleterre avait fait connaître à tous.

La vérité est bien plus simple. Comme toujours, Mitterrand avait deux fers au feu : il donnait des gages de fidélité et de loyauté à Vichy avec une telle ardeur que les plus hautes fonctions lui ont été accordées et que la Francisque lui a été décernée.

Dans le même temps, il prenait des contacts avec la Résistance et lui rendait des services qui lui permettraient, le moment venu, de se présenter comme un héros méconnu.

Des milliers de Français, à la même époque, ont fait la même chose. Ce n'est ni bien glorieux, ni vraiment honteux. Cela permet de voir, à la Libération, le même homme condamné à l'indignité nationale pour collaboration et décoré pour faits de Résistance.

Et quarante ans plus tard, le même, Président porteur de la Francisque, allait poser une rose au Panthéon, sur la tombe de Jean Moulin. Sans rire.

Sans rire et même avec, au fond du cœur, la secrète inquiétude de voir se dresser, dans la foule, un homme prêt à dénoncer l'imposture.

Cela faillit déjà arriver en 1948. Dans le journal « La voix du Maquis », organe bi-mensuel de la Fédération nationale des maquis, on lisait, à la date du 10 avril 1948, un article intitulé : « Mitterrand rend l'hommage de Vichy :

« Le 21 mars 1944, le militant socialiste Pierre Brossolette, pionnier de la Résistance, arrêté par la Gestapo, se donnait la mort pour échapper à ses tortionnaires.

« Quatre ans ont passés.

« Le 21 mars 1948, en présence de Monsieur le président de

la République, une plaque était inaugurée à sa mémoire à la porte de Saint-Cloud, 77 bis, rue Michel-Ange.

» Au cours de la cérémonie, M. Christian Pineau, compagnon de la Libération, prit la parole pour dire qui fut son camarade, ce que fut son action, et l'exemple qu'il nous a légué.

» Mais un autre personnage y allait aussi de son discours, Monsieur François Mitterrand, ministre des Anciens combattants et victimes de guerre.

» Eh bien ! Si nous ne savions pas encore que le ridicule ne tue plus en France, cette fois, nous en sommes convaincus. Comment ! De quel droit M. Mitterrand prétend-il célébrer la mémoire de Pierre Brossolette, compagnon de la Libération, héros de la Résistance, mort pour la France et la Liberté ?

» Est-ce au nom de ses fonctions ministérielles ? Certainement.

» C'est pourquoi nous crions bien haut notre désapprobation et nous disons tout le dégoût que la présence de M. Mitterrand en un tel lieu, à une telle heure, nous inspire.

» Allons ! M. Mitterrand, allez usez vos talents oratoires aux congrès des Anciens combattants, ceux d'ailleurs bien rares, où l'on veut bien vous recevoir si cela vous fait plaisir. Mais ayez un peu de pudeur à l'avenir.

» Votre place n'est pas là où on se recueille devant le sacrifice sublime de ceux qui ont tout donné, sans arrière-pensées, à leur Patrie, tellement était grand leur amour de la liberté humaine, du devoir national et de la pureté !

» Vous êtes titulaire de la Francisque du chef de l'Etat de Vichy, M. Mitterrand, si vous l'avez oublié en allant à la cérémonie de dimanche dernier, nous ne l'oublions pas pour autant. Et qui plus est, lorsqu'on l'a reçue, cette haute dignité, à l'âge qui était le vôtre à l'époque, c'est que l'on a donné des gages de sincérité au régime. Des gages qui comptent pour le restant des jours.

» C'est pourquoi, M. Mitterrand, nous vous prions de vous éloigner désormais des pieuses cérémonies réservées à nos grands morts. Vous ne pouvez communier avec nous dans une pensée fraternelle. Votre place n'est pas là, malgré vos fonctions publiques. »

L'auteur de ces lignes terribles ? Le colonel Henri Romans-Petit, héros de la Résistance, fondateur des maquis de l'Ain et

du maquis des Glières. Organisateur du fameux défilé du 11 novembre 1943 à Oyonnax et inventeur de la guérilla de harcèlement contre les troupes d'occupation. Un homme qui savait parfaitement à quoi s'en tenir sur le rôle de Mitterrand pendant l'occupation.

Dix ans plus tard, le « Progrès social du Centre, hebdomadaire de la Fédération socialiste de la Nièvre, titrait : « De la Francisque à l'extrême gauche, buvant le calice jusqu'à la lie, Mitterrand le déloyal va au comble de l'abjection. »

Pour le cas où l'on n'aurait pas compris, le journal ajoutait sous une caricature de Mitterrand en « Duce » cravache au poing, le revers orné d'une Francisque et d'une faucille et d'un marteau : « Cet homme est malhonnête... cet homme est un arriviste forcené... Cet homme est un Janus à double face... le prototype du combinard exécuté de la IV^e défunte... Un renégat. » Suivait le décret d'attribution de la fameuse Francisque.

Chevalier de la Légion d'honneur et Croix de guerre 39-45, l'auteur de ce pamphlet savait également à quoi s'en tenir pour Mitterrand. Malheureusement, on peut douter qu'aujourd'hui, il consente à de croustillantes confidences.

Il s'appelle Daniel Benoist et a été nommé secrétaire d'Etat chargé des Personnes âgées.

Par Mitterrand.

Ce qui prouve que le président de la République n'est pas rancunier.

Et que le silence est d'or.

- (1) Henri Noguères, « Histoire de la Résistance », Robert Laffont.
- (2) Dossier « Prisonniers de guerre » établi par Jean Védrine.
- (3) François Mitterrand, « Ma part de vérité », Fayard.
- (4) Jean-Marie Borzeix, « Mitterrand lui-même », Stock.
- (5) Charles Moulin, « Mitterrand intime », Albin Michel.
- (6) Claude Manceron, « Cent mille voix par jour », Robert Laffont.
- (7) Henry Coston, « Dictionnaire de la politique française », chez l'auteur.
- (8) « Le Crapouillot » n° 20, mars-avril 1972.
- (9) Simon Arbellot, « Ecrits de Paris », n° 244, janvier 1966.
- (*) Laval suscite une violente réaction de Pétain en se déclarant partisan d'une collaboration plus étroite avec Hitler qu'il a rencontré à Montoire le 22 octobre 1940. L'entourage du Maréchal obtient son arrestation le 13 décembre. Il sera libéré peu de jours plus tard sur intervention d'Otto Abetz.



Dessin
de
Pinatel

Son départ pour Londres

LES TRIBULATIONS D'UN AVION FANTÔME



Le 23 mai 1984, à Seiches-sur-le-Loir, près d'Angers, Mitterrand fait un pèlerinage sur les lieux supposés de son embarquement. Les résistants locaux n'ont gardé aucun souvenir de cette page d'histoire.

L'ACTIVITE de Résistance aux Allemands dont se targue François Mitterrand connaît trois moments forts. On signale tout d'abord sa présence aux réunions de Montmaur où il aurait, selon ses biographes, exhorté ses camarades à la lutte armée contre les Allemands, puis son geste « courageux et téméraire » salle Wagram où, seul devant le haut état-major de la collaboration, le jeune Mitterrand aurait crié à la trahison et pour finir son départ pour Alger, via Londres, et sa rencontre avec le chef de la France libre.

Voilà résumée « sa » Résistance. Ce n'est déjà pas si mal. Mais encore faudrait-il que tout cela soit exact. Avant d'étudier encore une fois les versions établies bien des années plus tard par certains écrivains complaisants, laissons à Michel Cailliau, résistant authentique, neveu du général de Gaulle et animateur du premier mouvement de Résistance des anciens prisonniers de guerre et déportés, le soin de définir sa « part de vérité (1) » :

« A mon sens, Mitterrand n'a jamais « fondé un réseau » de Résistance comme vous l'écrivez par erreur. Il n'y a eu pendant la guerre qu'un seul réseau de Résistance d'anciens prisonniers de guerre, évadés ou rapatriés, et de beaucoup d'autres

patriotes, c'est le réseau « Charette », qui a bien entendu été homologué par la France combattante. Le qualificatif de « réseau de Résistance » a un sens précis. Mitterrand n'a jamais fait partie du réseau « Charette ». Charette était l'un de mes pseudonymes, et j'aurais tout de même su si Mitterrand avait fait partie d'un réseau de Résistance.

» Certaines personnes et lui-même ont tenté de faire croire que François Mitterrand aurait été un « grand résistant » sous l'Occupation de façon à lui créer une légende dorée... Pour ma part, je crois qu'avant le 15 mars 1944, il est absolument faux de dire et d'écrire qu'il a été un « grand résistant ».

» Ce n'est pas parce que Mitterrand s'est occupé de 1942 à 1944 de centres d'entraide pour prisonniers de guerre ou même de l'un ou l'autre des centres d'accueil de prisonniers de guerre évadés, qu'il aurait été un résistant. L'accueil et l'entraide, ce furent deux objets essentiels du Commissariat aux prisonniers de guerre de Vichy dont Mitterrand était le fonctionnaire ou le contractuel, payé pour cela, et ce furent aussi deux objets essentiels des « Maisons du prisonnier ». Ces organismes de Vichy constituaient, surtout pour nous autres, vrais résistants,



Le public de la salle Wagram (ci-contre) lors de la réunion des dirigeants de Maisons du prisonnier, le 10 juillet 1943. A la tribune, Laval est accueilli par André Masson, dont le discours aurait été interrompu par Mitterrand. Malgré l'affluence, personne ne peut témoigner de l'esclandre.



des centres de propagande de la politique de Vichy, c'est-à-dire en faveur d'une politique totalement opposée à la Résistance. Les communistes me comprendront certainement.

» Certains journaux ont dit qu'il était « le fondateur du Mouvement national de Résistance des prisonniers de guerre » en 1942. D'autres l'ont dit pour 1943. Tout cela est absolument faux.

» Vous écrivez vous-même que Mitterrand organise après le 26 février 1944 le Mouvement national des prisonniers de guerre et déportés (MNPGD). Il est exact que ce mouvement a été créé à la mi-mars 1944 par la fusion de trois autres organismes. Mais il est inexact de dire que Mitterrand a organisé ce mouvement. Il n'en a pas la paternité. Il n'en a pas non plus été le chef. Nous sommes en plein roman créé par lui et quelques personnes toujours pour sa légende dorée.

» La vérité est que Mitterrand, en mars 1944, à son retour de son seul voyage à Londres et à Alger, a fait partie de l'équipe dirigeante de ce MNPGD, ce qui est tout à fait différent. Et il est absolument erroné d'écrire que ce MNPGD, créé à la mi-mars 1944, comprenait 50 % de délégués pour le mouvement dit « de Mitterrand », 25 % pour mon réseau et 25 % pour les communistes. Tout cela est encore faux.

» ...On a tenté de faire croire que si Mitterrand est resté au Commissariat aux prisonniers puis au Commissariat à la jeunesse à Vichy sous l'Occupation, c'était à la demande de la Résistance. Croyez-vous que la police politique de Vichy n'aurait pas procédé à son arrestation s'il avait eu une activité vraie de Résistance ?

» ...S'il a été un vrai résistant à partir de la mi-mars 1944 jusqu'à la Libération de Paris, soit pendant trois mois environ, ce n'est pas mal. D'autres n'en ont même pas fait autant. Il n'y a pas de quoi pour ses partisans et lui s'approprier la victoire, à moins de monter, point par point, toute une légende dorée. »

Voilà ce qu'écrivait le neveu du général de Gaulle, véritable animateur du premier — et seul — réseau de Résistance pour les prisonniers de guerre et déportés. Mais quelle est donc cette « légende dorée » élaborée par François Mitterrand et ses amis ?

Premier mensonge, celui de Claude Manceron : « En marge, Mitterrand fonde le réseau « Morland » qui va devenir le nœud du Mouvement de résistance des prisonniers et évadés. La plupart de ses membres proviennent tout naturellement des centres d'entraide, où se regroupent les évadés d'Allemagne, déjà doués d'un certain esprit subversif, et entraînés à la clandestinité par les péripéties de leur évasion. En moins d'un an, il a pu implanter ça et là, sur tout le territoire, des petits groupes de prisonniers devenus résistants (2). »

A l'unanimité des « grands résistants », il apparaît que le réseau « Morland » n'a jamais existé. On n'en trouve trace

nulle part, et jamais tel réseau n'a figuré sur une liste de la France combattante. S'il est exact de dire que Morland fut bien le pseudonyme de François Mitterrand, le réseau « Morland » est une pure invention.

D'ailleurs, seul Manceron en fait état. Les autres « historiens » sont plus discrets sur ce point.

Il est exact, en revanche, de dire que Mitterrand a déclaré aux Anglais, lors de son séjour de novembre 1943, être à la tête d'un tel réseau. Londres, avant d'envoyer les armes et les subsides que François Mitterrand exigeait, a commandé une enquête à un de ses agents, « Aimé », lequel, à son retour, a dévoilé la vérité : il n'existe pas de réseau « Morland », pas plus que n'existent les maquis que Mitterrand prétendait diriger. C'est la raison principale pour laquelle Mitterrand et ses amis ne reçurent jamais d'armes.

La réunion de Montmaur

Selon Védrine et Claude Manceron, François Mitterrand aurait assisté, à une date terriblement incertaine, à une réunion d'anciens prisonniers de guerre, réunion au cours de laquelle on aurait discuté de l'entrée en résistance des PG.

Jean Védrine situe cette réunion le 15 août 1942. Claude Manceron, lui, penche pour « l'été 1943 ».

Selon Védrine, « François Mitterrand et plusieurs de ses camarades évadés ou rapatriés engagés dans les activités clandestines (au début 1942, alors que Mitterrand vient d'arriver à Vichy et qu'il collabore étroitement avec la politique du commissariat) se réunissent autour de Mauduit, à Montmaur. Cette réunion sera la première manifestation organisée du groupe de Résistance PG, qui deviendra ultérieurement le RNP GD. Leur premier objectif est d'établir des relations régulières entre les groupes de PG, évadés ou rapatriés, déjà engagés dans l'action contre l'occupant et de coordonner et de développer cette action (3). »

La version de Claude Manceron ne diffère de celle-ci que sur la date et sur le lieu. « Il (François Mitterrand) prend contact avec Mauduit, un catholique fervent, mystique même, qui fonde à Montmain (?), dans les Hautes-Alpes, un phalanstère d'évadés d'apparence farfelue, tout à fait dans le style « retour à la terre et méditation sur les cimes » propre à séduire les autorités de Vichy. En fait, ce phalanstère, c'est le premier maquis de France. L'été 1943, on y entraîne des résistants au maniement des armes et on forme des compagnies. « Morland » ne peut longtemps s'y exercer à la guerre (2). »

Outre la mise en évidence de certaines contradictions, ce texte apporte une précision : « Ce phalanstère est propre à séduire les autorités de Vichy. »

Vichy serait donc à l'origine de cette réunion. Dans un tel cas, la présence de Mitterrand s'expliquerait facilement... Il ne venait pas pour résister mais bien pour contrôler, au nom de l'Etat français, ce qui se passait dans ce camp.

Ni Védrine ni Manceron n'en font état. Pourtant, Marcel Haedrich, dans un article paru dans « Paris-Match » juste après les élections présidentielles et intitulé « Mon ami François Mitterrand », soulève un coin du voile :

« Que faisons-nous à Montmaur (en février 1943) ? Montmaur était le fief d'un personnage fascinant et drôle, Mauduit, un jeune industriel du Nord, un peu zinzin. A plus de trente ans, avant la guerre, il avait abandonné ses affaires, sa famille aussi, pour s'engager dans la Légion, afin, expliquait-il, de retrouver l'homme... Il parcourait à genoux les dernières grimées de Notre-Dame de La Salette.

« ... Mauduit avait loué le château de Montmaur grâce à une subvention de Vichy. Les évadés qui venaient s'y refaire une bonne santé, en principe, travaillaient un peu dans la forêt... On faisait du charbon de bois, revendu à l'administration. L'administration fournissait des pommes de terre et, plus intéressant, des conserves avec lesquelles on constituait des dépôts de réserve, dissimulés dans les montagnes.

« Il faut préparer une guerre de chouans », disait Mauduit.

« ... A Montmaur, lors de cette réunion de février 1943, Michel Cailliau représentait le noyau actif de la Résistance « Prisonnier » (ce qui confirme sa déclaration citée plus haut)... Pour Cailliau, les anciens prisonniers de guerre se



Six mois s'écoulèrent entre l'incident de Wagram et l'allusion qu'y fit Maurice Schumann au micro de Radio-Londres. Le temps, sans doute, que Mitterrand lui en communique les détails.

rassemblaient pour intensifier ce qu'il appelait l'« action directe »...

« François Mitterrand parlait pour une majorité plus réservée. Arrivé à Vichy après sa troisième évasion, il avait trouvé dans l'administration un poste que l'on m'avait proposé...

« François Mitterrand jugeait que les structures officielles créées pour les prisonniers, utilisées avec intelligence, permettraient d'agir sur les mentalités par une propagande appropriée. Le désaccord entre les deux hommes (Michel Cailliau et François Mitterrand) existait déjà, qui allait aboutir à un procès en diffamation intenté par Cailliau à Mitterrand. Condamné en première instance, Mitterrand ne fit pas appel pour ne pas risquer une aggravation de la peine qui l'eût rendu inéligible... Il est piquant de relever que Mitterrand fut amnistié par Giscard d'Estaing après l'élection de 1974. »

Quelles conclusions tirer de ce texte ? Tout d'abord, la

réunion de Montmaur, ayant pour but de faire entrer la Résistance PG dans la Résistance active, Mitterrand y assiste en tant que représentant de Vichy, et « parle pour une majorité plus réservée ». D'autre part, ce témoignage d'un participant à cette réunion dit de Michel Cailliau qu'il « représentait le noyau actif de la Résistance », ce qui dément parfaitement les déclarations de Manceron concernant le pseudo réseau « Morland », noyau de la résistance PG ». Quant au procès en diffamation... Mitterrand devait le perdre.

Contrairement aux déclarations de Védrine et Manceron, la réunion de Montmaur ne saurait être portée à l'actif « Résistance » de Mitterrand. Et il faut en convenir avec Michel Cailliau : « A cette date, Mitterrand n'avait pas encore choisi la Résistance. Lors de la réunion, Mitterrand a déclaré qu'il était farouchement contre l'entrée en clandestinité. « Vous feriez alors le jeu des Anglais (1). »

Comme par hasard, c'est justement ce que pensait Vichy de la Résistance en ces années 1942-1943. Mais c'est amusant de la part d'un homme à qui, un an plus tard, de Gaulle reprochera justement ses liens avec l'Intelligence Service.

Un perturbateur discret

Examinons maintenant la deuxième preuve du résistantisme aussi viscéral que précoce de François Mitterrand. Elle est tout d'abord avancée par Claude Manceron : « Sa combativité sera mise à contribution à l'automne 1943... Aux prisonniers évadés se mêlent, dans les « centres d'entraide », les prisonniers libérés au titre de la « relève ». Bonne occasion pour Vichy de refondre à son profit les organisations de prisonniers, de les noyauter et de les convertir à « l'Ordre Nouveau ».

« Pierre Laval et André Manceron organisent un grand meeting à Paris, salle Wagram, où tous les dirigeants des différents mouvements sont conviés. Il est un temps pour se taire et un autre pour manifester. On demande à Mitterrand, pour la première fois de sa vie, d'être celui qui pousse le cri nécessaire.

« Il se rend à Paris avec les papiers de l'un de ses compagnons, Pierre Roussel. Dans la grande salle ornée de plantes vertes et d'hommes moroses et passifs, Mitterrand et le petit groupe de résistants se trouvent face à l'ennemi ; sur l'estrade, tout l'état-major de la collaboration (Laval, Déat, Scapini, de Brinon, Darnand). Masson fait un long discours à la gloire du Maréchal. Dans la salle, les miliciens assurent le service d'ordre. On est apparemment entre Français, mais les Allemands sont dans la rue. Les journaux de Paris, publiés sous le contrôle d'Abetz, se préparent à imprimer qu'une manifestation d'unanimité a groupé tous les organismes de prisonniers, partisans de la collaboration franco-allemande. Mais...

« — Non, ce n'est pas vrai ! Vous mentez ! La France n'est pas derrière vous...

« Les gens de Vichy restent bouche bée. Ils sont contraints de supporter la contradiction sous peine d'apparaître comme des dictateurs. Le service d'ordre hésite à intervenir. Mitterrand martèle ses mots, se libère de tout ce que les Français doivent supporter depuis trois ans. La salle, surprise d'abord, réagit, s'anime, applaudit. C'est comme si un instant de cauchemar se dissipait et que l'on se retrouvait en République. Laval ne pourra faire voter au soir la motion d'unanimité prévue. Quelques jours plus tard, à la radio de Londres, le « porte-parole des Français libres », dont bien peu de gens savent alors qu'il s'appelle Maurice Schumann, apprendra à l'Europe entière qu'il s'est trouvé un Français pour défier les Allemands et leurs amis en plein Paris occupé (2). »

Avant d'analyser ce récit qui campe un « jeune homme tout fâché qui commence ici une longue carrière d'orateur »,

regardons ce qu'en disent les autres biographes présidentiels.

Jean-Marie Borzeix déclare, non sans finesse, dans son « Mitterrand lui-même » : « Le capitaine Morland, rebaptisé capitaine Monier en passant à Londres pour céder aux exigences du fichier de la France libre, se souvient difficilement qu'il s'appelle François Mitterrand, fils de Joseph Mitterrand et d'Yvonne Lorrain, né dans une petite ville du Sud-Ouest, loin de la politique et plus loin encore de la guerre. Tout a été si vite ! Est-il bien réel ce saut brutal, il y a quelques semaines dans la nuit et la peur de la clandestinité, poussé par un irrésistible besoin de hurler à Laval, Darnand, Déat, Brinon, alignés comme pour un jeu de massacre sur l'estrade de la salle Wagram, qu'ils ne sont pas la France, qu'ils mentent et qu'ils trahissent ? Sont-elles bien réelles ces évasions où la liberté s'est donnée sans réserve pour mieux se faire désirer après avoir bêtement tourné court devant la frontière suisse, puis à Metz dans une chambre d'hôtel ? Comment démêler la fiction de la réalité (4) ? »

Judicieuse question, en vérité. Et Moulin, que dit-il ?

« Comme il (Mitterrand) vient de remonter à Paris, le gouvernement Laval organise un grand rassemblement (ils sont trois mille cinq cents) de prisonniers rentrés et particulièrement de ceux qui sont revenus grâce à la « relève », ainsi que des responsables de leurs organisations. C'est le 10 juillet 1943. L'ordre est assuré à l'intérieur par la milice et à l'extérieur par les Allemands... C'est le bureau qui applaudit : Scapini, Brinon, Darnand et le commissaire général aux prisonniers de guerre, André Masson.

« ... Soudain, un homme se lève et crie : « Non, ce n'est pas vrai ! Vous mentez, la France n'est pas derrière vous ! » Il ajoute : « Nous n'acceptons pas le honteux marché que vous appelez la relève et qui se sert de nos camarades restés là-bas comme moyen de chantage pour justifier la déportation des Français... »

« ... L'affaire fera du bruit et Maurice Schumann en rappellera les termes essentiels à Radio-Londres le 12 janvier 1944 (5). »

Revenons sur la déclaration de Claude Manceron : « Sa combativité sera mise à l'épreuve en automne 1943. »

La seule réunion de prisonniers de guerre ou plus exactement de dirigeants de Maisons du prisonnier — ce qui n'est tout de même pas la même chose — n'a jamais eu lieu en automne 1943, mais le 10 juillet. Ce n'est donc pas en automne mais bien au cours de l'été 1943. Pourquoi une telle confusion ? Tout simplement parce que dans les lignes qui précèdent, Manceron reconstitue l'itinéraire résistantialiste de Mitterrand avec, selon lui, une certaine logique. En juillet 1943 (en fait, en juillet 1942, et pour des raisons qui n'ont alors rien à voir avec la Résistance), réunion de Montmaur ; au automne 1943, réunion de la salle Wagram et, dans la foulée, départ de Mitterrand pour Alger via Londres.

Il est très important pour Manceron que les dates coïncident, démontrant ainsi la continuité de l'action de Mitterrand.

L'impression sur le lecteur ignorant et confiant serait toute autre si on pouvait lire : pendant l'été 1942, Mitterrand assiste à une réunion dans le sud de la France ; un an plus tard, il participe à la réunion de la salle Wagram où il fait un esclandre avant de partir pour Londres plus de quatre mois après... La continuité serait irrémédiablement brisée.

Mais Manceron va plus loin dans la « reconstitution », rejoint en la circonstance par Moulin : « Sur l'estrade, tout l'état-major de la collaboration : Laval, Déat, Scapini, Brinon, Darnand. »

Nous avons retrouvé les journaux de l'époque et particulièrement le journal « Toute la France » (le journal des prisonniers).

On y lit le compte rendu de la réunion du 10 juillet 1943 et la liste des personnes présentes : à 10 h 30, André Masson, commissaire général aux prisonniers de guerre et déportés, fait un long discours.

— J.-P. Maxence, directeur des services sociaux, prend ensuite la parole.

— René Durand, directeur des centres d'entraide.

— Jacques Zaepfels, directeur des Maisons du prisonnier.

Déjeuner regroupant les trois mille six cents directeurs des centres d'entraides et des Maisons du prisonnier.

A 15 h 30, reprise de la séance avec Paul Creyssel, secrétaire général à la Propagande et à l'Information.



Même un passager complètement ignare ne pourrait confondre l'avion léger Lysander (en haut) avec le moyen porteur Hudson (en bas).

— Prennent ensuite la parole, M. Racine, secrétaire particulier du maréchal Pétain, le chanoine Polliman et l'abbé Rhodain, aumônier général des prisonniers et président du Secours catholique.

— 17 h 15, arrivée de Pierre Laval suivi de MM. de Brinon et de Cathala.

— Vers 19 heures, fin de la réunion et remerciement, très court, d'André Masson.

Telle est la relation faite à l'époque de la réunion de la salle Wagram. Comme on peut le constater, la présence de Déat, de Scapini et de Darnand n'y est pas mentionnée. Oubli inexplicable dans les circonstances du moment, sauf si Manceron, dans son apologue, a succombé à la tentation d'« en remettre » en refaisant la tribune après l'Histoire. En outre, les comptes rendus officiels et non corrigés — que nous tenons à la disposition des curieux — ne font aucune allusion à un « incident » survenu en présence de Pierre Laval. Sur ce point, le zélé Manceron commet une nouvelle inexactitude : « *Masson fait un long discours à la gloire du maréchal. Sur l'estrade, l'état-major de la collaboration.* » Pierre Laval n'est arrivé qu'à

17 h 15 et le discours de Masson a eu lieu à 10 h 30. Sept heures séparent donc les deux événements !

Nous avons rencontré deux témoins survivants de cette réunion. Aucun ne se souvient d'un tel incident et pourtant, à en croire Claude Manceron et Charles Moulin, la salle aurait soutenu, voire protégé, Mitterrand.

Autre inexactitude : « *Il (François Mitterrand) se rend à Paris avec les papiers d'un de ses compagnons, Pierre Roussel.* » Passons sur le fait que personne n'a plus jamais entendu parler de Pierre Roussel... Mais comment admettre que Mitterrand ait eu besoin de papiers d'emprunt pour entrer dans cette salle, alors que, de son propre aveu, il fabriquait des faux papiers ; alors qu'il était depuis plus de quinze mois à Vichy, occupant des fonctions très officielles ; alors que responsable des prisonniers et vice-président des comités d'entraide, il était connu des directeurs de l'administration comme des caciques de Vichy présents à cette réunion. Ainsi de Paul Creyssel, ami de Gabriel Jeantet, et qui signait à côté de Mitterrand dans « *France-Revue de l'Etat nouveau* » ?

Quant à la caution apportée par Maurice Schumann, elle se retourne contre François Mitterrand. En effet, Manceron la situe « *quelques jours plus tard, à la radio de Londres* »...

Quelques jours plus tard ? Exactement, le 12 janvier 1944. Soit *six mois* plus tard. On sait que les communications entre la France et l'Angleterre passaient parfois avec difficulté, mais devoir attendre plus de six mois, alors que dans la semaine Schumann relatait les arrestations et les défaites allemandes successives sur le territoire national, ce n'est plus de la lenteur, c'est de l'immobilisme.

Et, comme par hasard, Mitterrand arrive à Londres en novembre 1943 et y revient au début de l'année 1944, juste avant que Schumann ne fasse ce fameux compte rendu...

Détail supplémentaire : « *Claire* » Lejeune, sœur du dessinateur Effel et secrétaire, à l'époque, de Schumann qui a conservé la sténo de toutes les interventions du porte-parole de la France libre au micro de la BBC, ne garde aucun souvenir et ne retrouve aucune trace de ce prétendu hommage au... « *jeune homme en colère* »

Y a-t-il un passager dans l'avion ?

Le « troisième » acte de Résistance de François Mitterrand, c'est son départ pour Londres et sa rencontre à Alger avec le chef de la France libre, le général de Gaulle. C'est un fait acquis, officiel, et on devrait, pour une fois, être sûr que tout s'est bien passé comme le relatent ses hagiographes.

Et pourtant, une fois encore, en guise de lumière nous devons nous contenter de la semi-obscureté pour ne pas dire de la nuit complète.

Pour une fois, Claude Manceron s'efface devant François Mitterrand. Autant l'actuel président de la République n'a pas daigné donner des explications ni des détails sur ses activités de Résistance, autant il est prolix sur les conditions de son départ pour Londres et sa rencontre avec de Gaulle.

« *De fil en aiguille, on me chargea de mission pour Alger. Un petit avion Lysander me récupéra dans une prairie près d'Angers une nuit de novembre 1943 (6).* »

Passons sur le « de fil en aiguille » qui ne signifie rien, ainsi que sur le « on » dont Mitterrand ne précise pas l'identité. C'est même de cette incertitude que naîtra le premier désaccord avec de Gaulle. Qui a chargé François Mitterrand de partir pour Alger ?

Il ne s'agit pas des services français. En effet, lors de son

arrivée à Londres, personne ne le connaît et les services de la France libre commenceront par le faire croupir dans une cellule. Si le BCRA et le cagoulard Dewavrin alias Passy avaient demandé ou exigé la présence de François Mitterrand à Londres, cette mésaventure ne lui serait jamais survenue. D'autre part, son réseau est encore totalement inconnu... Rien d'étonnant, puisque le réseau « Morland » n'existe pas.

Alors qui ? Une seule possibilité. Le SOE des Anglais. Bien que Mitterrand ne figure dans aucun dossier des réseaux anglais agissant en France, c'est l'unique explication rationnelle et surtout la seule qui justifierait le traitement de Mitterrand par les Français de Londres.

Si on ne sait pas qui a envoyé Mitterrand à Alger, on ne sait pas plus quand il est parti. Il dit : « Une nuit de novembre 1943. » Védrine précise : « Le 15 novembre 1943, François Mitterrand part pour Londres sous le nom de capitaine Monier (*), dans un avion Lysander qu'il prend dans une prairie d'Anjou (3). »

Moulin, tout en prétendant répondre à la question, donne la même date : « Les choses se sont finalement arrangées avec la venue de De Gaulle à Alger, l'ORA est rentrée en grâce et c'est avec l'un de ses membres que François Mitterrand s'envolera le 15 novembre d'un terrain sis sur le territoire de Seiches-sur-le-Loir, entre Angers et La Flèche à bord d'un Lysander anglais pour gagner Londres où on le nommera capitaine Monier (5). »

Retenons la date du 15 novembre. Plus exactement de la nuit du 15 au 16 novembre 1943.

Cette précision est très importante. Nous allons voir pourquoi. Si Mitterrand est parti dans la nuit du 15 au 16 novembre 1943, son nom doit figurer dans la liste de Hugh Verity. En effet, ce dernier, pilote de la RAF, a effectué ou dirigé un nombre considérable de missions en France. Il lui incombait particulièrement de transporter les agents britanniques en France et de prendre à son bord les Français désireux de rencontrer les chefs de la Résistance extérieure.

Cette filière fonctionnait parfaitement, non sans danger, comme on imagine.

En 1981, Hugh Verity retrace ses aventures dans un livre, « We Landed by Moonlight ». Bizarrement traduit par « Nous

(*) On notera, nouvelle contradiction, que Mitterrand a expliqué à Borzeix que le surnom de Monier lui avait été imposé à Londres. Il ne pouvait donc pas partir sous ce pseudonyme !

atterrissions de nuit ». A la fin de l'ouvrage se trouvent récapitulés tous les départs et toutes les arrivées avec, en marge, le nom de code de l'opération, le lieu d'atterrissage et l'identité ou les pseudonymes des personnes transportées.

Que trouve-t-on pour la date qui nous intéresse, la nuit du 15 au 16 novembre 1943 ?

Effectivement, il y a eu un atterrissage dans la région.

Mais l'avion n'est pas du type Lysander. L'appareil piloté par le lieutenant-colonel Hodges et le commandant Wagland est un Hudson. La différence est d'importance puisque si le Hudson contient une dizaine de passagers, le Lysander ne peut en transporter que deux. Toute confusion est donc impossible, même pour le plus ignare des amateurs.

Cette opération baptisée « Conjurer » et placée sous la responsabilité d'un certain Dericourt a pour objet de déposer en France cinq personnes et d'en conduire une dizaine en Angleterre. Hugh Verity donne la liste des passagers embarqués. Or, Mitterrand n'y figure ni sous son nom ni sous aucun de ses pseudonymes, du moins dans la version originale du livre parue en anglais en 1981.

Reportons-nous à présent à la traduction de ce livre publiée aux éditions France-Empire en 1983.

Le récapitulatif des atterrissages et décollages figure également en fin de volume. La date est la même, le lieu de l'opération est le même, le type de l'appareil est identique (un Hudson), les noms des pilotes et copilotes n'ont pas changé ; le nom de code de l'opération est toujours « Conjurer », la liste des passagers débarqués et embarqués est semblable à l'original à un détail près : François Mitterrand figure sur la liste des personnes embarquées.

Examinons de plus près les deux versions — anglaise et française — du texte de Verity. Voici l'original :

« Bob Hodges navigated by Wagland was flying a Hudson toward them, with five or six passengers on board including Jean Manesson, Paul Pardi and Maugenet. The only comment on this operation in the 161 Squadron official records — apart from the number of passengers... »

No Mitterrand !

Découvrons maintenant la traduction française : « Bob Hodges, avec Wagland comme navigateur, pilotait un Hudson transportant cinq ou six passagers dont Jean Manesson, Paul Pardi et Maugenet. Devait débarquer François Mitterrand,

15/16 Nov 43 Hudson	Wg Cdr Hodges Sqn Ldr Wagland	CONJURER Dericourt	Angers	(5) Victor Gerson, Edward Levine, Jean Manesson, Paul Pardi, Maugenet	(10) + ? Cammaerts, Chartrand, Mulsant, Mme Fontaine, Barrett, Charles Rechenmann, 5 pilots	Watched by Kieffer and other Germans from a distance. (pp 141, 166)
15/16 nov. 43 Hudson	Lt Col Hodges Cdt Wagland	CONJURER Dericourt	Angers	(5) Victor Gerson, Edward Levine, Jean Manesson, Paul Pardi, Maugenet Fille Lambie ?	(10) + ? Cammaerts, François Mitterrand, Chartrand, Mulsant, Mme Fon- taine, Barrett, Charles Rechenmann, 5 pilotes ?	Observé par Kieffer et autres Alle- mands à distance (pp. 219-220)

Les deux versions des listes publiées par Hugh Verity. A la date du 15-16 novembre 1943, dans la liste anglaise, le nom de Mitterrand n'est pas mentionné. Il apparaît dans la liste de l'édition française.

alors chef des prisonniers de guerre et aujourd'hui président de la République. Le seul commentaire... »

A vouloir trop bien faire, on en arrive à décrire Mitterrand DEBARQUANT d'un avion dans lequel il prétend avoir EMBARQUE !

Nous avons demandé à Hugh Verity de s'expliquer sur cette traduction à géométrie variable. Selon lui, il a ajouté Mitterrand à la demande « d'amis » de ce dernier (il a refusé de nous indiquer *qui* étaient ces amis) qui lui avaient assuré que Mitterrand faisait partie de ce vol.

Seulement voilà, Hugh Verity ajoute : « *J'ai accepté parce que j'ai compris que j'avais confondu avec Maugenet.* »

Ce qui est impossible. Pour deux raisons : d'abord, Verity cite Maugenet, puis Mitterrand. Il n'a donc pas confondu.

Ensuite, Maugenet a été arrêté, dès après l'atterrissage, par l'Allemand Kiefer, chef de la Gestapo qui « surveillait l'opération à distance ».

On en arrive donc à cette conclusion : le seul témoin de l'envol de Mitterrand à bord d'un Lysander est un Anglais qui raconte, à la demande d'amis de l'intéressé, qu'il a débarqué d'un Hudson !

Aucun tribunal n'accepterait un témoignage aussi contradictoire !

Mais le plus beau reste à venir. Devant recevoir Mitterrand à Londres, Margaret Thatcher avait cru de bonne politique d'exalter, par un geste symbolique, son passé de résistant. Les services du protocole ayant cherché leurs informations dans les diverses biographies de son illustre visiteur, le Premier ministre britannique fit à Mitterrand la surprise d'inviter à une soirée officielle le pilote du Hudson, Hodges.

Lequel, toisant Mitterrand, laissa tomber : « *Vous n'avez jamais volé dans mon avion !* »

Tête de l'intéressé, panique des assistants, vertige du protocole britannique qui voit poindre l'esclandre. C'est mal connaître Mitterrand. Dans un magnifique sursaut, il explique alors froidement que cela n'a rien d'étonnant puisqu'il n'a pas été transporté par un Hudson mais, la même nuit, par un Lysander.

Hélas, les services britanniques interdisaient, pour des raisons évidentes de sécurité, que deux opérations soient effectuées le même jour au même endroit.

Mais Mitterrand persiste. Après avoir fait intervenir des amis pour apparaître sur la liste des passagers de l'Hudson, il soutient avoir voyagé en Lysander.

Il le soutient mordicus. Exemple : tentant d'éclaircir ce point d'histoire, Marie-Madeleine Fourcade, fondatrice du réseau « Alliance », téléphona récemment à l'un de ses camarades de résistance, Amadiou. Lequel fit cette réponse troublante : « *C'est curieux, je viens de recevoir un coup de fil de Grossouvre qui m'a expliqué qu'il ne fallait plus que je dise que Mitterrand avait voyagé dans un Hudson, mais dans un Lysander.* »

Question : puisqu'il est patent que Mitterrand a atterri à Londres, pourquoi cache-t-on les circonstances exactes de son voyage ?

La raisons qui poussent à choisir la version « Lysander » plutôt que la version « Hudson » sont claires : elles limitent le nombre des témoins puisque le Lysander n'est qu'un biplace. Et nous voulons bien parier que jamais l'on ne retrouvera le pilote qui assura ce transport... Alors que plusieurs des dix passagers du Hudson vivent encore pour affirmer que Mitterrand n'était pas là.

Mais cela ne suffit pas expliquer l'obscurité entretenue autour de ce vol.

Faut-il alors en chercher la raison dans le reproche adressé par de Gaulle à Mitterrand d'avoir « voyagé dans un avion anglais », reproche qui ne pouvait avoir de sens que si l'on entendait « avion des services britanniques non affrété par la France libre » ?

Il faut savoir que lesdits services travaillaient en étroite liaison avec un réseau français opérant à partir de la Suisse, le réseau « Gilbert ». Son animateur n'était autre que le colonel Groussard, un des fondateurs de la Cagoule qui avait, jusqu'à son passage dans la clandestinité, servi fidèlement Vichy puisqu'il fonda les Groupes de protection du maréchal, véritable garde prétorienne, et dirigea l'arrestation de Laval.

Bien que l'on ignore la date réelle de son départ et les conditions exactes de son transfert à Londres, une chose est certaine : Mitterrand arrive bien à Londres. Que dit-il de l'accueil qui lui est réservé ?

« *Je connus Londres et les services français du comité d'Alger. On soumit à ma signature un registre qui m'engageait dans la France libre. Je renâclai. On m'abandonna dans une chambre sans porte ni fenêtre avec mes brodequins crottés de la boue angevine et ma chemise de trois semaines (6).* »

Trois constatations.

« *On soumit à ma signature un registre qui m'engageait dans la France libre. Je renâclai.* » Etrange résistant, en vérité, que cet homme qui débarque du ciel, dont on ne connaît ni le nom ni le réseau, qui n'emprunte pas les voies françaises de départ et qui, lorsqu'on lui demande d'adhérer à la France libre, « renâcle ». Une telle attitude avait de quoi surprendre. A moins que Mitterrand veuille nous faire croire qu'il était déjà un anti-gaulliste farouche...

Thèse qui expliquerait peut-être son départ par l'ORA, organisation résistante bien réelle, mais de tendances giraudiste, cagoularde et pro-américaine reconnues... Quid de l'hospitalité anglaise ?

« *On m'abandonna dans une chambre sans porte ni fenêtre.* »

Il serait amusant que Mitterrand nous explique comment il a pu entrer dans cette chambre sans porte ni fenêtre. Quant « à ses brodequins crottés de la boue angevine », il doit s'agir d'une obsession dont seule la psychanalyse pourrait révéler le mécanisme : c'est déjà à cause de brodequins crottés que Mitterrand faillit passer en conseil de guerre.

La rencontre avec de Gaulle

Moulin écrit à propos de ce voyage : « *C'est la première étape, elle lui réserve des surprises. Les fonctionnaires gaullistes de la France libre veulent lui faire signer un engagement dans les forces de la France combattante... Le petit jeu aurait pu durer longtemps si le capitaine Courson, ses amis de l'ORA, des membres du réseau Buckmaster et le colonel Passy ne lui avaient facilité les choses en lui permettant de prendre place sur un « bristol » qui emmenait à Alger un membre du cabinet de Henri Bonnet, chargé de l'Information (5).* »

Première constatation : une fois de plus, la Cagoule vient au secours de la Cagoule. En effet, dès qu'il a le moindre ennui, François Mitterrand fait appel à ses amis de l'ancienne organisation secrète. Ici, c'est au colonel Passy qu'il demande ce service. Service qui sera récompensé bien plus tard, Mitterrand une fois président de la République lui fera décerner

le Grand Cordon que l'obscur affaire des « Fonds du BCRA » où Passy fut un moment accusé d'avoir manqué de rigueur comptable, lui avait jusque-là interdit d'arborer en dépit de ses exploits militaires.

La méfiance des services de la France libre installés à Londres à l'égard de François Mitterrand provient du fait que nul n'avait jamais entendu parler de lui et s'il était parvenu à établir certains contacts avec Henry Frenay, ce dernier était à Alger où il avait suivi le général de Gaulle.

La procédure suivie à l'encontre de François Mitterrand n'avait rien qui pût surprendre. Elle touchait, en effet, tous les Français qui venaient, à partir de 1940, rejoindre la France libre. Ces précautions se comprenaient parfaitement à cette époque. Aux yeux des Anglais, et en l'absence de toute référence, Mitterrand pouvait fort bien n'être qu'un espion nazi.

Reprenons le récit de François Mitterrand : « *J'atteignis cependant Alger après quelques détours. Le général de Gaulle me reçut. Ses premiers mots furent pour s'étonner de mon transport en avion anglais. Je fus confus de n'avoir pas songé à m'enquérir de la marque et de la nationalité de cet avion et d'avoir cru qu'entre Londres, Gibraltar et Alger, en pleine guerre, ce mode de communication pouvait être considéré comme normal* (6). »

Admirons l'ellipse !

Ce que signifie « après quelques détours », on ne le saura sans doute jamais. Mais quand Mitterrand écrit « de Gaulle me reçut », il jongle avec les approximations. En fait, de Gaulle le convoqua. Mais comment pourrait-il le reconnaître, lui qui prétendait « traiter en égal avec le chef de la France libre » et qui, à propos de son entrée en Résistance, manifestait sa défiance à l'égard de De Gaulle en écrivant : « *Ce n'est cependant pas par rapport au général de Gaulle que je me suis déterminé. Il était loin. Il parlait beaucoup. Il était général. La France me paraissait plus proche et plus grande* (6). »

Dès cette première rencontre, de Gaulle tance son visiteur. Pourquoi ?

Le premier à avoir parlé de Mouvement uni des prisonniers de guerre, c'est le neveu du général de Gaulle. Au cours de l'été

1943, il parvient à convaincre son oncle que la France libre doit s'intéresser de très près à ces hommes. En effet, les prisonniers de guerre, évadés, rapatriés ou encore en Allemagne sont près de deux millions. Avec leurs familles, on arrive rapidement au double, voire au triple.

D'autre part, le général de Gaulle ayant donné le poste de commissaire de l'Intérieur à d'Astier de La Vigerie, il convient de « caser » Henry Frenay. L'idée de Michel Cailliau séduit donc le général, lequel décide de nommer à la tête du Commissariat des combattants et prisonniers de guerre le bouillant chef du réseau « Combat ».

A l'époque, la direction de la France libre est encore dualiste et Michel Cailliau, suivant les conseils de son oncle, doit se rendre auprès du général Giraud pour obtenir son accord.

Quand Michel Cailliau rentre en France pour poursuivre ses activités au sein du très réel réseau « Charette », la nomination de Frenay n'est pas encore décidée. Ce qui est décidé, en revanche, c'est que tous les mouvements de Résistance Prisonniers de guerre doivent s'unir pour ne former qu'un seul et même mouvement. Innocemment, Cailliau pense qu'il est l'homme de la situation. Son réseau existe bel et bien, il n'a jamais été fonctionnaire de Vichy et, surtout, il milite dans les rangs de la Résistance depuis l'origine.

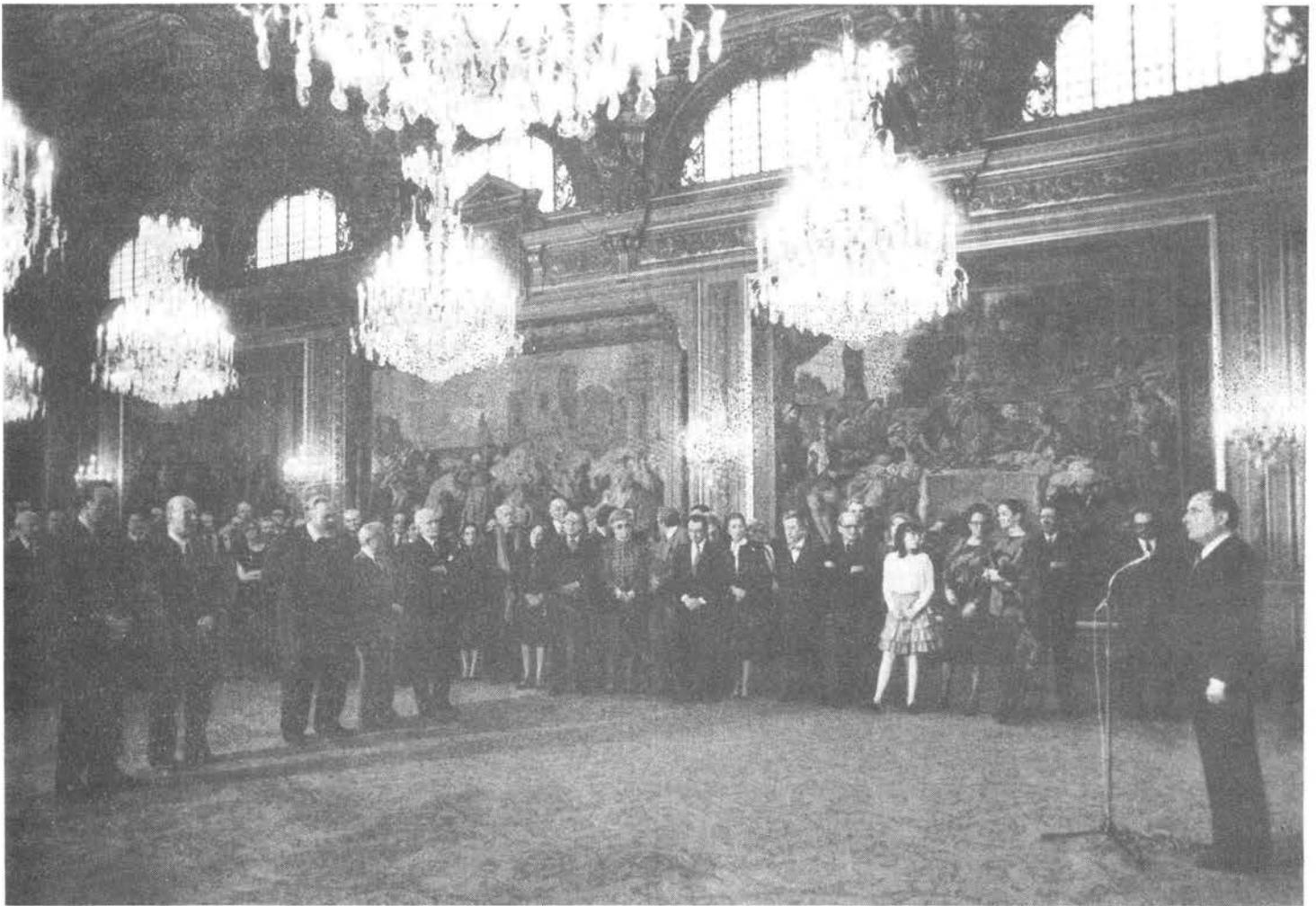
Après le retour en France de Cailliau, Mitterrand part pour Londres et Alger.

Mais, à ce moment, Frenay est nommé. Or, malgré toutes ses qualités, il ne connaît strictement rien au problème des prisonniers de guerre. Mitterrand, en revanche, n'en ignore rien pour l'avoir « abordé » à Vichy pendant près de vingt mois.

C'est donc accompagné de Frenay que de Gaulle reçoit Mitterrand. Moulin avoue d'ailleurs : « *A Alger où il arrivera le 3 décembre, il n'est pas perdu ; il retrouve son frère Jacques, Henry Frenay et d'Astier de La Vigerie devenus, depuis le 9 novembre, le premier commissaire aux prisonniers de guerre et le second commissaire à l'Intérieur, tandis que son ami Georges Dayan, mobilisé comme aspirant à Alger, accourt le soir. Tout de suite, Mitterrand fait demander une audience à de Gaulle par l'intermédiaire de Frenay, qui l'accompagnera quand, après, il se rendra sans préjugés à la villa des Glycines.*



A Alger, de Gaulle (ici avec Giraud) fit grise mine à Mitterrand. Est-ce parce que ce dernier n'avait pas emprunté, pour le rejoindre, la filière de la France libre ?



Le 22 février 1982, André Dewavrin, alias Passy (deuxième en partant de la gauche), l'homme qui permit à Mitterrand de s'envoler pour Alger, recevait le Grand Cordon de la Légion d'honneur des mains du président de la République.

L'entretien sera déroutant, cordial et rude ; il finira plutôt mal (5). »

Interrogeons-nous maintenant sur le sens de la dispute qui oppose le général de Gaulle et Mitterrand. « *Ses premiers mots furent pour s'étonner de mon transport par avion anglais. Je fus confus de n'avoir pas songé à m'enquérir de la marque et de la nationalité et d'avoir cru qu'entre Londres, Gibraltar et Alger, en pleine guerre, ce mode de communication pouvait être considéré comme normal.* »

A l'évidence, de Gaulle ne pouvait pas reprocher à Mitterrand d'avoir fait le voyage entre Londres et Alger sur un avion anglais puisqu'il n'existait aucun autre type d'appareil effectuant ce genre de transport.

Noyauté par les communistes ?

Alors, que penser de l'« étonnement » du général de Gaulle ? Pour Jean-Marie Borzeix, il s'agit d'une plaisanterie : « *Décontenancé par une remarque aussi saugrenue dont il ne perçoit pas sur-le-champ l'humour.* » Et pourtant, ce n'est certainement pas d'humour qu'il est question ce jour-là.

Quand de Gaulle s'étonne du mode de transport de Mitterrand, il ne songe pas au voyage entre Londres et Alger, mais au périple de France en Angleterre. Quant aux avions britanniques, de Gaulle fait allusion aux services secrets britanniques, filière utilisée par Mitterrand.

Les péripéties de François Mitterrand à Alger sont loin d'être terminées. Il dit lui-même : « *J'eus par la suite de la peine à regagner la France. Je dus organiser moi-même mon retour en Angleterre, d'où je partis fin février 1944. Une vedette MTB qui m'avait pris en charge en Cornouailles me lâcha à proximité de Bec-an-Fry, sur la côte du Finistère Nord.* »

Encore une fois, on retrouve un Mitterrand persécuté. Non, décidément, ces gens de la France libre ne l'aiment pas. Quand il vient, tardivement, rejoindre l'Angleterre, on l'enferme « dans une chambre sans porte ni fenêtre » et quand il veut, tel un héros du Moyen Age, se porter au secours de la France occupée, on lui fait les pires difficultés. Heureusement, il a de la ressource et triomphe seul des obstacles dressés sur sa route.

En fait, et c'est désormais une certitude, Mitterrand n'a jamais rien fait tout seul. Quand il rentre au service de Vichy, c'est « par un ami de la famille » ; lorsque parvenu à Londres et qu'enfermé il veut rejoindre Alger, c'est « sur l'intervention de Passy, de Buckmaster et d'amis de l'ORA » ; et quand il veut échapper à Alger, c'est nous, dit Védrine, « *par le général de La Chenelière, ami de sa mère et membre du cabinet du général Giraud, alors commandant en chef, qu'il part dans un avion de transport militaire pour Marrakech, d'où, grâce à l'aide de Joséphine Baker, volontaire des FFL, il peut regagner Londres avant qu'on se décide à lui procurer les moyens de rejoindre ses camarades à Paris (3).* »

Donc, et contrairement à ce qu'affirme Mitterrand, ce n'est pas *seul* qu'il organise son retour à Londres. Moulin donne une version à peu près similaire de cet épisode. Toutefois, il précise,

et ce n'est pas sans importance : « De là, il gagne Londres où il lui faudra encore patienter quelque trois semaines au cours desquelles il nouera de nombreux contacts, notamment avec Waldeck Rochet (5). »

Ce détail explique enfin l'attitude de François Mitterrand à son retour en France lorsqu'il prend la direction d'un mouvement de résistance PG (créé le 13 mars 1944).

En effet, lors de la constitution du bureau du MNPGD, on trouve un représentant du CNPG, d'obédience communiste. Durant des années, on va s'interroger sur la nécessité ou non de faire entrer des communistes dans ce rassemblement alors qu'ils étaient pratiquement absents des cercles Prisonniers de guerre.

Voici ce que dit à ce propos Henry Frenay, dans « La nuit finira » : « Non sans mal nous parviendrons à un accord (entre Michel Cailliau et François Mitterrand), et la fusion en France sera réalisée au mois de mars 1944. Malheureusement, et à mon insu, elle ne se fera pas dans les conditions que nous avions arrêtées. François Mitterrand affirmera à son retour en France, qu'il avait reçu d'Alger des instructions pour faire entrer dans le mouvement fusionné un groupe très réduit dont j'ignorais jusqu'à l'existence et qui n'était autre qu'une émanation du parti communiste français. Devant cette exigence présentée comme venant du CFNL, ses camarades s'inclineront. Le comité directeur du Mouvement prisonnier unifié comprendra cinq membres dont deux communistes, le secrétaire général et Bugeaud, membre actif du PC que j'apprendrai à connaître, après la libération de Paris, comme l'un de mes adversaires les plus déterminés.

» Cette initiative que j'ignorai jusqu'après la guerre,

permettra le noyautage des prisonniers et déportés. Il aura, nous le verrons, de sérieuses conséquences.

» Pourquoi et comment François Mitterrand a-t-il ainsi tourné et dénaturé l'accord que nous avions conclu ? J'en suis réduit à deux hypothèses. Il était resté absent de France trois mois et demi passés surtout à Londres. A Alger, il avait rencontré les députés communistes de l'Assemblée et, en Angleterre, Waldeck Rochet. Avait-il subi leur influence ou délibérément fait leur jeu (7) ? »

Mais Henry Frenay, dont on a pourtant affirmé qu'il était l'ami de François Mitterrand (ne portera-t-il pas un de ses fils sur les fonts baptismaux ?) dira de lui : « Malgré son caractère secret, il ne m'avait pas été difficile de déceler sa froide ambition, mais je n'avais pas discerné son habileté manœuvrière dont sa carrière politique donnera par la suite de remarquables exemples (7). »

On ne saurait en effet mieux dire.

Mais on conviendra qu'en fait de citation à l'ordre de la Résistance, on a déjà fait mieux...

(1) Michel Cailliau répond à un article paru dans le journal « Minute » sous le titre « Le vrai visage de Mitterrand ».

(2) Claude Manceron, « Cent mille voix par jour », Robert Laffont.

(3) Jean Védrine, « Dossier Prisonniers de guerre ».

(4) Jean-Marie Borzeix, « Mitterrand lui-même », Stock.

(5) Charles Moulin, « Mitterrand intime », Albin Michel.

(6) François Mitterrand, « Ma part de vérité », Fayard.

(7) Henry Frenay, « La nuit finira », Robert Laffont.



Dessin
de
Vassiliev

Sa Libération

ARME AU POING, LE JOUR DE LA TRÊVE

SELON ses hagiographes, Mitterrand, une fois rentré de Londres, se consacra entièrement à ses activités de Résistance. Il était temps, car s'il avait attendu encore quelques mois, cette Libération aurait eu lieu sans lui.

Durant cette période, Mitterrand va consacrer le plus clair de son temps à peaufiner les structures de son Mouvement des prisonniers de guerre, il sait déjà qu'une telle activité pourra lui être utile après la Libération.

Il a déjà un objectif. Etre nommé ministre des Anciens combattants et prisonniers de guerre. Il pense, il espère qu'Henry Frenay sera promu à d'autres fonctions et qu'en conséquence, étant le plus compétent dans ce domaine, le portefeuille sera pour lui.

Mais, la Libération, c'est pour François Mitterrand l'époque de l'amour. C'est à ce moment-là, en effet, qu'il rencontre Danielle Gouze qui, dans quelques mois, deviendra Danielle Mitterrand.

Cette première rencontre nous est rapportée avec moult détails par plusieurs auteurs. Nous ne reprendrons que deux versions. D'abord, celle de Charles Moulin : « Ces tâches ne comblaient sans doute pas son activité puisqu'il va pouvoir encore les agrémenter d'une idylle. Un jour de mars 1944, il déjeune avec son ami et collaborateur, Patrice Pelat (le colonel

Patrice de la Résistance), venu avec Madeleine Gouze (la productrice Christine Gouze-Renal, madame Roger Hanin), résistante elle-même, qui lui montre au cours du repas une photographie de sa jeune sœur Danielle. La légende familiale veut qu'il ait été si troublé par ce visage, qu'il se serait écrié : « C'est elle que j'épouserai », en tous cas, il n'a de cesse que la grande sœur ne fasse venir sa cadette de Cluny, où elle réside, à Paris, à l'occasion des fêtes de Pâques et qu'ils ne se rencontrent pour un déjeuner « chez Beulemans », boulevard Saint-Germain.

» A la sortie, Danielle ne sait pas très bien où elle en est, mais lui, il est conquis et veut la revoir. Comme son ami de captivité et de résistance Bernard Finifier va se marier à Toulouse, il décide de l'emmener avec eux. Encore faut-il son assentiment et celui de ses parents. Il organise donc des déplacements, indispensables pour son action, de façon à passer par Cluny et à se retrouver en fin de parcours à Toulouse (1). »

Dans le « Danielle Mitterrand — portrait » de Michel Picard et Julie Montagnard, la version diffère, naturellement. Tout d'abord ce n'est pas au cours d'un déjeuner avec Patrice Pelat venu avec Christine Gouze, mais lors d'une « réunion chez elle (Christine) rue Campagne-Première. Elle allait s'avérer décisive dans la vie de François Mitterrand.



Tandis que la France se libère, Mitterrand se met un fil à la patte en convolant avec Mlle Danielle Gouze, le 28 octobre 1944.



Mitterrand, lors d'une cérémonie de la Libération : à 29 ans, il rêve déjà d'être ministre.

« Ils sont quatre ou cinq à se rendre chez Christine en ce jour de mars 1944... alors qu'il converse avec Christine, François Mitterrand s'approche d'un meuble Boule sur lequel se dresse la photographie d'une jeune fille.

— Qui est-ce ? demande Mitterrand.

— Ma sœur.

— Elle est ravissante, je l'épouse (2). »

François et Danielle convoleront, en effet, après divers contretemps, le 28 octobre.

A l'assaut d'un immeuble vide

Mais c'est aussi à cette époque que se situe le grand fait d'armes de François Mitterrand. A la tête d'un petit groupe, il prend d'assaut le Commissariat général aux prisonniers installé 3, rue Meyerbeer.

Que dit Jean Védrine en lieu et place de François Mitterrand dans le « Dossier prisonniers de guerre » ?

« Le 19 août 1944, François Mitterrand, qui a été, en mai, nommé secrétaire général provisoire, correspondant du ministre des Prisonniers, déportés, réfugiés (H. Frenay) en attendant son arrivée, prend ses fonctions avec un commando, arme au poing, en occupant l'immeuble, 3, rue Meyerbeer, à Paris, où siège le commissaire général aux PG (3). »

Une chose, cependant, ne laisse pas de nous étonner. Jean Védrine nous avait jusqu'à présent habitués à plus de détails, erronés certes, mais tout de même. Or là, à un événement aussi exceptionnel que la prise d'un ministère, arme au poing et à la tête d'une petite troupe, il ne consacre que cinq lignes.

Pourquoi cette discrétion ?

Claude Manceron, certes peu avare de longues confidences,

n'en parle même pas. Ce silence est vraiment extraordinaire. Nous nous trouvons en présence de l'unique exemple de François Mitterrand résistant une arme à la main et combattant de toute sa fougue et de toute son ardeur, les troupes allemandes. Et les chroniqueurs, qui nous avaient habitués à plus d'enthousiasme, n'en parlent que du bout des lèvres.

Nous avons voulu en savoir davantage.

Une fois de plus, c'est Charles Moulin qui, involontairement, vend la mèche.

« François Mitterrand et les dirigeants du MNP GD restés à Paris, sont pratiquement coupés de leurs équipes provinciales. Il leur reste à se préparer pour la libération de la capitale. On suit attentivement l'avance des armées de Leclerc et de Patton qui frappent les coups du destin : Saint-Lô, le 15 juillet ; Avranches, le 30 ; Rennes, le 5 août ; Le Mans, le 9 ; Alençon et Chartres, le 10 ; Orléans, le 15, comme l'armée de Lattre de Tassigny débarque en Provence ; Dreux, le 19... L'arrivée des alliés à Paris est donc imminente. Le 18, sont placardées des affiches de mobilisation générale signées du gouvernement provisoire de la République, des réunions de dirigeants se font à la préfecture de police, changée en camp retranché de la Résistance. François Mitterrand y participe activement.

« Le 19 août, sous les ordres du colonel Rol-Tanguy, l'insurrection commence. Les FFI doivent éviter les bâtiments fortifiés où se sont réfugiés les ennemis, mais les harceler, s'emparer de l'Hôtel de Ville, des mairies, des bâtiments publics, des dépôts.

« Le 20 août, tandis que Parodi et le consul Nordling négocient une trêve avec le responsable allemand, le général von Choltitz, trêve qui sera conclue et dénoncée aussitôt par les comités de Libération et les FFI, Paris commence à construire des barricades et François Mitterrand, avec un des commandos



Une affiche de Vichy, vantant l'action de l'Etat français en faveur des prisonniers de guerre. L'« activité du commissariat général » y figure en bonne place.

de Jean Munier, dit Rodin, s'empare, revolver au poing, de l'immeuble du Commissariat aux prisonniers, rue Meyerbeer, et s'y établit en responsable (1). »

Donc, selon Charles Moulin, c'est le 20 août que François Mitterrand s'empare du Commissariat, « revolver au poing ».

Cette date n'est pas sans importance. En effet, dans le livre de Pierre Bourget et Charles Lacretelle, « Sur les murs de Paris », on trouve la précision suivante :

« Mais, cette proclamation du général von Choltitz, ne sera pas portée à la connaissance de la population : le commandant de la Wehrmacht à Paris a admis, en effet, le dimanche 20 août, par l'intermédiaire du consul de Suède à Paris, Monsieur Raoul Nordling, le principe d'une trêve entre les Forces françaises de l'intérieur et ses troupes, au cours d'une négociation dramatique poursuivie avec Monsieur Parodi, représentant du général de Gaulle dans la capitale. Et, toute réflexion faite, il sursoit à l'ordre de faire imprimer sa proclamation.

« Dans l'après-midi du 20, on voit, collés sur des murs et sur des arbres, des avis ronéotypés annonçant une « suspension du feu ». Puis, des autos de la préfecture de police munies de haut-parleurs, montés par des FFI et des agents de police agitant des linges blancs et suivies d'automobiles dans lesquelles des soldats allemands ont pris place, parcourent les quartiers. Elles diffusent la nouvelle d'une « suspension de feu contre l'occupant jusqu'à l'évacuation totale de la ville ».

« Cette « suspension » vaut parfois aux Parisiens d'étonnants spectacles tel celui qu'offrent, non loin de la préfecture de police, des FFI porteurs de brassards et des Allemands en uniforme, discutant avec méfiance certes, de cette pause soudaine.

« ... Le lundi 21 août, la trêve est pratiquement rompue dans la capitale (4). »

On comprend mieux alors, le silence des historiens sur cette période. En effet, si Mitterrand a commis un fait d'armes, c'est d'abord sous la responsabilité de Jean Munier et de sa petite troupe et, de plus... cet événement s'est produit durant la trêve.

Une chose est pratiquement certaine. Les hommes de ce

commando n'ont pas eu grand mal à effectuer cet assaut au moment où « FFI et Allemands en uniforme discutaient de la pause ». En effet, au 3, rue Meyerbeer, ne siégeait que l'antenne du commissariat général aux Prisonniers. Le véritable ministère se trouvait à Vichy.

Passons...

Un protecteur mal récompensé

Voilà donc Mitterrand investi des fonctions de secrétaire général... Mais hélas, il n'est que secrétaire général PROVI-SOIRE. Dans « La nuit finira », Henry Frenay raconte cette période et le rôle de Mitterrand, pour ce qu'il en sait, et pour ce qu'on lui a rapporté.

« Ainsi que nous en avons décidés, par une ordonnance de mai dernier, chaque département ministériel, de la Libération à notre arrivée, a été pris en main par un secrétaire général nommé par le gouvernement depuis déjà quelques mois. J'avais demandé et obtenu, pour mes propres affaires, que la fonction soit remplie par François Mitterrand.

« Il a choisi de s'installer au siège parisien du commissariat général aux Prisonniers de guerre, 3, rue Meyerbeer, à l'ombre de l'Opéra. Lui et ses hommes (?), pendant l'insurrection de la capitale, s'en sont emparés de vive force, en ont chassé les occupants et, des fenêtres, faisaient le coup de feu (5). »

Une précision, toutefois. Frenay ne reviendra à Paris que le 1^{er} septembre. Entre-temps, les amis de Mitterrand auront eu le temps de récrire l'histoire. Cette anecdote des coups de feu n'étant rapportée que par Frenay... idem celle concernant les occupants qu'on aurait chassés. Mais Frenay poursuit :

« Mitterrand doit avoir environ vingt-six ans. De sa jeunesse il a su dominer la spontanéité et maîtriser les élans. Je suis heureux de le revoir, mais mon sentiment ne me semble pas partagé. Il avait espéré, me dit-on, que je serais appelé à devenir le ministre des Prisonniers, Déportés et Réfugiés. Si c'était là son espoir, il était évidemment déçu.

» Je souhaite cependant m'attacher ses services, car son intelligence est vive et l'on devine en lui un caractère d'une grande opiniâtreté. En outre, dans les milieux prisonniers, s'il est discuté, il dispose d'une équipe solide et d'une réelle influence.

» Je lui offre alors de rester auprès de moi en qualité de secrétaire général, donc à un poste de responsabilité essentielle... C'est le placer au plus haut niveau de la hiérarchie administrative. L'offre, me semble-t-il, est alléchante, presque inespérée pour un homme de son âge et de sa formation. Elle est cependant déclinée, car les ambitions de François Mitterrand sont ailleurs et plus grandes encore. En se servant des milieux prisonniers et de leurs associations comme tremplins, il visait à une carrière politique, brûlant de pouvoir y donner sa mesure (5). »

Certes, Mitterrand « va donner sa mesure ». Comme nous allons le voir dans le passage qui suit, il n'aura de cesse de faire partir Henry Frenay.

La gratitude n'est probablement pas la qualité dominante de François Mitterrand. Car s'il n'a pas été « épuré » à la Libération, c'est grâce à Henry Frenay qui l'a pris sous sa protection. Avec la caution d'Henry Frenay, ses activités pendant l'Occupation, ses fonctions officielles dans l'organisation de Vichy, sa Francisque même passaient au second plan.

Quel sera le remerciement de Mitterrand ?

Pour le savoir, donnons la parole, encore une fois à Frenay :

« Le 12 juin 1945, en présence de tous les membres du bureau politique du Parti, un grand meeting réunit, salle Pleyel à Paris, plusieurs milliers de militants, parmi lesquels de nombreux déportés communistes, Jacques Duclos en appelle à tous les prisonniers, à tous les déportés pour seconder les efforts de son parti ou, mieux encore, pour entrer dans ses rangs. André Marty reprend toutes les attaques contre mon

ministère, énumère les revendications non satisfaites et, sous les ovations de l'assistance, cloue au pilori « Henry Frenay, l'homme qui cache son nom ».

» Pourquoi veulent-ils que je sois le comte de Clermont-Tonnerre (*) ? Je n'en sais rien. Sans doute pour me faire passer pour un affreux « ci-devant », un aristocrate, ennemi du peuple. La campagne qui commençait sur ce thème fut si bien orchestrée que, deux ans plus tard, des gens me demandaient quel est mon vrai nom !

» Inévitablement la masse des captifs subit l'influence de cette campagne si magistralement menée. Vingt ou vingt-cinq mille prisonniers rapatriés, réclamant pêle-mêle des vêtements, l'épuration, leur pécule, défilent en juillet sous mes fenêtres, en scandant « Frenay, démission » et parfois « Frenay au poteau ! »

» Naturellement les communistes sont à leur tête, mais je suis quelque peu surpris et peiné d'y reconnaître François Mitterrand (5). »

On comprend la surprise de Frenay... et sa peine, bien que cela ne nous étonne pas. Quoi qu'il en soit, devant les attaques répétées dont Frenay est l'objet, particulièrement de la part des communistes qui n'hésitent pas à le diffamer en le comparant aux « maîtres de Berlin », de Gaulle se décide à intervenir personnellement.

Souvenons-nous qu'un jour, François Mitterrand étant l'objet d'attaques de parlementaires qui scandent : « La Francisque ! La Francisque ! » il leur avait répondu : « Je vous renvoie à la citation qu'a bien voulu faire à mon propos le général de Gaulle. »

En fait, de Gaulle, dans le tome II de ses Mémoires cite

(*) C'est effectivement la rumeur que le PC faisait courir sur Frenay !



Gare de l'Est, Henry Frenay (en haut à droite) accueille les prisonniers de retour d'Allemagne. Pendant ce temps, avenue Foch, Mitterrand conspue celui dont il a vainement convoité le portefeuille.



**Paris se libère.
C'est le moment
pour les héros de
la onzième heure
de s'emparer des
troupes
allemandes... au
faible esprit
combatif.**

Mitterrand parmi les « chargés de missions allant et venant entre Alger et la métropole ». Mitterrand n'étant venu qu'une seule fois à Alger, la confusion (qui pourrait n'être pas tout à fait involontaire), témoigne du peu d'importance de ce « résistant »...

Mais dans le tome III des Mémoires, de Gaulle expose la suite du récit de Frenay :

« A Paris même, des cortèges sont formés, parcourent les boulevards, défilent avenue Foch sous les fenêtres du ministère des Prisonniers aux cris de « Frenay ! au poteau ! ».

« ... (...) A mon bureau je convoque les dirigeants du Mouvement. « Ce qui se passe, leur dis-je, est intolérable. J'exige qu'il y soit mis un terme et c'est vous qui m'en répondrez ». « Ils s'agit, m'affirment-ils, d'une explosion de la colère justifiée des prisonniers. Nous-même ne pourrions l'empêcher. » Je leur déclare : « L'ordre public doit être maintenu. Ou bien vous êtes impuissants vis-à-vis de vos propres gens ; dans ce cas, il vous faut séance tenante, me l'écrire et annoncer votre démission. Ou bien vous êtes effectivement les chefs ; alors vous allez me donner l'engagement formel que toute agitation sera terminée aujourd'hui. Faute qu'avant que vous sortiez d'ici j'aie reçu de vous soit la lettre, soit la promesse, vous serez dans l'antichambre, mis en état d'arrestation. Je ne puis vous accorder que trois minutes pour choisir ». Ils vont conférer entre eux dans l'embrasement d'une fenêtre et reviennent aussitôt : « Nous avons compris. Entendu ! Nous pouvons vous garantir que les manifestations vont cesser. » Il en sera ainsi le jour même (6). »

Notons qu'à l'époque de la parution de ses Mémoires, le général de Gaulle n'avait pas éprouvé le besoin de donner plus de détails sur cette étrange affaire. Il avait volontairement le

nom des participants à cette réunion. Et pourtant, le chef de cette délégation, c'était... François Mitterrand.

Cette discrétion, voulue par de Gaulle, sera enfreinte par les hagiographes de Mitterrand, qui veulent à tout prix lui conférer une stature de héros fermement opposé au général de Gaulle. Encore une fois il s'agit d'expliquer que Mitterrand traitait d'égal à égal avec le général.

Et Jean Védrine écrit : « François Mitterrand, vice-président de la FNPG, participe à une importante manifestation des PG de la région parisienne pour protester notamment contre l'insuffisance de l'habillement alloué aux rapatriés. C'est la première manifestation de cette importance depuis la Libération et le gouvernement, le ministre et même le général de Gaulle en sont très irrités.

« Le 5 juin 1945 (flottement chronologique entre cette date et celle indiquée par Frenay), le général de Gaulle (...) du gouvernement provisoire accorde une audience à des représentants de la FNPG : il reçoit François Mitterrand, Jean Cornuau, Georges Thévenin. Il reproche violemment à la délégation ses prises à partie contre le ministre Frenay qui « ne le mérite pas » et il accuse les trois délégués de faire de la démagogie et de nuire ainsi au redressement du pays. Les trois délégués se contentent de préciser que ces articles ne sont pas violents, mais fermes et qu'ils ne font qu'exprimer ce que ressentent les rapatriés et qu'il est de l'intérêt bien compris de l'Etat et du gouvernement de le savoir et d'en tenir compte.

« Le récit de ces entretiens dans les Mémoires du général de Gaulle (tome III, le Salut) ne correspond pas au souvenir des autres personnes qui n'ont aucunement cédé aux injonctions du chef du gouvernement provisoire, ce que les faits ont démontré (3). »

Ce que les faits n'ont justement pas démontré. Car, à partir de cette date, le gouvernement provisoire n'aura plus à se plaindre des prisonniers de guerre, exception faite d'Henry Frenay, toujours poursuivi par la vindicte des communistes et de « l'Humanité » en particulier. Quant à Mitterrand, il disparaîtra de la Fédération nationale des prisonniers de guerre après en avoir été élu vice-président, six mois plus tard.

De Gaulle témoin à charge

Cette version de l'entretien « houleux » avec le général a été naturellement écrite après la mort du général de Gaulle, puisque la biographie de Védrine n'a été établie qu'en 1978.

C'est donc, impunément le croyait-il, que Védrine traite de Gaulle de menteur. Ce qu'il ne savait pas, c'est que de Gaulle avait une nouvelle fois relaté cette anecdote à Michel Droit qui la rapporte dans son livre « Les clartés du jour ».

Cette fois, le nom de Mitterrand y figure ainsi que son rôle exact.

C'est de Gaulle qui parle : « Ah, si Mitterrand n'était pas ce qu'il est et ne représentait pas ce qu'il représente ! Tenez, je vais vous confier une anecdote sur lui qui situe le personnage. En 1940, il a été fait prisonnier. Il ne fut pas le seul. Puis, il s'est évadé. Tous ne l'ont pas fait. Donc, jusque-là, très bien. Il est alors arrivé à Vichy où il s'est occupé des prisonniers. Normal. Il a même tellement donné satisfaction à ses employeurs qu'on lui a remis la Francisque. Et puis, il a fondé dans la clandestinité — vous voyez ce que je veux dire — le Mouvement national des prisonniers de guerre et déportés. De mieux en mieux. Alors, il est arrivé à Alger, en 1943. Je lui ai dit : « Puisque vous connaissez les questions de prisonniers, vous allez travailler avec Frenay. » Parfait. Il est même reparti, à un certain moment, en mission pour la France occupée, ce qui était courageux. Pourtant, un jour de juin 1945, alors que la plupart de nos prisonniers et de nos malheureux rescapés des camps de la mort étaient revenus, v'là-t-y pas que j'apprends que le dénommé Mitterrand, qui

avait occupé les fonctions officielles de secrétaire général aux prisonniers de guerre, déambulait tous les jours avenue Foch, sous les fenêtres du ministère de Frenay, à la tête d'un cortège de manifestants de tous poils en criant : « Frenay, au poteau, Frenay, au poteau. » Rien que cela ! Je fais ni une ni deux. Je convoque le dénommé Mitterrand rue Saint-Dominique où il arrive flanqué de deux acolytes, et je lui dis : « Qu'est-ce que c'est que cela ? Du tapage sur la voie publique en temps de guerre, alors que si les hostilités ont pris fin en Europe elles se poursuivent en Extrême-Orient, vous savez ce que ça vaut ? » Il me répond : « Mon général, je n'approuve pas ces hommes. Je vais seulement avec eux pour les empêcher de faire des bêtises. » Je lui dit : « Alors, si vous vous désolidarisez d'eux, vous allez me l'écrire. Voilà un bout de papier, un coin de table, une plume, allez-y ! » Il me fait : « Mon général, ça demande réflexion ! » Je lui réplique : « Tout à fait juste. Je vous donne trois minutes, si vous n'avez rien écrit et signé, vous sotirez de cette pièce et serez mis aussitôt en état d'arrestation ». Alors, il se lève, avec ses deux acolytes, se dirige vers l'embrasure d'une fenêtre, leur dit quelques mots et revient vers moi : « Mon général, nous avons compris, je signe ». Voilà ce que c'est le dénommé Mitterrand (7). »

Frenay confirmera l'anecdote point par point dans une lettre publiée par « le Figaro-Magazine » et le gendre de De Gaulle, de Boissieu, celui-là même qui préféra démissionner de son poste de grand chancelier de la Légion d'honneur plutôt que d'avoir à remettre le grand cordon au résistant Mitterrand, confirma dans ses Mémoires : « Je suis passé dans le bureau (du général) quand Mitterrand faisait sa page d'écriture. »

(1) Charles Moulin, « Mitterrand intime », Albin Michel.

(2) Michel Picard et Julie Montagnard, « Danielle Mitterrand — portrait », Ramsay.

(3) Jean Védrine, « Dossier prisonniers de guerre ».

(4) Pierre Bourget et Charles Lacretelle, « Sur les murs de Paris », Hachette.

(5) Henry Frenay, « La nuit finira », Robert Laffont.

(6) Charles de Gaulle, « Mémoires de guerre », Plon.

(7) Michel Droit, « Les clartés du jour », Gallimard.



De Gaulle et Frenay rendent hommage aux prisonniers et déportés disparus en Allemagne. Le chef du gouvernement provisoire devra intervenir pour mettre fin aux intrigues de Mitterrand.

Ses porteurs de valises

J.-P.F., LE MYSTÉRIEUX FINANCIER SUISSE

LE 22 mai 1981, soit douze jours seulement après les élections présidentielles qu'il venait de remporter, François Mitterrand décidait de rendre publiques « les informations que les Français sont en droit d'attendre de celui qu'ils ont choisi pour assurer la plus haute charge de l'Etat ». Entendez par-là : sa santé et le montant de sa fortune.

On sait aujourd'hui ce qu'il faut penser de ces déclarations officielles : un habile mélange de confusions, d'omissions, de mensonges et de vérités partielles. Les lecteurs du « Crapouillot » (1) ont déjà pu lire comment le chef de l'Etat a fait preuve d'une habileté qui ne surprendra personne pour cacher l'état réel de ses biens.

Les Français d'ailleurs ne s'y trompèrent pas et, presque immédiatement après la publication de sa déclaration de fortune, les journaux furent assaillis de dénonciations anonymes ou non.

C'est ainsi que des informations lui attribuèrent la jouissance d'une ferme-château dans la commune de Cencenac-Puy-de-Fourches, dans le canton de Brantôme (près de Périgueux) ; un château du XVII^e siècle proche d'Aigue-Perse (63) ; un hôtel et une entreprise de transport à Périgueux ; une truffière à Suze-la-Rousse, dans le Vaucluse ; un hectare de chênes truffiers à Montségur-sur-Lauzon ; une abbaye à Saint-Rémy-en-Rollat (Allier), etc.

Il fut impossible de confirmer l'une ou l'autre de ces rumeurs. Non pas parce que l'information était toujours fantaisiste, mais le plus souvent, l'enquête butait sur une société civile immobilière dont on sait que la législation en vigueur ne permet pas de connaître les actionnaires lorsque ces sociétés ont été constituées avant 1978.

Début 1983, un autre bruit en provenance de Suisse, celui-là, circule dans les rédactions.

« Mitterrand serait propriétaire d'un immeuble à Genève. Cet immeuble situé au cœur de la vieille ville, 9, place de Bourg-de-Four, s'appelle « La Cour du Cygne ». »

Le registre du commerce de Genève révèle que l'immeuble est la propriété d'une société immobilière (encore !) « rue des Chaudronniers et de la Cour du Cygne ». Le président-administrateur de cette société depuis le 27 décembre 1978 est un certain CENSURÉ F. Une enquête dans les milieux bancaires permet d'apprendre que J.-P.F. est devenu le véritable propriétaire de l'immeuble en mai 1974. La transaction s'est faite pour un montant de neuf millions de francs suisses (36 millions de francs français environ).

Or, la personnalité de J.-P.F. avait déjà été évoquée en avril-mai 1974.

Au moment de la campagne présidentielle qui opposait Mitterrand à Giscard, une note signée d'un « Groupement d'action républicaine » arriva sur le bureau de certains parlementaires et journalistes.

Que disait-elle ?

(1) « Le Crapouillot », octobre-novembre 1982, « L'argent à gauche ».

« François Mitterrand, candidat à la présidence de la République, a détourné environ cent trente millions d'anciens francs peu après la mort de Georges Pompidou. »

Cette somme, affirmait la note du mystérieux GAR, a été transférée en Suisse par l'intermédiaire d'un certain CENSURÉ F. qui serait à la tête d'une société immatriculée à Vaduz (Liechtenstein), spécialisée dans les transferts illicites de capitaux : la Transshipping Trust S.A. La note indique encore : F. (de son vrai nom Felberbehr) est, par ailleurs, administrateur important de la Banque Romande (dont les actifs sont estimés à vingt-cinq millions de francs français) et président de la société filiale suisse de l'AGEFI (Agence économique et financière de Paris).

Un avocat dans les « affaires »

Qui était ce mystérieux Groupement d'action républicaine ?

On ne retrouve la trace de ce sigle dans aucun répertoire officiel. Il s'agit vraisemblablement d'un tract élaboré à partir de documents de police par une officine de propagande proche de la coalition politique soutenant la candidature de Giscard. De tels procédés ne sont pas rares.

Il était donc tentant de n'accorder aucun crédit à ces accusations. Tentant et facile.

Mais un nom, celui de J.-P.F., retenait cependant l'attention des journalistes enquêtant sur l'état réel de la fortune de Mitterrand et qui imaginèrent immédiatement que ce personnage pouvait être l'homme d'affaires du candidat socialiste pour les opérations financières de celui-ci en Suisse. Ils recherchèrent minutieusement toutes les informations sur cet homme. Elles sont assez contradictoires.

Certains Genevois affirment que CENSURÉ F., banquier bien connu à Genève, a animé la campagne de Mitterrand en 1974, d'autres, au contraire, pensent qu'il ne fait pas de politique.

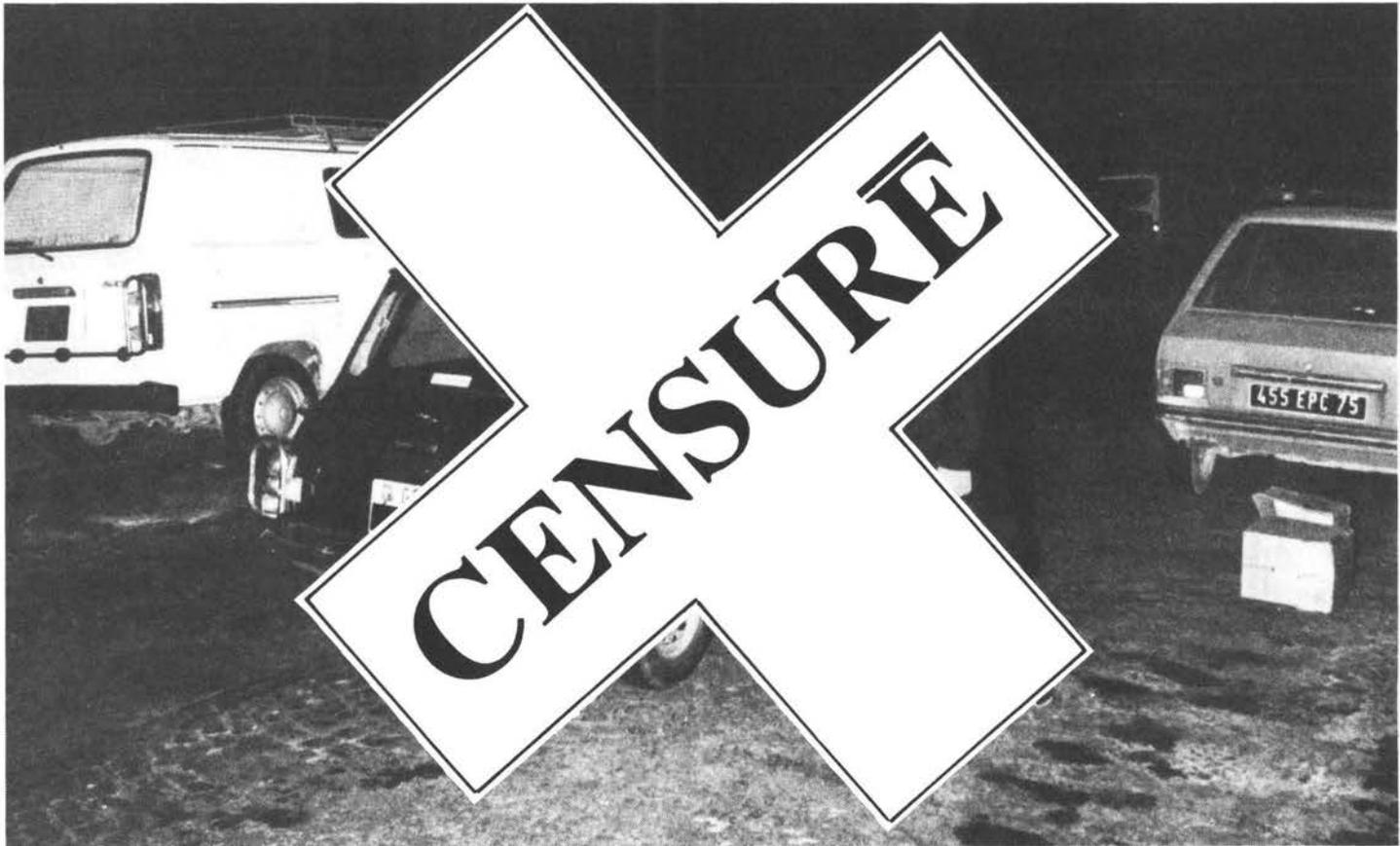
Il est vrai que ce milliardaire, de nationalité française, CENSURÉ qui se dit proche parente du défunt shah d'Iran, consul de Panama à Genève de 1973 à 1977, n'a guère le profil d'un homme de gauche.

On le voit fréquenter les palaces de Gstaad, et les réceptions qu'il donne dans sa villa décorée d'œuvres d'art, à CENSURÉ, la banlieue chic de Genève, sont prisées des hautes personnalités de tous bords.

En se penchant sur son passé, on découvre que c'est à la force du poignet que CENSURÉ F. a bâti sa fortune. Son ascension mérite d'être contée.

Né le CENSURÉ à CENSURÉ, il s'appelle alors CENSURÉ (et non Felberbehr comme l'écrit la note du GAR).

En 1938, fuyant l'Autriche occupée par les nazis, la famille CENSURÉ, se réfugie en Suisse où le père meurt peu après son arrivée. La mère, expulsée, arrive en



J.-P.F. existe, un photographe l'a rencontré. Mais cet homme d'affaires très singulier souhaitant conserver l'anonymat, nous avons dissimulé son visage et remplacé son nom dans notre enquête par ses initiales.

France le 24 juillet 1939 en compagnie de son fils CENSURÉ alors âgé de dix-sept ans.

Tous deux se fixent à Paris, puis, après un bref séjour à Limoges, en septembre 1939, Mme CENSURÉ regagne l'Autriche tandis que son fils se rend à Lyon où il établit sa résidence jusqu'à la fin des hostilités.

Il fréquente CENSURÉ où il se lie d'amitié avec un étudiant en droit, CENSURÉ. Ce dernier, la Libération venue, effectue un stage de journaliste à l'AGEFI.

Curieusement, la note du GAR affirmait que J.-P.F. avait des liens avec cette agence de presse spécialisée dans les informations financières ; une coïncidence, sans doute ! Quoi qu'il en soit, Roland Dumas s'inscrit, en 1950, au barreau de Paris. Dans l'affaire des « fuites » qui vise Mitterrand et Mendès France, il assure la défense de Jean Mons, secrétaire général de la Défense nationale et principal accusé. Il sera encore aux côtés de François Mitterrand dans l'affaire de l'Observatoire. Il s'engage pour la défense des membres du « réseau Jeanson », poursuivi pour aide au FLN algérien.

Depuis le 10-Mai, ses liens avec le chef de l'Etat se sont encore renforcés : c'est M^r Dumas que l'on voit au premier rang des fidèles lors de la cérémonie au Panthéon. Dumas est aujourd'hui ministre des Affaires européennes après avoir effectué des missions confidentielles en Afrique pour le compte de Mitterrand.

Mais revenons à la période qui nous intéresse : CENSURÉ CENSURÉ. Ils entrent en relations avec l'abbé Sage, professeur à la faculté catholique de Lyon et membre d'une organisation de CENSURÉ. Voici ce que l'abbé Sage déclare :

« J'ai très bien connu Roland Dumas, vous savez, celui qui

est député et ami de Mitterrand ! En fait, j'avais rencontré son père pendant la guerre de 1940. Il était officier dans le même état-major d'aviation que moi, et nous nous sommes rencontrés au chevet d'un malade. J'avais été très touché par sa grande mansuétude : il n'était pas habituel qu'un officier prît soin d'un simple soldat. C'est là que notre amitié a vu le jour.

» Plus tard, durant l'Occupation, il m'a appris que son fils avait l'intention de faire des études de droit à la faculté catholique de Lyon et m'a demandé de prendre plus ou moins soin de lui. Je l'ai fait tout naturellement, car c'était un ami et le petit Roland était vraiment charmant. C'est ainsi qu'à plusieurs occasions (deux ou trois au moins), il m'a présenté son CENSURÉ F. Maintenant, je crois que ce dernier s'est installé à Genève. »

Ainsi prend fin le témoignage de l'abbé Sage qui établit l'ancienneté des relations entre CENSURÉ CENSURÉ. Comment l'émigré autrichien était-il devenu J.-P.F. ? L'histoire est assez compliquée.

Des vérifications impossibles

Il semble que,

CENSURÉ

L'ennui, c'est que les archives des services municipaux de Torigni-sur-Vire ont été détruites par les bombes allemandes. Aucune vérification n'est possible.

CENSURÉ

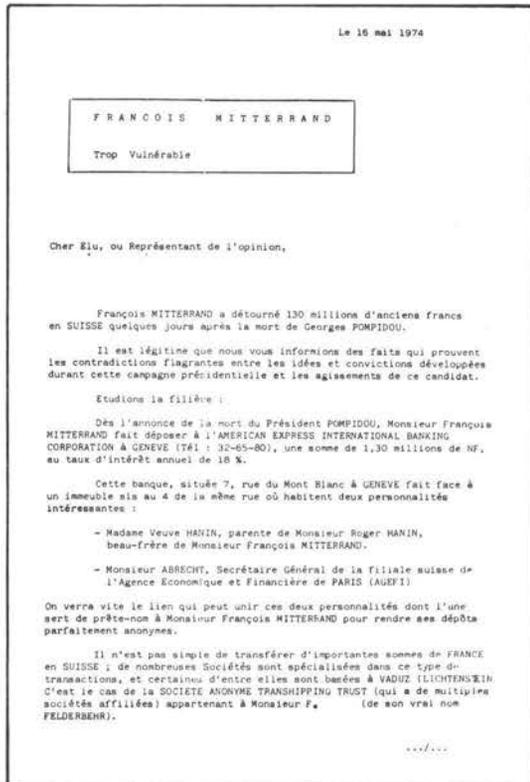
CENSURÉ qui lui permet de se rendre en Grande-Bretagne pour y diffuser le « Mémorial de l'oppression ».

CENSURÉ

Fin 1945, il quitte la France pour la Suisse où il se fixe, à Genève, et obtient une autorisation de séjour. En mai 1946, il entre comme directeur dans une société de transports qui fait également office d'agence de voyages et d'immigration, la société Lecoultre SA.

CENSURÉ

Il s'est acquis à Genève, dans le monde des affaires, une belle notoriété lorsque, en 1954, la police suisse retrouve la trace de son séjour initial dans ce pays, ce qui révèle



A côté d'informations des plus fantaisistes, la note du Groupement d'action républicain cite pour la première fois le nom de J.-P.F.

CENSURÉ

CENSURÉ

F. a tout sauvé, sauf sa Aussi, tout en développant ses activités dans les affaires genevoises (c'est à cette époque qu'il entre à la Banque Romande dont il va prendre peu à peu le contrôle), il songe à devenir légalement

Sur requête du personnage central de cet article, le tribunal des référés a ordonné que soient supprimées les mentions relatives à : « ...sa date et son lieu de naissance, le nom sous lequel il serait né, la date de son mariage, son passé d'étudiant, de résistant, ses amitiés avec des tiers nommément désignés, son domicile personnel et sa résidence en Suisse, les procédures concernant son état-civil. Son origine israélite... » Conformément à cette décision de justice, « Le Cra-pouillot » a été censuré.

Mais il y a plus grave : le 29 juillet 1958, deux ressortissants helvétiques s'étaient présentés au ministère de l'Intérieur à Paris et avaient demandé à faire des « révélations » sur le nommé CENSURÉ F. à qui venait d'être accordée CENSURÉ CENSURÉ. Tous deux portent contre lui de graves accusations : trafic de textiles pendant la guerre, démêlés avec la police de Tanger, affaire de contrebande d'armes contre la France, interdiction de séjour en Grande-Bretagne, etc.

En 1959, une note des autorités de police canadiennes informe le ministère de l'Intérieur que son attention a été attirée sur CENSURÉ, soupçonné de falsifications d'identité et de trafic de stupéfiants.

Règlements de comptes en Suisse

Les démêlés de CENSURÉ F. avec la police française ne sont pas les fruits du hasard. En Suisse, il est victime d'une vengeance. Une lutte au couteau l'oppose à deux autres dirigeants de la Banque Romande. Ses détracteurs ont été envoyés par J.L. Comtesse et A. Zelinowsky, respectivement délégué de la Banque Romande et président du Nouveau Fonds Immobilier (filiale de la Banque Romande). Tous deux sont inculpés à Genève d'escroquerie, d'abus de confiance et d'usage de faux. Ils ont imprudemment investi au Canada des sommes importantes. Des fonds ont été encaissés et une plainte a été déposée par le conseil d'administration de la Banque romande.

A Paris, CENSURÉ F. contre-attaque en déposant contre ses accusateurs une plainte entre les mains du juge Zoussman, juge d'instruction au tribunal de grande instance de la Seine. En vue d'établir la vérité dans cette affaire, le magistrat délivre une commission rogatoire internationale afin de poursuivre l'enquête en Suisse.

CENSURÉ F., qui a élu domicile en l'étude de M^e Dumay-Desfossés, avoué à Paris, est alors défendu par... M^e Georges

Dayan et François Mitterrand ! On peut supposer que son Roland Dumas, témoin de son CENSURÉ CENSURÉ, ne peut lui servir d'avocat. C'est probablement sur ses conseils que J.-P.F. a choisi Mitterrand.

CENSURÉ

Un bien étrange administrateur

Depuis son départ de la Banque Romande, CENSURÉ F. a de multiples activités. Il préside, on l'a vu, le conseil d'administration de la S.I. Rue des Chaudronniers et de la Cour du Cygne, à Genève, ainsi que celui de la société Immospan, dont le siège, 43, rue du Rhône à Genève est également l'adresse du consulat du Panama.

Autre société intéressante dans laquelle J.-P.F. a des intérêts : le Crédit immobilier pour l'étranger, dont il fut administrateur de 1970 à 1981. Immatriculée en Suisse en 1928, sous la dénomination de « Crédit Suisse Egyptien », elle est habilitée à effectuer toutes opérations financières et immobilières tant en Suisse qu'à l'étranger. Le C.I.P.E. possède deux filiales en France :

— A Versailles, une société de type Sicomi appelée Selicomi (Société européenne de location d'immeubles commerciaux et industriels). Son activité, aux termes de la loi, consiste à acquérir ou à faire construire des immeubles professionnels non équipés à usage industriel ou commercial. Ces immeubles sont ensuite loués dans le cadre d'un contrat de crédit-bail, c'est-à-dire une opération de location avec option d'achat. Les bilans de cette société au capital de 25 millions de francs lourds font apparaître un bénéfice avant impôt de :

- 3 976 000 pour l'exercice 77/78 ;
- 4 496 000 pour 78/79 ;
- 5 240 000 pour 79/80 ;
- 5 318 000 pour 80/81.

En 1981, la société est contrôlée par un nouveau groupe majoritaire. J.-P.F. démissionne de ses fonctions d'administrateur de la Selicomi à l'issue de l'assemblée générale du 15 décembre 1980.

— A Paris, une société civile immobilière : Unicofin, établie sous seing privé en 1965. En 1970, la société est transformée en SA. Parmi les actionnaires, on trouve une société suisse, Validor, sur laquelle nous allons revenir, et un avocat genevois, Henri-Paul Brechbul. On retrouve cet avocat, ancien administrateur de la Banque Romande, dans toutes les sociétés où CENSURÉ F. possède des intérêts.

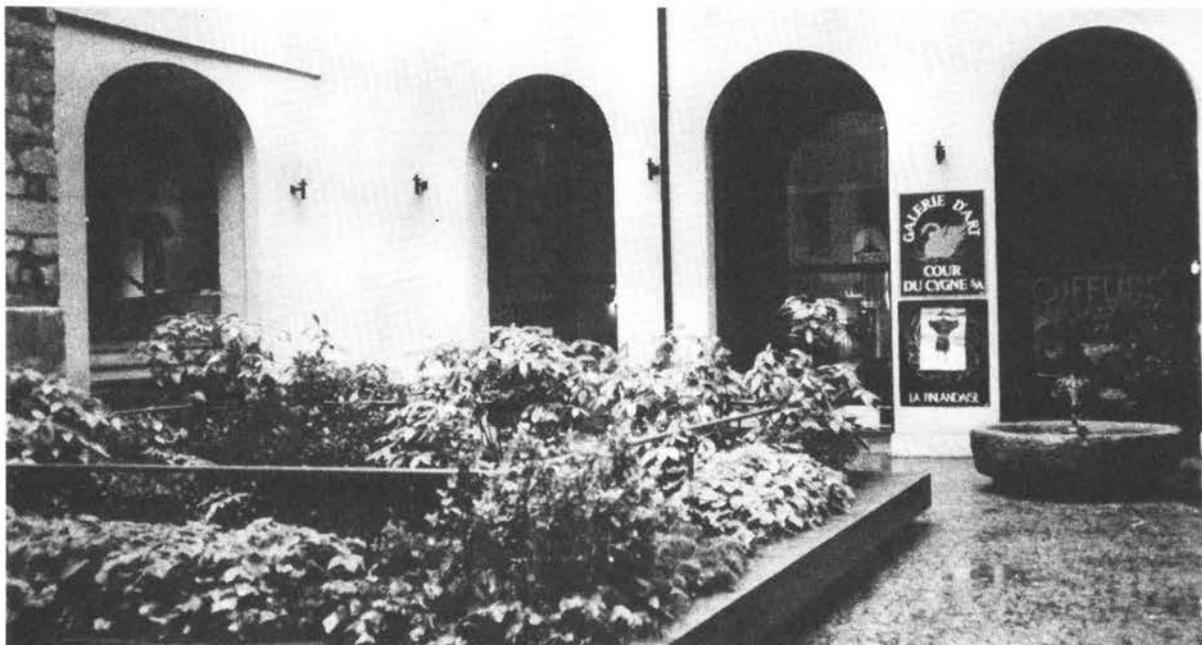
Parmi les membres du conseil d'administration de la Selicomi



François Mitterrand en 1967, en compagnie de son confrère et ami, l'avocat Roland Dumas. C'est sans doute par son intermédiaire que J.-P.F. —

CENSURÉ

— entra en contact avec le leader socialiste.



L'immeuble de la « Cour du Cygne ». Tout le monde à Genève murmure qu'il appartient à François Mitterrand. Seule certitude, J.-P.F. est le président de la société qui en est propriétaire.

et d'Unicofin SA figure un homme dont la notoriété dépasse le monde des affaires, Georges Soulès, plus connu sous le nom de plume de Raymond Abellio (voir notre chapitre « Mitterrand sous la cagoule »).

Les procès-verbaux des assemblées générales de la société Unicofin sont intéressants.

Le 15 juin 1981, c'est-à-dire un mois après l'élection de Mitterrand, les actions de la Selicomi que détenait Unicofin ont été vendues pour une somme de 15 981 085 F (1 milliard et demi de centimes). Ce solde est imputé au résultat antérieur.

Le 30 juin 1982, la société est mise en liquidation.

A Fribourg, deux sociétés anonymes, Validor et Paridor, ont les mêmes administrateurs, J.-P.F., Henri-Paul Brechbul, Michel Torche; Mme CENSURÉ (épouse de J.-P.F.) est fondée de pouvoir. Les deux sociétés ont chacune une hypothèque de 4,5 millions de francs suisses (18 millions de francs français) sur l'immeuble de la Cour du Cygne à Genève. En fait, ce sont elles qui en sont les véritables propriétaires. J.-P.F. a donc pris une hypothèque sur un bien lui appartenant. Cette pratique est totalement interdite en France, aux USA et en Allemagne mais apparemment pas en Suisse.

La piste du prétendu immeuble suisse de Mitterrand s'interrompt là. Impossible de remonter au-delà des administrateurs. La loi suisse protège totalement l'anonymat des actionnaires.

La porteuse de valises

On va pourtant retrouver J.-P.F. Quelques mois plus tard, en novembre 1983, une étrange mais insistante rumeur commence à circuler dans les rédactions, rumeur exceptionnellement vivace puisqu'elle est accompagnée d'une photo. A en croire les initiés, Danielle Mitterrand rendrait visite de temps en temps à un mystérieux personnage vivant à Paris.

De fait, certains journalistes prétendent avoir vu un cliché, assez flou au demeurant, sur lequel une personne qui ressemble fort à la présidente et qui semble porter deux attaché-cases, est photographiée en compagnie de deux hommes qui l'encadrent. Cette photo est accompagnée d'une légende sibylline : « Visite de la présidente le 30 septembre 1983 au numéro ... de la rue CENSURÉ, à Paris. Cherchez et vous trouverez. »

Immédiatement, comme bien l'on pense, les limiers de la presse se mettent en chasse. En allant, pour commencer, au plus simple : ils ouvrent un annuaire des rues de Paris et vérifient la liste des habitants du ..., rue CENSURÉ. Travail facile, il n'y en a qu'un. Son nom... J.-P.F.

L'annuaire, qui indique trois lignes téléphoniques, une pour le domicile, une pour les dépendances et une pour le bureau ne mentionne qu'un abonné... CENSURÉ F. Oui, la seconde piste aboutit au même troublant personnage que la première piste. Encore une coïncidence ! Une visite au cadastre confirme que J.-P.F. est propriétaire d'un hôtel particulier, CENSURÉ. Trois niveaux de 211 m².

Le 23 novembre 1983, J.-P.F. est photographié dans la rue, à la sortie de son domicile. C'est alors que se produit un événement sans précédent dans les annales judiciaires : le 6 décembre 1983, le directeur de « Minute » et un photographe sont assignés en référé d'heure à heure (c'est une procédure d'urgence) à comparaître devant le président du tribunal de grande instance de Paris. But du référé : remettre la ou les photographies qui ont pu être prises de CENSURÉ F. ainsi que tout document de nature à porter atteinte à l'intimité de sa vie privée.

Les juges comme les journalistes sont habitués à voir des plaignants demander la saisie d'un journal qui les met à mal. Il est même arrivé que des personnalités interdisent, par voie de justice et à titre préventif, toute publication relative à leur vie privée dans tel journal.

Mais c'est la première fois qu'un quidam demande à la justice de faire saisir, avant toute publication, une supposée documentation ou des prétendus dossiers d'enquête dont il ne peut qu'imaginer que le journal poursuivi les détient.

Au procureur qui s'étonnera de cette procédure et qui soulignera même ce qu'elle a de paradoxal puisqu'elle risque d'exciter encore la curiosité du journal et de le conforter dans son désir d'investigation, J.-P.F. rétorque : « Je sais parfaitement ce que je risque mais je ne veux à aucun prix que ma photo soit publiée. »

Le tribunal ne le suivra pas dans ses prétentions et le débouterà en dépit de l'argumentation compliquée de son avocat, M^e Charrière-Bournazel, ami et collaborateur de... Roland Dumas.

Mais le procureur ne s'y était pas trompé. Cette procédure révolutionnaire aiguise la curiosité des reporters auxquels, paradoxe comique, le texte même de l'assignation expédiée par J.-P.F. apporte des éléments d'information dans ses attendus. Notamment :

« Or, attendu que Monsieur CENSURÉ F. a tout lieu de penser, compte tenu des multiples menaces, chantages, campagnes de calomnie diverses, dont il a, dans le passé, fait l'objet, et qui ont donné lieu en France aussi bien qu'en Suisse à des procédures aux termes desquelles ses détracteurs se sont trouvés confondus, que le journal « Minute » envisage non seulement d'utiliser sa photographie, mais, éventuellement, des documents qu'il pourrait avoir en sa possession semblables à ceux qui ont, dans le passé, été jugés comme constituant des faux grossiers ou comme constituant d'autres délits ;

» Attendu qu'il rappelle autant que de besoin qu'il a un casier judiciaire vierge ; que s'il a autrefois été banquier, il a mis fin à ses activités voici plus de dix ans et qu'ainsi toute allégation selon laquelle, dans un passé plus récent, il aurait eu des activités de banque serait totalement fautive ;

» Attendu que, par ailleurs, le doute qui pourrait être insinué quant à la régularité ou à la légalité de son statut personnel, en Suisse comme en France, serait totalement infondé ; (...)

» Attendu que Monsieur CENSURÉ F. ne vient d'évoquer les points ci-dessus que parce que ce sont précisément ceux qui ont fait l'objet dans le passé des campagnes de calomnies, de menaces et de chantages dont il a eu à souffrir... »

Plusieurs documents sont joints à l'assignation, notamment une lettre anonyme reçue par CENSURÉ F. en octobre 1979. Un mystérieux correspondant réclame à l'ancien banquier une somme de trois millions de nouveaux francs en échange de documents le concernant. Le mystérieux correspondant ajoute :

« Si vous jugez bon de ne pas donner suite, que l'affaire est enterrée comme l'homme dont vous avez pris l'identité, alors tant pis... »

» Chaque grand journal européen recevra un exemplaire de ces documents.

» Comptant sur votre compréhension, veuillez agréer nos salutations.

» P.S. Maintenant, si vous voulez récupérer ces documents, passez une annonce dans « Le Figaro » trois jours de suite, du 29 au 31 octobre, dans la rubrique « Perdu et trouvé » le texte ci-dessous :

— Monsieur suisse de Genève a trouvé Setter anglais. Tél. : 36-57-14.

» Votre ancien numéro de 67. Après parution, nous vous contacterons de nouveau. »

Une maison de retraite du PS ?

Dans la rubrique « Perdu et trouvé » du « Figaro » du 29 au 31 octobre 1979, aucune annonce n'est parue. Quant au 36-57-14, c'est le numéro de téléphone du golf de Genève. En 1967, c'était déjà le même numéro. Alors, qui en voulait à CENSURÉ F. ? En tout cas, autant qu'on le sache, l'homme n'a pas mis ses menaces à exécution.

Dans l'après-midi du 7 décembre 1983, c'est-à-dire le jour même de l'audience de référé dont il vient d'être parlé, Monsieur J.-P. F. faisait l'objet d'une nouvelle tentative de prise de photographies à l'intérieur du café « Le Bourbon », place du Palais-Bourbon. Cette fois, il ne s'agissait pas d'une équipe de « Minute » mais de reporters d'un confrère, travaillant de son côté sur le même surprenant dossier.

Ainsi prend fin la deuxième piste J.-P.F.

La troisième s'ouvrira moins d'un mois plus tard.

De nouveau, c'est un document anonyme qui met en chasse les limiers des journaux :

« François Mitterrand est en train de réaliser une opération immobilière aussi considérable que curieuse. Il s'agit de l'acquisition, pour une somme de trois millions de francs, de deux appartements situés au 2^e étage de l'immeuble sis 7 bis, rue des Saints-Pères, à Paris 6^e. Le premier appartement (lot n° 14 du règlement de copropriété), d'une surface de 170 mètres carrés, bénéficie d'une très belle vue sur le jardin des Beaux-Arts. Il est occupé par M. Claude Lebel qui en gardera l'usufruit jusqu'à son décès (il est âgé de quatre-vingt-trois ans). Le second appartement (lot n° 13 du règlement de copropriété) résulte d'une division antérieure du premier. D'une surface de 65 mètres carrés, il est actuellement loué à M. Pierre Rey qui a reçu son congé.

Pour avoir sans être vu

UN exemple de propriété dissimulée derrière le paravent d'une SCI est donné par la maison de Gordes.

Interrogé par le « Nouvel Observateur » en 1976, Mitterrand déclare qu'en 1968 il avait fait l'acquisition d'un terrain et d'une maison de trois pièces à Gordes (Vaucluse) au lieu-dit « Les Rapières ».

Il explique ensuite que pour acheter l'ensemble de la rue de Bièvre en 1973, il a dû vendre son bien.

Qui est l'acquéreur ? Une société civile immobilière intitulée : SCI des Lourdanauds.

Or, s'il est impossible de savoir qui se dissimule derrière cette société écran, on dispose tout de même de quelques renseignements.

— La SCI des Lourdanauds est domiciliée à Trevesse, à Lusigny (Allier). Adresse qui est celle de François de Grossouvre, ami personnel de Mitterrand et chargé de mission à l'Elysée.

— La gérante de la SCI des Lourdanauds se nomme Anne Pinget. Cette dernière, fille d'un industriel de Clermont-Ferrand, nièce du président de la Chambre de commerce de cette ville, appartient à une famille amie de Mitterrand depuis l'époque où celui-ci était propriétaire d'une villa à Hossegor. Elle est aussi la sœur de François Pinget, conseiller technique auprès du ministre de l'Urbanisme.

— Par ailleurs, à Gordes, la personne chargée de l'entretien de la propriété, n'est autre que Laurence Soudet, veuve de l'ancien chef de cabinet du chef de l'Etat, lorsque celui-ci était ministre de l'Intérieur.

Laurence Soudet est actuellement chargée de mission à l'Elysée.

Finalement, pas si anonyme que cela, cette SCI des Lourdanauds.

» On se demande d'où François Mitterrand peut bien sortir la somme considérable nécessaire à la réalisation de cette opération. A moins que... Les deux appartements appartiennent en effet officiellement à une société suisse : la société Saints-Pères S.A., domiciliée 3, place du Molard à Genève (chez M^r Cottier)...

» L'immeuble du 7 bis, rue des Saints-Pères est sans doute destiné à devenir la maison de retraite des miséreux du parti socialiste : Edmonde Charles-Roux est propriétaire d'un appartement au rez-de-chaussée au même immeuble !

» On attend avec intérêt le démenti de l'Elysée sur toute cette curieuse affaire... »

M. Claude Lebel confirme que la vente a bien eu lieu il y a un an environ. Mais il refuse d'en dire plus.

On le comprend.

Reste à consulter le registre du commerce de Genève pour savoir qui est derrière cette société Saints-Pères S.A.

Malheureusement, en Suisse, il est impossible de connaître le nom des actionnaires d'une société. Seuls ceux des administrateurs apparaissent sur les registres. Dans le cas de la Saints-Pères S.A., c'est M^e Jacques Cottier, avocat domicilié 3, place du Molard à Genève qui en est l'administrateur depuis 1978. Pour une fois, J.-P.F. ne semble pas impliqué...

Eh bien, si ! M^e Cottier appartient au même cabinet d'avocats que H.-P. Brechbul, l'avocat que l'on retrouve dans toutes les sociétés où J.-P.F. possède des intérêts. Dans ce même cabinet,

un autre avocat est proche de J.-P.F. : M^e Lachenal, c'est un ancien administrateur de la Banque Romande et du Crédit immobilier pour l'étranger.

Coïncidence encore ?

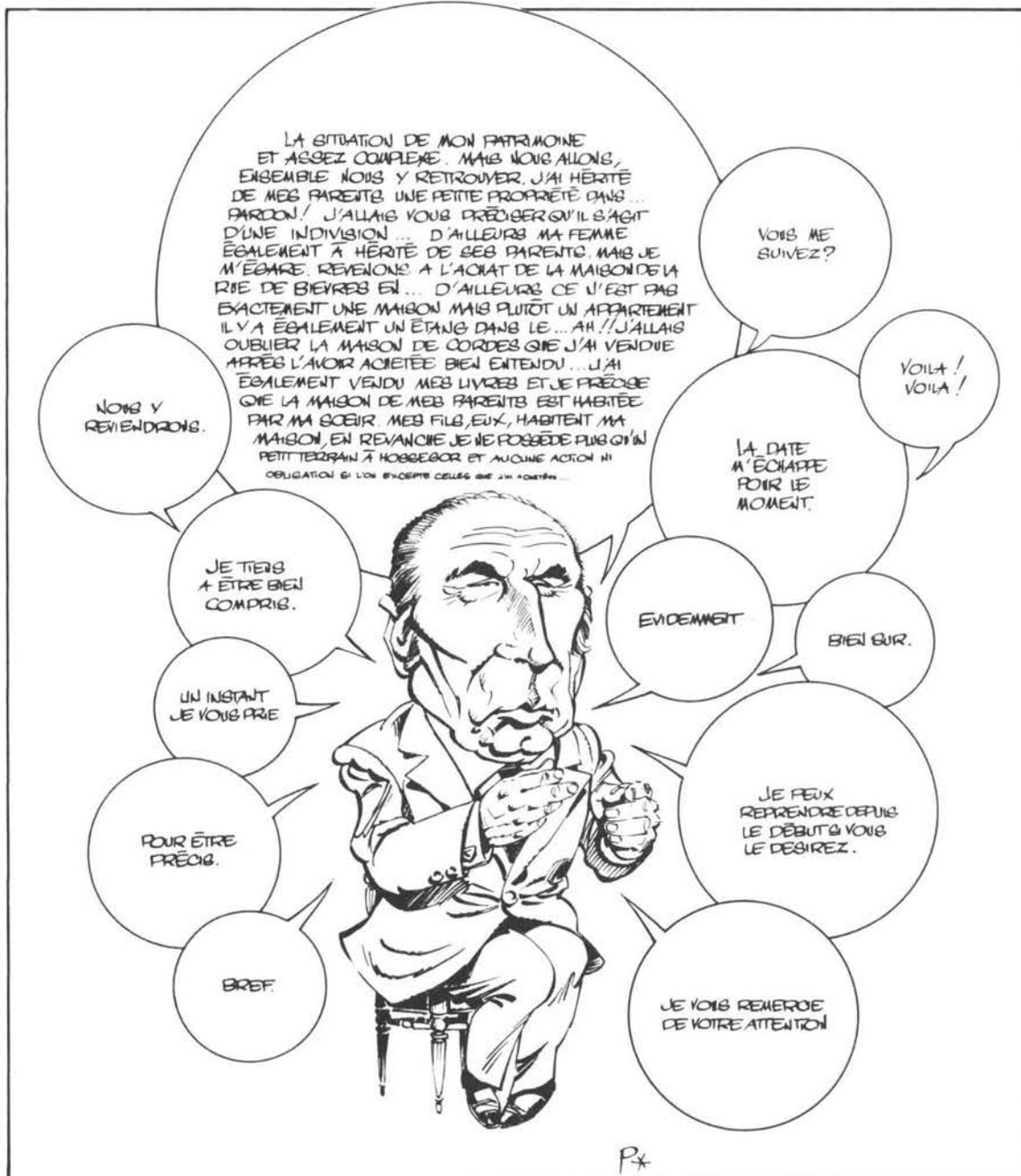
Alors il faut tenir pour coïncidence également le fait que, dans ce même hôtel particulier du 7 bis, rue des Saints-Pères, Edmonde Charles-Roux, épouse du ministre de l'Intérieur, possède plusieurs centaines de mètres carrés et que son appartement vient d'être cambriolé malgré la surveillance constante et sévère dont il fait l'objet.

Coïncidence toujours, le fait qu'un industriel qui, en 1979, avait, dans un gros procès d'affaires international, confié ses intérêts à Roland Dumas, se vit invité à verser les honoraires à un avocat genevois installé place du Molard. Cet avocat s'appelait Henri-Paul Brechbul.

Décidément, cette affaire n'est qu'un nœud de coïncidences.

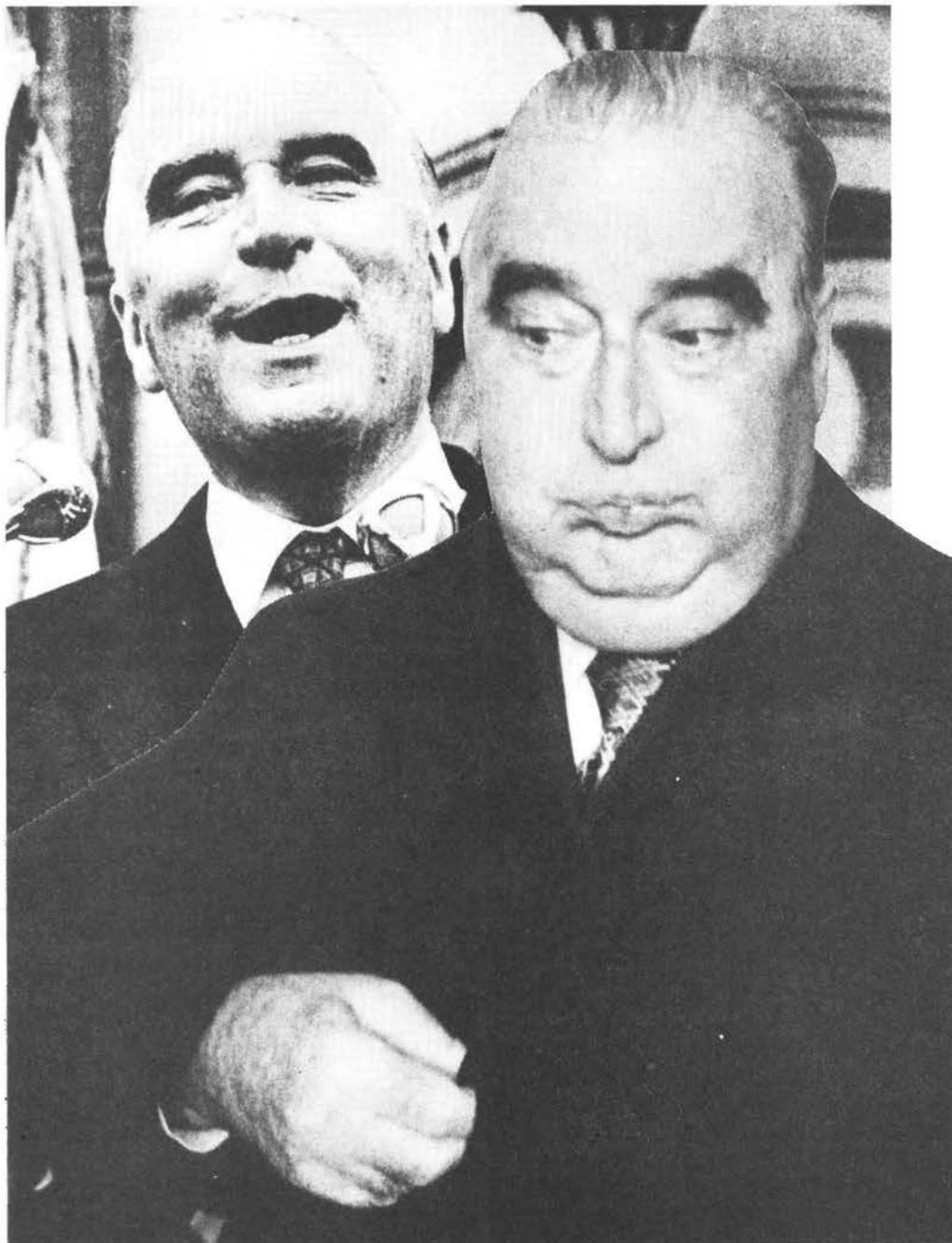
Et s'il s'agit de cela, on ne voit pas pourquoi on n'en parlerait pas.

Sinon à la rubrique « Finances occultes », du moins à la rubrique « Insolite »...



Son dossier santé

LE COMPLEXE DE POMPIDOU



La confrontation de ces deux portraits de Georges Pompidou — au moment de son élection et à la veille de sa mort — montre les terribles effets du cancer et de son traitement. Mais personne n'osa s'interroger sur la maladie du Président avant qu'elle ne le terrasse.

«**M**ONSIEUR le Président, comment vous portez-vous ? » Ce fut la dernière question à laquelle François Mitterrand, devenu le quatrième président de la V^e République, eut à répondre lors de sa première conférence de presse, en septembre 1981. Elle n'était pas de pure courtoisie. On verra pourquoi. Il y répondit avec un luxe de précisions assez étrange :

« Vous m'avez enfin demandé où en était ma santé. J'ai adopté, en étant élu, une procédure qui m'avait été recommandée d'ailleurs par beaucoup d'entre vous — pas spécialement pour moi, mais pour le titulaire de cette charge —, c'est-à-dire faire connaître mon état de santé. Il paraît qu'il y a beaucoup de chefs d'Etat qui sont malades et j'ai l'impression que beaucoup voudraient m'ajouter à la liste... Je reconnais

qu'il m'arrive d'éternuer... et que, l'autre jour, après avoir fait des gestes inconsidérés, dans une occupation tout à fait louable, de caractère sportif, je me suis un peu tordu une vertèbre ! Au-delà, je ferai connaître tous les six mois, par un bulletin officiel, l'état de ma santé. Je l'ai fait au mois de mai dernier. Je le ferai donc — pour régulariser les six mois — au mois de décembre prochain, et je pourrai, si vous le voulez bien, le publier dès ce soir : cela va bien ! »

Et il est vrai que Mitterrand est le premier président à avoir publié son bulletin de santé au lendemain de son arrivée à l'Élysée, dix jours exactement après, le 20 mai 1981. Il a tenu parole, par la suite, en diffusant régulièrement un bulletin tous les six mois, tous concluant à un état de santé satisfaisant (1) ; ce qui n'empêcha pas la presse de commenter abondamment et de façon souvent critique les termes utilisés par le docteur Gubler, médecin personnel du président de la République, pour décrire la forme physique de son illustre client.

Pourquoi la santé de Mitterrand est-elle un sujet de curiosité de la part de l'opinion publique et, par conséquent, des médias qui l'informent mais aussi la reflètent ?

Le mur de silence de Pompidou

Certes, il y a le précédent de Pompidou, la longue maladie cachée du successeur de De Gaulle, le mur de silence dressé par son entourage autour du terrible mal qui le rongait, les démentis officiels indignés lorsque des journaux bien informés laissaient entendre, ou même affirmaient, que le premier personnage de l'État souffrait d'un mal inguérissable... et puis la fin tragique, brutale, prenant de vitesse le Président avant qu'il ait pu mettre en place, comme il en avait le dessein, son successeur.

Le drame de Pompidou a indiscutablement traumatisé les Français. Cependant, il est remarquable que personne ne posa, à propos de Giscard, la question de savoir s'il était malade. Ce dernier avait pourtant déclaré qu'il comptait publier des bulletins de santé régulièrement durant son septennat. Il ne le fit pas et personne ne s'en soucia. Sans doute parce que la verveur d'un président qui télescopait parfois à l'aube un camion de laitier au volant d'une voiture de sport, alors qu'il regagnait le domicile conjugal entre deux chasses à l'éléphant et quelques safaris coquins, inquiétait davantage son entourage à sa perpétuelle recherche que le bon peuple de France.

Giscard, à l'évidence, ne pouvait se méfier que d'un excès de santé.

Non que sur le terrain de la galanterie, la réputation de Mitterrand fût inférieure à celle de son prédécesseur, mais il se trouve qu'entre le crâne chauve mais bronzé de l'un et le visage souvent blafard de l'autre, il existe un contraste qui peut inquiéter.

Il n'y a d'ailleurs pas que cela.

A la vérité, les rumeurs courent depuis longtemps sur la santé de Mitterrand. Bien sûr, elles peuvent être inspirées à dessein, pour affaiblir politiquement l'éternel candidat contre de Gaulle, Pompidou puis Giscard, à la présidence de la République. Mais pour qu'une rumeur puisse prendre racine, il faut que le terrain s'y prête. Et c'est le cas.

Cela a commencé dès l'automne 1972, neuf ans avant son entrée à l'Élysée. Mitterrand n'est âgé que de cinquante-six ans ; c'est encore très jeune pour un homme politique, même si le leader de la gauche fait déjà figure de vétéran face à des gamins comme Giscard ou Chirac.

Et pourtant, on commence déjà à se poser des questions dans

(1) Voir ci-contre le texte intégral de ces six bulletins. Le septième devrait être publié en juin 1984, après l'impression du présent numéro.

Les bullet

TOUS ces bulletins signés par le docteur Claude Gubler, médecin personnel du président de la République, font l'objet d'un communiqué du service de presse de l'Élysée, diffusé par l'Agence française de presse.

● 1^{er} BULLETIN : 20 MAI 1981

« M. François Mitterrand a été examiné par le docteur Claude Gubler, ancien externe des hôpitaux de Paris, le 10 mai 1981, taille : 172 centimètres, poids : 80 kilos. »

NDLR : Le docteur Claude Gubler, thèse 1966, médecin généraliste de quartier, est donc le médecin à la fois personnel et officiel du président de la République. On note que pour une taille de 172 cm, le Président pèse 80 kg, ce qui est à la limite de la surcharge pondérale.

« Un examen cardiovasculaire : tension artérielle prise aux deux bras : 13,5-8, pouls régulier et symétrique ; l'électrocardiogramme, les différents paramètres auriculaires et ventriculaires, la repolarisation, sont normaux.

» De même, en ce qui concerne l'examen pulmonaire clinique et radiologique, l'examen hépatodigestif, l'examen endocrinologique, neurologique, ophtalmologique et oto-rhino-laryngologique. »

NDLR : La tension artérielle est à 13,5-8, elle est tout à fait satisfaisante. On apprend que l'électrocardiogramme est normal, et que dans l'ensemble, tous les appareils semblent avoir été examinés : appareils respiratoires, hépato-digestif, les glandes endocrines, le système nerveux, les yeux, le nez, la gorge, les oreilles.

« Egalement, l'appareil locomoteur et l'examen des phanères. Les différents tests biologiques pratiqués ne montrent aucune anomalie des paramètres habituellement contrôlés au niveau chimique et hématologique.

» Conclusion : le bilan clinique et paraclinique est normal. L'état général de M. François Mitterrand est tout à fait satisfaisant et aucune anomalie aiguë ou chronique n'est décelable. »

NDLR : Un seul appareil est passé sous silence, c'est l'appareil génito-urinaire, ce qui est tout de même fâcheux alors que des bruits sur la prostate présidentielle commencent à courir. Un mauvais esprit pourrait penser que l'on a contrôlé ainsi des paramètres qui ne le sont pas habituellement et que ceux-ci ne sont pas tout à fait normaux.

**

● 2^e BULLETIN : 15 DECEMBRE 1981

« Selon le souhait de M. François Mitterrand, président de la République française, un bilan de son état de santé a été établi à la fin du premier semestre de son septennat.

» Durant cette période, M. le président de la République a présenté une cruralgie droite impor-

ins officiels : du flou dans le diagnostic

tante ayant entraîné des troubles fonctionnels de l'appareil locomoteur intérieur du même côté. »

NDLR : La cruralgie est à la face antérieure de la cuisse ce que la sciatique est à la face postérieure. On pense bien évidemment à une arthrose au niveau des vertèbres lombaires, à une souffrance du disque intervertébral, tout cela venant chatouiller les racines du nerf crural et provoquer des douleurs désagréables.

« Cet état a nécessité la mise en œuvre d'une série d'investigations précises qui a permis de mettre en évidence la présence d'une uncarthrose du rachis associée à une discarthrose localisée à la région lombaire. »

» Parallèlement à cette étude spécifique des investigations ont été effectuées, tant au niveau clinique que paraclinique et ce, dans les domaines aussi étendus que cardiovasculaire, pulmonaire, gastro-hépatentérologique, rénal, neurologique et hématologique. »

NDLR : Cela donne à penser que l'on ne s'est pas contenté d'une simple radio de face et de profil au niveau des vertèbres intéressées et que l'on a poussé la chose plus loin en faisant, par exemple, des tomographies, voire pourquoi pas des scintigraphies, bref, un certain nombre d'examen plus compliqués.

« Les conclusions de ce bilan ont conduit à adopter une thérapeutique médicale visant à obtenir une guérison des désordres ostéo-articulaires. »

» L'efficacité du traitement a permis la disparition des troubles fonctionnels et algiques. »

» Au terme de ces six premiers mois, le président de la République présente un état de santé tout à fait satisfaisant dans tous les domaines étudiés. »

NDLR : A la vue de la démarche un peu raide, de l'attitude ostentatoire et comme gainée dans un corset du Président, ceux qui déjà ont parlé de prostate peuvent être amenés à penser que cette tumeur de la prostate est évolutive. Et l'on sait bien la propension des tumeurs de cet organe à donner des métastases osseuses, particulièrement au niveau de la colonne vertébrale.

Néanmoins, nous dit le docteur Gubler, les autres appareils (et cette fois on parle de l'appareil rénal) sont normaux et un bon traitement a permis « la disparition des troubles fonctionnels et algiques ». Ce qui ne veut pas dire grand-chose.

S'il s'agit d'une simple vertèbre qui aurait été « tordue », c'est-à-dire s'il s'agit d'une arthrose banale, cette cruralgie doit effectivement disparaître assez vite. Et s'il s'agit de quelque chose de plus important, un traitement approprié peut également amener une sédation prolongée.

● 3^e BULLETIN : 15 JUIN 1982

« A la demande de M. François Mitterrand, président de la République, un bilan de son état de santé a été établi à la fin du deuxième semestre de son septennat. »

» L'examen clinique et les examens biologiques pratiqués dans les domaines les plus usuels et selon le protocole antérieurement établi ont confirmé, par leurs résultats, la parfaite normalité précédemment enregistrée de l'état de santé du président de la République. »

**

● 4^e BULLETIN : 15 DECEMBRE 1982

« A la demande de M. François Mitterrand, président de la République, un bilan de son état de santé a été établi à la fin du troisième semestre de son septennat. Compte tenu de l'absence de symptômes particuliers, un examen clinique général et des tests hématologiques et biochimiques habituels ont été pratiqués. Les résultats sont normaux, identiques aux précédents. »

**

● 5^e BULLETIN : 29 JUIN 1983

« A la demande de M. François Mitterrand, président de la République, un bilan de son état de santé a été établi à la fin du quatrième semestre de son septennat. Le bilan comportait un examen clinique et des investigations biologiques habituelles. Les résultats sont satisfaisants, dans les limites de la normalité. »

**

● 6^e BULLETIN : 21 DECEMBRE 1983

« A la demande de M. François Mitterrand, président de la République, un bilan de son état de santé a été établi à la fin du cinquième semestre de son septennat. »

» L'examen clinique général et les examens biologiques habituels sont tout à fait satisfaisants. »

NDLR : La seule chose que l'on puisse dire pour conclure a été notée par un groupe de médecins qui a rencontré récemment le Président. Tous ceux qui l'ont vu de près ont été frappés, et de façon concordante, par le teint très particulier, un teint « jaune paille » tel qu'il est décrit dans les questions de cours, teint qui caractérise généralement une anémie.

Les commentaires de ces bulletins (précédés de la mention NDLR) sont dus à un médecin spécialiste.

le sérail politique et à lancer des réponses toutes plus controuvées les unes que les autres, dans les dîners en ville. Des pessimistes prétendent qu'il est atteint d'un mal mystérieux, rebelle à toutes les thérapeutiques et dont il a ressenti les premières atteintes au retour d'un voyage au Bangladesh.

De là à imaginer quelque mal exotique, récolté dans les Asies..., les plus malveillants enrichissent la chronique d'allusions salaces aux risques qui guettent en ces régions les amateurs de belles peaux cuivrées.

Ce n'est évidemment pas innocent à la veille de la campagne électorale (2). Il y a tellement de gens qui se sentiraient mieux si le leader de l'opposition de l'époque se sentait plus mal !

Mais il y a tout de même des faits à l'origine de ces ragots : une semi-disparition et une petite phrase, notamment.

Les mois précédents, le premier secrétaire du parti socialiste a joué de plus en plus les hommes invisibles. A ceux qui s'inquiètent de son étrange absence de la scène politique, ses proches répondent que leur grand homme est très fatigué depuis quelque temps et qu'il est en train de récupérer. Au bon air du Morvan, disent les uns. Dans sa propriété d'Hossegor, assurent les autres... ce qui ajoute à la confusion et à la suspicion.

Dans le courant de l'été, un propos attribué à tort ou à raison à Mitterrand a transpiré dans les échos des gazettes : il a confié à des amis, dans un moment de lassitude, qu'il n'a plus le goût de la chose publique et qu'il souhaite se consacrer désormais à la littérature, « laissant la place à son ami Pierre Joxe ».

« Il file un mauvais coton », confie Guy Mollet

Tout cela est-il comédie à la « Volpone », de la part de celui que l'on surnomme souvent le Florentin, pour tester les réactions de ses amis du PS ? Possible. Dans ce cas, il n'est pas déçu avec Guy Mollet.

« Il file un mauvais coton... », jubile sombrement le député d'Arras qui n'a jamais digéré de voir ce non-socialiste lui succéder à la tête de la gauche non communiste. Mais, pour autant, le vieux cacique du Nord ne se réjouit pas de l'annonce d'un éventuel retrait de Mitterrand pour raison de santé. Impitoyable, le vieux lutteur confie aux vétérans de l'ex-SFIO :

« Pas question de le laisser partir de son plein gré. Attendons les élections. Nous pourrons alors le chasser à l'issue d'un congrès régulier. Il devra partir la paille au cul... »

Il ne faut voir dans cette amabilité aucune allusion au livre de Mitterrand « La paille et le grain », qui n'est pas encore écrit, et il est fort peu probable que l'intéressé s'en soit inspiré pour choisir son titre. Il est cependant intéressant de noter que dans cet ouvrage, l'auteur indique à la date du 12 novembre 1972 :

« La lecture de la presse m'oblige à me tâter. On me dit malade, à bout de souffle. Les braves gens de « Minute » récitent à mon chevet la prière des agonisants ; je ne jurerais pas qu'ils se trompent. Rien n'est plus inquiétant qu'une bonne santé. »

« Minute », effectivement, entretient activement la petite chronique médicale du personnel politique, distribuant généreusement les informations à droite et à gauche. Plus à droite qu'à gauche, d'ailleurs, puisque l'hebdomadaire a déjà diagnostiqué le cancer qui ronge le président Pompidou et l'emportera au soir du 2 avril 1974.

Mitterrand a choisi de répondre à toutes les allusions faites sur son état de santé par des boutades, mais elles ne désarment pas les commentaires. En août 1973, lorsqu'il se rend à

(2) Les législatives doivent avoir lieu en mars 1973.

A mortal illness hits France's left

A month ago, France was on the road to a Socialist-Communist government committed to nationalizing the country's biggest companies and restructuring the economy. If the elections to the National Assembly, scheduled for early next year, had been held in April, the left would have won hands down. But that prospect is now suddenly fading. François Mitterrand, 60, head of the Socialist party and leader of the powerful leftist front, is believed to be seriously ill with Hodgkin's disease, a malignant condition of the lymph glands. It is doubted that he will be able to take an active part in the forthcoming election campaign. Without Mitterrand, the left's only credible leader in the eyes of many French voters, chances of victory by the coalition are slim.

The consequences for the French economy, and for European politics, could be far reaching. Diminished chances of a Socialist-Communist triumph would ease the threat of a massive run on the franc later this year when the campaign gets under way. To build up French financial reserves against such a flight from the franc, the government has been encouraging French companies to borrow billions of dollars abroad.

A setback for the French leftist front would also take some of the momentum out of Eurocommunism, the effort by Communist parties in Western Europe to win a share in government power by softening their revolutionary goals and forming alliances with more moderate parties. The French Communists, along



Mitterrand: Without him, the left's goal of nationalization is an unlikely prospect.

with the Italian Communist Party, had

inflation
benefits
billion
well
excha
sion of
withou
was a s
ical em
was for
Shades
set for
ment o
municip
Giscard
earlier
the ro
offered

An
to

Pitt
"hot
of all
being
trust
cons
and
gath
The
Wils
get a
price
othe
juve
Geor
Ame
Al
of th
accu
their
are,
the
that
hot
Wils
word
fixin
will
Broa
are
delph
regi
reaso

la lettre de L'EXPANSION

Lundi 16 mai 1977 - N° 363

LA TENDANCE

Raymond Barre va tenter de prendre la tête d'une vaste confédération des centres. Le Premier ministre en avait accepté le principe - non sans réticence - avant son débat télévisé avec François Mitterrand. Sa bonne performance face à celui-ci va accélérer le processus qui, selon un ministre giscardien, serait le suivant :

- jusqu'aux vacances : mise au point d'une plate-forme électorale ; Les Clubs Perspectives et Réalités y travaillent déjà actuellement, mais c'est l'équipe de Barre qui assurera la rédaction finale. Cette plate-forme serait proposée à tous les partis de la majorité. Le RPR voudra sans doute rester à l'écart. Les autres se regrouperaient sur cette base, au sein d'une confédération dont Barre serait le chef (La Lettre en avait parlé dès le 11 avril) ; un obstacle : les réticences des militants ODS ;

- après les vacances : lancement effectif de la campagne, avec de très gros moyens financiers ; le patronat a retrouvé le moral après le débat Barre-Mitterrand ; Barre est, plus que jamais, l'homme des états-majors patronaux. Pour eux, il n'y a que lui qui puisse battre la gauche, en récupérant les cadres et les classes moyennes un moment séduits par le PS. Edgar Faure a vivement conseillé à Chirac de tenir compte de cette évolution.

On spéculait beaucoup, aussi, dans les milieux d'affaires, sur l'état de santé de Mitterrand. Les rumeurs à ce sujet ont été relancées par l'émission de jeudi où le leader socialiste est apparu fatigué et vieillissant. Les services de renseignements souterrains s'intéressent à la question.

Premières rumeurs : « Business Week », « La lettre de l'Expansion » et « L'Express » commencent l'étonnante « contre-performance » du leader de la gauche à la télévision, en mai 1977. Le magazine des affaires américain se fait l'écho du diagnostic murmuré de-ci de-là : « Mitterrand serait atteint de la maladie de Hodgkin. »

Stockholm pour siéger à une réunion de l'Internationale socialiste, on remarque qu'il n'assiste pas à l'une des séances plénières, « par suite d'une légère indisposition » ; on confie qu'il a eu un malaise dans l'avion du retour.

Et les mauvaises langues d'aller bon train...

Le 28 octobre 1975, c'est le « Nouveau Journal » qui se fait l'écho de nouvelles rumeurs qui enflamment les couloirs de l'Assemblée nationale.

« Si vous voulez mettre Mitterrand en colère, à coup sûr, confiez des députés socialistes, demandez lui : comment allez-vous ?, lorsque vous le rencontrez... »

C'est un fait que le leader du PS, en cet automne 1975, est terriblement irritable, ce qui fait écrire au « Nouveau Journal » :

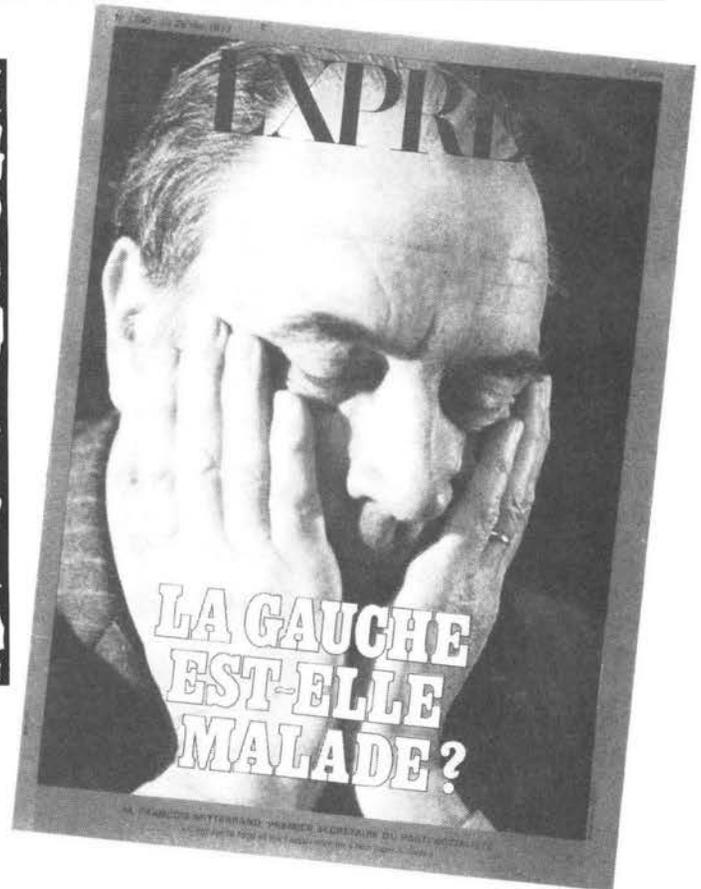
« Mitterrand se surmène trop. Il risque des ennuis cardiaques. C'est la conclusion de son médecin, qu'il a consulté avant de partir pour sa tournée africaine. Comme première thérapeutique, le praticien a conseillé à son patient un régime alimentaire destiné à le faire maigrir... »

Rien de bien méchant, on le voit. Cependant, dès son retour à Paris, Mitterrand se croit obligé de court-circuiter le courant des bruits alarmants. Il choisit de le faire par l'intermédiaire du complaisant Yvan Lévaï qui tient alors boutique de confidences politiques dans les colonnes du « Journal du Dimanche ».

« Je n'ai pas vu de médecin depuis huit ans et je n'ai pas dû prendre plus de douze aspirines depuis 1965 », lui glisse-t-il... en le priant sans doute de ne point omettre d'en faire état. Et il ajoute :

« Mon cœur bat lentement. Le week-end en Mauritanie, dix heures de Land-Rover par 45 degrés ont crevé mes compagnons de route, sans m'éprouver le moins du monde. »

Ainsi, non seulement le futur président de la République n'est pas malade, mais il a un cœur de champion de course à pied et il est plus résistant que le commun des mortels. Voilà qui devrait mettre fin à toutes les conjectures.



Et pourtant, cela recommence. Mais, cette fois, c'est toute la France qui s'interroge après le face-à-face télévisé qui a opposé pendant cent trente minutes le leader du PS au Premier ministre Raymond Barre, le jeudi 12 mai 1977 sur TF1. Vingt-huit millions de Français, n'en croyant pas leurs yeux, voient sur le petit écran un Mitterrand si diminué face à un professeur Barre plus pontifiant que jamais, qu'il est difficile d'imaginer que le champion de la gauche unie est en pleine possession de ses moyens.

Dans le studio où se déroule l'émission, l'impression est encore pire.

« Il a l'air mal fichu ce soir », remarque l'une des maquilleuses qui s'évertue à donner quelque couleur plus rassurante à ce visage jaunâtre.

« Il se fait soigner en secret à Cochin »

Avant que le rouge ne s'allume sur les caméras, Mitterrand croise et décroise ses pieds sous sa chaise, fait claquer ses ongles, pose ses mains à plat sur la table comme pour mieux contrôler le tremblement. De la part de ce vieux routier de l'audiovisuel qui s'est préparé à l'affrontement au cours de huit séances de travail avec son brain-trust économique (Attali, Fabius, Delors, Bouloche, Pisani et Uri) et se trouve dans la position confortable de l'accusateur face au représentant du pouvoir en place, c'est inexplicable, sauf à envisager l'hypothèse d'une défaillance physique.

« François n'a pas été bon aujourd'hui... », dit simplement Attali lorsque l'émission s'achève.

Le lendemain, d'un bout à l'autre du spectre politique, la presse est unanime à constater que quelque chose est apparu cassé dans la mécanique du député de la Nièvre.

— Rarement, le plus vigoureux et le plus implacable de nos débatteurs politiques aura fait preuve de tant de courtoisie, écrit

à mots feutrés Jean Daniel dans le « Nouvel Obs », en cachant mal sa déception sous les roses : « Il a pris du champ... de la distance... s'est regardé agir. »

Même le vassal Levaï s'interroge dans le « Journal du Dimanche » du 15 mai 1977 : « Est-il malade ? Qu'est-ce qu'il avait donc l'autre soir ? »

De la part de celui qui a toujours élevé des contre-feux sur commande dès que la santé du maître était mise en doute, c'est d'une incroyable audace. Peu de temps auparavant, Mitterrand avait reçu Levaï pour lui suggérer d'écrire que sa démarche lourde et sa poignée de main un peu crispée, dont certains s'étonnaient, ne cachaient que de bénins rhumatismes.

« Légère indisposition... bénins rhumatismes... »

Le coureur de pistes africaines en Land-Rover qui snobait naguère médecins et marchands d'aspirine commençait-il à avouer quelques faiblesses ? Ce n'était que peu de choses. Levaï nous en assurait alors.

« Visiblement, il ne craint pas de donner cette information à l'heure où les imbéciles font courir à Paris les bruits les plus invraisemblables sur son état de santé... »

Voici maintenant que le chroniqueur du « Journal du Dimanche » rejoindrait le « camp des imbéciles » après le débat télévisé calamiteux du jeudi 12 mai, puisqu'il pose à son tour la

terrible question : « Est-il malade ? » Non, il nous rassure aussitôt : « Ces interrogations m'attristent parce que les choses sont toujours plus simples qu'on ne le croit. Mitterrand n'était pas malade. Il était tout simplement moins bon. »

Ce qui n'empêche pas Monory, nouveau ministre de l'Industrie et proche ami de Barre, de confier à qui veut l'entendre que l'on sait parfaitement à Matignon que Mitterrand est malade :

« Il va se faire soigner en secret à Cochin », va-t-il jusqu'à préciser.

Les Soviétiques s'intéressent à la question

Mais c'est la confidentielle « Lettre de l'Expansion » qui va mettre le feu aux poudres. Le lundi 16 mai 1977, tous les abonnés — ils se rencontrent principalement dans la presse, les milieux politiques et financiers, les dirigeants de grandes entreprises, les cadres supérieurs et les hauts fonctionnaires — écarquillent les yeux en ouvrant leur livraison hebdomadaire.

Dans sa rubrique « La tendance », en page une, la célèbre lettre sur papier vert pâle qui est, à l'époque, une sorte de

CE QU'ILS EN ONT DIT...

« Le devoir de nous informer »

Gaston DEFFERRE. — Dans « Le Provençal », en date du 5 juin 1973, à propos de Pompidou : « Les Français ont le droit de savoir exactement ce qu'il en est. Leur sort en dépend. Il ne s'agit pas d'une affaire privée, mais du destin de la nation, à travers la personne qui a voulu en être le chef (...). Le président de la République a le devoir de nous informer. Nous avons le droit, si pénible que ce soit, de poser publiquement le problème. L'intérêt national est en cause. »

« Je cesserais séance tenante »

Valéry GISCARD D'ESTAING. — Interrogé en 1975 sur la maladie de Pompidou : « Je considère que les fonctions présidentielles sont totalement incompatibles avec une diminution physique ou intellectuelle... Il y a des exceptions : Roosevelt... La seule personne qui puisse déclarer à un président de la République : « Vous devez partir », c'est le Premier ministre. Si je me trouvais dans la position de Georges Pompidou, pendant les derniers mois de son septennat, je cesserais séance tenante... »

L'allure d'un hallali

René ANDRIEU. — Dans « l'Humanité » du 27 mars 1974 : « Le parti communiste, en ce qui le concerne, ne participe pas à ce qui prend quelquefois l'allure d'un hallali : il souhaite que ce ne soit pas la maladie mais le suffrage universel qui mette un terme au mandat du président de la République. »

L'obligation de secret

Docteur ESCOFFIER-LAMBIOTTE. — « Le Monde », 20 novembre 1981, après la révélation par « Paris-Match » de la visite au Val-de-Grâce : « Nul ne songerait à mettre en cause, pour lui ou pour les siens, la règle absolue de respect de la vie privée et la rigueur sans faille du secret médical dont doivent bénéficier, sans exception aucune, tous les citoyens de ce pays. »

« S'il se confirme que certaines précisions concernant la nature des examens pratiqués sur le président de la République émanent d'une « fuite irresponsable », commise par l'un des membres du personnel du Val-de-Grâce, on peut souhaiter que de sévères sanctions viennent souligner le caractère inqualifiable de tels comportements, et le danger qu'ils recèlent pour le respect des libertés individuelles. »

« M. Mitterrand a fréquenté ou fréquente, comme beaucoup d'autres Français, d'autres hôpitaux, civils ceux-là. Doit-on penser que la valeur de la règle du secret médical y est plus fermement établie ou plus fermement respectée qu'au Val-de-Grâce ? Ou faut-il admettre que la fonction d'un chef d'Etat implique qu'il ait fait « don de sa personne » et de sa vie privée à la communauté, à l'égard de laquelle il n'aurait, dès lors, plus droit à aucun secret, quel qu'il soit ? »

« C'est au législateur, et à lui seul, qu'il appartiendrait, en toute hypothèse, de lever, pour ces cas précis, l'obligation de secret à laquelle sont tenus, à l'égard de leurs patients quels qu'ils soient, chefs d'Etat ou non, tous les médecins, leurs collaborateurs et la totalité des personnels qui les entourent quelles que soient leurs fonctions. »



Mitterrand en convint lui-même : ce jour de mai 1977, il fut très mauvais face à Raymond Barre. « Il souffrait d'une sinusite », écrivirent ses amis. Mais personne ne les crut.

« Journal Officiel » de l'indiscrétion politique, indique froidement :

« On spéculait beaucoup, aussi, dans les milieux d'affaires sur l'état de santé de Mitterrand. Les rumeurs à ce sujet ont été relancées par l'émission de jeudi où le leader socialiste est apparu fatigué et vieilli. Les services de renseignements soviétiques s'intéressent à la question. »

Brejnev, attendu en France, à la fin du mois suivant, voudrait donc lui aussi savoir ce qui se cache derrière l'imprévue « défaillance » télévisée du challenger de Giscard aux présidentielles.

L'affaire devient internationale.

Elle le devient d'autant plus que le très sérieux « Business Week », l'hebdomadaire économique américain, reprend l'information, en la complétant :

« On croit que M. Mitterrand serait gravement atteint de la maladie de Hodgkin... On doute qu'il puisse prendre une part active à la prochaine campagne électorale ». Et « Business Week » commente :

« Sans Mitterrand, seul leader crédible de la gauche aux yeux de bien des Français, les chances de victoire de la coalition (de gauche) sont minces. »

Aussitôt, Charles Hernu, secrétaire national du PS, maire de Villeurbanne, monte au filet, dénonçant comme « méprisable » cette « campagne d'intoxication déclenchée contre François Mitterrand ». Et il se lance dans une violente diatribe contre la droite française assimilant les questions sur la santé du leader de la gauche aux articles taxant jadis Jaurès d'antipatriotisme, accusant Blum de dîner dans de la vaisselle d'or ou brandissant contre Mendès France des arguments antisémites...

Olivier Todd, dans le « Nouvel Obs » de la semaine suivante prend le relais, parlant de « fausse information, entièrement fabriquée » :

« On voit l'esquisse tracée au balai-brosse : si François Mitterrand était malade, très malade, expliquent stratèges et géopoliticiens internationaux, la gauche française disposerait encore d'une majorité électorale, mais serait embarrassée par un leader affaibli... A tort ou à raison, Mitterrand est censé constituer à lui seul un rempart de béton contre tous les maximalismes possibles de ses alliés communistes. De sa « maladie », la droite extrait le maximum de capital politique. Distillée, l'implication est claire : la participation des communistes au pouvoir avec Mitterrand serait déjà fort dangereuse : sans lui, elle serait fatale... Donc, révisez vos intentions de vote... »

Et le rédacteur vedette du « Nouvel Obs » donne la clef de l'énigme :

« Or, la vérité, la seule, est que, au soir de son débat avec Raymond Barre, François Mitterrand souffrait d'une sinusite, très douloureuse par moments. »

Pour Levaï, s'il était moins bon, c'est « qu'il était moins bon » ; pour Todd, il souffrait du nez. Il faut dire qu'entre la sortie du « Journal du Dimanche » et celle du « Nouvel Obs » se sont écoulés les quelques jours nécessaires pour que l'entourage de Mitterrand ait pris la mesure des dégâts et recherché la parade.

C'est égal : « légère indisposition... bénins rhumatismes... sinusite ». La consommation d'aspirine doit être en singulière augmentation à Latché et rue de Bièvre...

« Il m'arrive, en effet, d'éternuer... »

« Minute », on s'en doute, sonne un autre tocsin. L'hebdomadaire, fort de sa réputation acquise sous Pompidou de champion incontesté de la presse dans le domaine très réservé



L'article choc de « Paris-Match », en date du 19 novembre 1981, suscita la stupeur, puis l'embarras de l'entourage présidentiel.

des maladies présidentielles, fait une manchette sur celle de Mitterrand et explique à ses lecteurs ce qu'est la maladie de Hodgkin évoquée par « Business Week ».

« Il s'agit d'une lymphogranulomatose qui est une inflammation des ganglions lymphatiques et des tissus lymphoïdes provoquant une augmentation du volume de la rate... »

Puis il les rassure :

« L'évolution autrefois rapide peut être aujourd'hui considérablement ralentie. »

Avant d'émettre des réserves :

« Il n'empêche qu'un chef de gouvernement ou un homme politique, atteint par cette maladie, ne serait pas à même de poursuivre efficacement ses activités, nous a assuré un médecin consulté. »

« L'Express » traite le problème d'une manière un peu hypocrite, en publiant à la « une » une photo de Mitterrand, la tête dans les mains, paraissant en pleine déprime, avec ce titre à deux bandes : « La gauche est-elle malade ? »

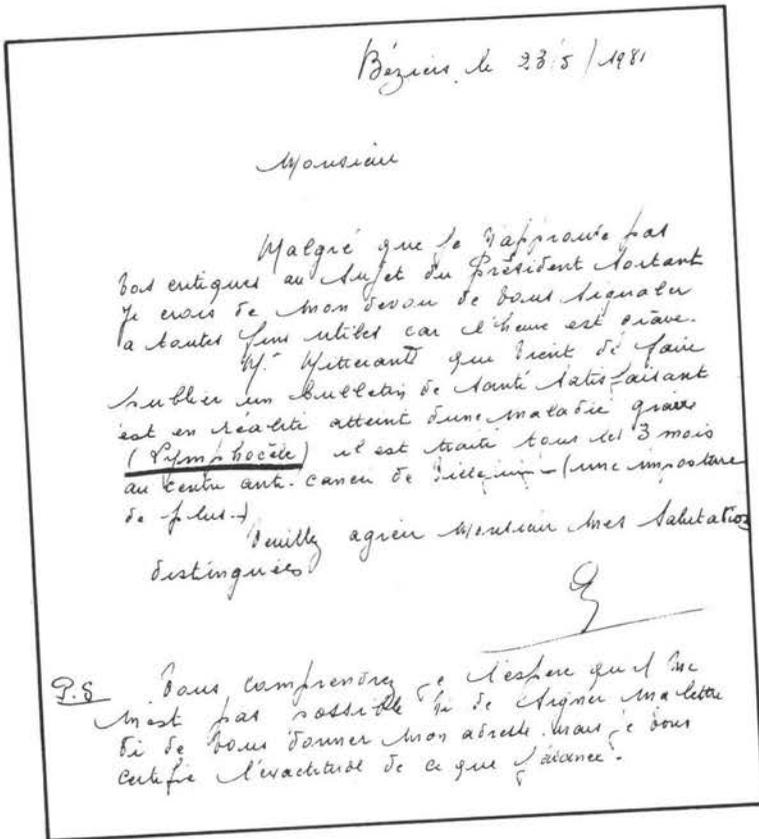
« L'Unité », organe officiel du parti socialiste, répond en publiant en couverture les photos de MM. Servan-Schreiber, Chirac, Giscard d'Estaing, Lecanuet, Poniatowski et Barre, un verre à la main ou en train de boire, et titre : « La droite est-elle alcoolique ? (ou comment faire dire n'importe quoi à une photo) ».

Et dans le même journal, Mitterrand, traitant à son habitude l'affaire par l'ironie, consacre sa chronique à cette rumeur « qui court d'année en année les salles de rédaction et les dîners parisiens, s'enfle, gagne la province et se fait vérité. Je serais, murmure-t-on assez haut pour que les sourds entendent, atteint d'un mal mystérieux — et, quand on dit d'un mal qu'il est mystérieux, chacun comprend qu'il ne l'est pas. »

« A mes amis, qui me pressent de démentir, j'oppose la philosophie du docteur Knock, qui guérissait les bien-portants. Quant aux médecins de Molière, ils se sont penchés sur mon cas et ont tranché que je mourrai un jour ou l'autre. J'attends maintenant de « Minute » et de « l'Express », forts de ce diagnostic, qu'ils organisent des prières publiques pour que le dieu des bonnes consciences les tire au plus tôt d'embarras. »

Au « Point », qui consacre un dossier mesuré au sujet, il consent à répondre : « Ma santé est bonne », sans autres précisions, se contentant de badiner :

« Je ne vous promets pas de vivre une heure, un jour, un an, vingt ans de plus, faute d'en être informé. Mais j'espère pouvoir le démontrer. »



**Un noyautage
en règle**

COMMENT
LES
MINISTRES
COMMUNISTES
PLACENT
LEURS
HOMMES
AUX
POSTES
CLÉS

minute LA

SANTÉ DE

MITTERRAND:

NOTRE DOSSIER

PAGES 2-3

« Minute » complète l'information de « Match » et demande des éclaircissements... qui restent sans réponse, tandis qu'un courrier abondant parvient aux journaux, mêlant les « révélations sensationnelles » aux pronostics plus ou moins bien intentionnés.



Le 9 décembre 1981, lors d'un entretien télévisé qu'il accorde à Michèle Cotta et Pierre Desgraupes, Mitterrand prononce — le premier — le mot « cancer » : il faut désarmer les rumeurs en les prenant de vitesse.

Le 21 mai, à Strasbourg, il déclare publiquement avec le sourire : « *Je laisse les médecins de Molière à leurs diagnostics... Ces maladies sont d'autant plus mystérieuses que je n'en étais pas moi-même informé.* »

Au Grand-Quevilly, le même jour, il ajoute :

« *J'entends autour de moi que cela va plutôt mal. Mais j'ai l'impression, de la façon dont on m'ausculte, que cela dénote une certaine nostalgie...* »

Et sur le ton de la confiance, il lance une saillie qu'il reprendra quatre ans plus tard, pour les mêmes raisons, lors de sa première conférence de presse présidentielle : « *Il m'arrive, en effet, d'éternuer...* »

La sinusite ?

Cette tirade du nez, façon Mitterrand, met certainement les rieurs de son côté, mais ne désarme pas pour autant les inquiétudes... ni les espoirs.

Le « monsieur avec un grand chapeau »

Les milieux dits bien informés continuent à susurrer les confidences les plus diverses sur le mal dont souffre le candidat à la présidence. L'hypothèse d'un cancer est de plus en plus fréquemment évoquée. Chacun tient ses informations de source sûre. Toutes ces confidences qui circulent de bouche à oreille ne sont généralement pas publiées dans la presse. Les journalistes sont plus respectueux de la vie privée qu'on ne le croit et plus scrupuleux aussi dans la vérification des « tuyaux » qui parviennent dans les salles de rédaction.

On raconte que Mitterrand se rend régulièrement chez un cancérologue de grande réputation à Paris. Lancés sur cette piste, des Rouletabille rapportent dans leurs rédactions une version croustillante — mais peut-être inventée — de l'aven-

ture. En fait, le cancérologue habiterait le même immeuble qu'une dame pour laquelle le Président aurait de régulières bontés. Et Mitterrand aurait laissé dire, pensant peut-être que pendant qu'on regardait le cabinet, on ne voyait pas l'alcôve...

D'autres tiennent pour certain qu'il fréquente régulièrement le cabinet d'un chirurgien de la rue des Saints-Pères — à deux pas du domicile de Mme Defferre —, chef de service à l'hôpital Laënnec spécialisé dans les opérations de tumeurs de la parotide et de la thyroïde. On précise même que les visites étaient si fréquentes que le fils de la concierge avait dessiné le portrait du « monsieur avec un grand chapeau »... très ressemblant paraît-il mais personne, semble-t-il, n'a pu mettre la main sur cet étonnant document.

Et ainsi de suite. Inlassablement, les journalistes vérifient. Ils n'arrivent jamais à retrouver l'origine de l'information. A mesure qu'ils poursuivent leur enquête, ils découvrent toujours un degré de plus qui les éloigne de la source. Ce n'est plus l'amie de l'amie de l'infirmière qui... mais le cousin de cette dernière qui le tient de quelqu'un de bien placé qui... etc. C'est la célèbre histoire de l'homme qui a vu l'homme qui a vu l'homme, qui a vu l'ours qui a mangé le facteur...

Quant au corps médical, naturellement, il respecte strictement le secret professionnel.

Si bien que, malgré le battage souterrain incessant mené sur ce thème, peu d'échos en parviendront jusqu'à l'opinion publique dans les trois années qui précéderont l'élection présidentielle. S'il s'agissait d'une cabale montée dans un but politique, elle a échoué. Mitterrand est élu le 10 mai 1981 sans que le corps électoral se soit soucié de son état de santé.

Pourtant, le doute demeure si présent dans les esprits politiques que le nouveau Président, pour tenter d'en faire justice, s'empresse, on l'a vu, au lendemain de son élection, de publier un premier bulletin de santé et s'engage à fournir un état semestriel de sa condition physique.

En pure perte. Dans les mois qui suivent son entrée à l'Élysée, les rumeurs reprennent de plus belle, prenant prétexte d'une sorte de raideur surprenante qui semble s'être emparée du corps du Président pendant l'été. Par dizaines, les confidences, les lettres chargées de précisions (toutes contradictoires) sont adressées aux journaux.

L'unanimité se fait sur deux points : Mitterrand est atteint d'un cancer et il est soigné régulièrement dans un hôpital parisien.

Mais pour le reste, c'est la confusion la plus totale qui règne. Celui-là prétend qu'atteint de la maladie de Kahler (tumeur osseuse de la moelle), Mitterrand est soigné à Necker. Tel autre assure que, frappé par la même maladie que Pompidou, il suit un traitement à Villejuif. Un troisième confie que c'est à l'hôpital d'Asnières qu'on le traite pour un cancer de la gorge. Un quatrième précise même qu'un médecin chargé du traitement a établi un rapport circonstancié à destination du secrétariat national du parti communiste.

Et tous de souligner la curieuse enflure qui atteint Mitterrand depuis quelques mois et le style de vie particulier qu'il s'impose : sieste en début d'après-midi, horaires souples, week-ends prolongés, vacances en août.

Les correspondants accusent même la presse « d'avoir reçu des ordres pour ne pas parler ». Cela devient de la paranoïa à l'état pur. Et pourtant, encore une fois, les journalistes qui vérifient tout, enquêtent scrupuleusement, n'aboutissent à rien de solide. Rien, strictement rien de ce qui se dit n'est vérifiable.

L'infirmière qui fait des confidences n'existe pas, le médecin qui fait des rapports n'a pas de nom, les témoins sont ectoplasmiques, les adresses erronées, les centres hospitaliers cités n'ont pas de service spécialisé correspondant (sauf, bien entendu, pour Villejuif dans la salle d'attente duquel un quidam aurait reconnu Mitterrand).

Seul point incontestable, lors d'un dîner en ville à la mi-juillet 1981, Joachim Giscard d'Estaing, fils de l'ancien Président, commente en ces termes les « révélations » d'un invité sur la maladie de Mitterrand : « Mon père était au courant. »

C'est ainsi que lors de sa première conférence de presse en septembre 1981, Mitterrand, comme on l'a vu, se croit obligé de s'expliquer :

« L'autre jour, déclare-t-il, après avoir fait des gestes inconsidérés, dans une occupation tout à fait louable, de caractère sportif, je me suis un peu tordu une vertèbre ! »

Passons sur le parti que chansonniers et chroniqueurs malicieux tirent de cette vertèbre tordue dans une « occupation de caractère sportif »... Il reste qu'après la « légère indisposition... les bénins rhumatismes et la sinusite », le mal a l'air de se porter vers la région lombaire.

Bien évidemment, on s'interroge sur les circonstances de l'accident. L'hypothèse d'un faux mouvement au cours d'une partie de golf ou de tennis filtre de l'entourage élyséen où l'on chasse aussi les questions des indiscrets en évoquant un « simple lumbago ».

La visite d'un certain Albert Blot au Val-de-Grâce

C'est dans cette atmosphère très lourde qu'éclate la bombe « Paris-Match ». Dans son numéro du 19 novembre 1981, le grand hebdomadaire publie un document extraordinaire sous le titre :

« SANTE DU PRESIDENT : ce jour-là, à 9 heures 15, François MITTERRAND entrait au Val-de-Grâce... »

Un titre « de rappel » précise « l'étrange visite d'un certain Albert Blot ».

Voici de larges extraits de cet article bourré de révélations qui demeure jusqu'à maintenant la seule source d'informations irréfutables concernant le véritable état de santé du président de la République.

« Le samedi 7 novembre 1981, quelque chose d'anormal a lieu, écrit « Paris-Match ». Comme d'habitude, le président de la République a passé la nuit à son domicile parisien du 22, rue de Bièvre. Son état doit lui inspirer quelque souci, ce matin-là, car à 9 h 15, le professeur Laverdant, gastro-entérologue et patron de la clinique médicale du Val-de-Grâce, le nouvel hôpital militaire ultra-moderne inauguré en janvier 1979, reçoit un appel ultra-confidentiel annonçant l'arrivée imminente de François Mitterrand.

« A 9 h 20, une voiture marron, sans aucun signe distinctif, pénètre dans l'ancien Val-de-Grâce par la porte située rue Saint-Jacques. En effet, il n'y a pas de barrière automatique à cette entrée et il suffit que les grilles soient ouvertes préalablement pour éviter une indiscretion supplémentaire. Le véhicule traverse l'ancien hôpital militaire, passe devant l'église de style baroque, contourne le nouveau bâtiment à cinq étages en surface et deux en sous-sol et stoppe devant le sas du rez-de-chaussée inférieur, là même où s'arrêtent les ambulances amenant des malades dont on ne désire pas qu'ils traversent le rez-de-chaussée supérieur où un trop grand public stationne en permanence.

« Deux hommes accompagnent le Président. Un de ses fils (ou quelqu'un qui lui ressemble énormément) et un chauffeur. A la porte attendent le général Thomas, grand patron du Val-de-Grâce, fortement enrhumé ce jour-là, et le professeur Laverdant, « ponte » de la gastro-entérologie.

« La porte automatique du sas s'ouvre et François Mitterrand, entouré par le chauffeur et son fils, pénètre dans le couloir aux murs blanc cassé qui mène au SUSI (le service des urgences). Là, pour des raisons évidentes de sécurité, le président de la République prend le nom d'Albert Blot ou Biot. Des témoins qui le reconnaissent alors diront qu'il a le teint « jaune citron », marche avec difficulté mais qu'il n'est pas nécessaire — à moins qu'il ait lui-même refusé — de le placer sur un brancard ou dans une chaise roulante. Il est 9 h 25.

« Que se passe-t-il ensuite ? Le Président est amené dans la salle de radio-diagnostic. Dans cette grande salle, une table recouverte d'un drap. Au plafond, sur un rail, un gigantesque bras articulé et télécommandé se place exactement où souhaite le manipulateur. Ce dernier, un adjudant-chef de 51 ans et qui vient chaque matin à pied à l'hôpital, est de garde ce jour-là. C'est lui qui va faire une injection intraveineuse afin de procéder à une scintigraphie, procédé de diagnostic consistant à suivre le cheminement dans l'organisme d'un isotope radioactif émetteur de rayons gamma. Le rayonnement qu'émet cet isotope est enregistré par un compteur à scintillations et reporté sur un document qui donne des renseignements topographiques sur l'organe observé, sur son intégrité, sur ses modifications tissulaires, etc.

« François Mitterrand, alias Albert Blot ou Biot, restera au Val-de-Grâce, ce samedi matin-là, jusqu'à 10 h 30, avant de revenir rue de Bièvre. Ce même jour, mais à 14 heures, François Mitterrand repart pour le Val-de-Grâce à bord d'une CX qui ne comporte toujours aucun signe distinctif. Il s'agit, cette fois, de faire un « cliché tardif ». C'est-à-dire de voir comment s'est fixé le produit injecté le matin même.

« Il n'y a qu'une seule personne qui accompagne le Président et le trajet effectué est le même. François Mitterrand restera au Val-de-Grâce jusqu'à 17 heures. Le professeur Laverdant a auprès de lui un radiologue, M. Boquet, un anesthésiste et un



Cette photo, prise lors du pèlerinage annuel à Solutré, intriguera nombre de médecins : la poitrine du Président y apparaît singulièrement développée, comme sous l'action d'un traitement hormonal.

rhumatologue. En fait, toute l'équipe d'urgence de son service est en alerte. La gastro-entérologie étant la spécialité de Laverdant [NDLR : En fait le médecin général Laverdant est le patron d'un étage de médecine générale et sa spécialité d'origine s'efface devant celle de cet étage qui est d'héberger les VIP], c'est lui qui prend ce cas en main personnellement. On fait également une échographie au président de la République. Ce dernier, entre chaque séance d'examen, se repose dans une chambre au mobilier austère et aux murs orangés.

» L'échographie — une sorte de sonar ou de radar que l'on passe sur le corps du patient — durera quarante-cinq minutes. Chaque examen, chaque résultat sera contrôlé deux fois.

» Le résultat de l'examen général et le diagnostic qui en découle, connu des seuls professeur Laverdant et général Thomas, sont alors confiés au Président. Après ces visites et ces examens, il aurait été décidé dans la discrétion la plus totale d'alerter une quinzaine de spécialistes de très haute compétence dans le but de former une équipe permanente qui serait en mesure de traiter éventuellement le Président à l'Élysée.

» Le dossier Albert Blot ou Biot, si un deuxième exemplaire existe, se trouve enfermé dans le coffre du professeur Laverdant, au Val-de-Grâce. Ce n'est que le samedi soir 7 novembre, après cette longue journée d'examen, qui auraient dû se dérouler dans le plus grand secret, que le personnel dirigeant du Val a reçu l'ordre formel d'oublier ce qui s'était passé ce jour-là. Mais les témoins qui ont vu François Mitterrand ignoraient qu'ils n'auraient pas dû voir passer ce certain Albert Blot ou Biot et que, ce malade-là, personne n'était censé l'avoir rencontré. »

Dans les limites de la « normalité »

Cet article provoque une véritable stupeur dans l'opinion publique, une stupeur d'autant plus grande qu'aucun démenti n'est publié par l'Élysée où le cabinet du Président semble littéralement pétrifié.

L'ensemble de la presse reprend les informations de « Paris-Match » dès le lendemain et harcèle les collaborateurs les plus proches du Président, le cabinet du Premier ministre, les ministres les plus importants. Il faut bien répondre et petit à petit, des explications confuses et embarrassées sont données « de sources autorisées ».

La meilleure est, évidemment, que la consultation du Val-de-Grâce était destinée à l'élaboration du bulletin de santé semestriel qui doit être publié en décembre.

Mais alors, pourquoi une visite secrète sous un faux nom dans un hôpital militaire ? Il aurait été si simple de l'annoncer par un communiqué préalable du style : « le président de la République subira, le 7 novembre au Val-de-Grâce, un bilan de santé dont les résultats seront rendus publics comme prévu... »

Et puis, pourquoi une échographie et une scintigraphie, s'il s'agissait d'un simple lumbago ou d'un accident de golf ?

Un article du Dr Escoffier-Lambiotte, qui se veut rassurant, dans « Le Monde » du 20 novembre, ne fait que renforcer les hypothèses les plus alarmistes :

« L'objectif premier de telles explorations est d'écarter l'éventualité de tumeurs malignes, primitives ou secondaires », écrit le célèbre médecin-journaliste, qui ajoute :

« Dans une telle éventualité, le choix de l'institut Gustave-Roussy, à Villejuif, eût été plus approprié. Plus approprié, certes, mais vraisemblablement plus inquiétant aux yeux d'un public qui associe, à tort ou à raison, le nom de cette institution à la présence ou à la prise en charge des affections malignes.

» Nombre de ces affections, hier encore mortelles, sont aujourd'hui curables, et, bien que les réglemens de la fonction publique soient, en France, scandaleusement rétrogrades à ce sujet, les malades ainsi traités et guéris peuvent assumer pleinement leur profession. Et cela d'autant plus que, dans les phases dites de rémission ou de guérison, les « bilans de santé » qui pourraient être dressés sont rigoureusement normaux. »

Chacun y voit la confirmation que le président de la

République est bien atteint, ou craint d'être atteint d'un cancer. La dernière phrase sur les « bulletins de santé » est considérée à l'Elysée comme catastrophique. Elle signifie tout simplement que ceux-ci n'ont pas de réelle signification.

Du coup, chacun évoque à nouveau toutes les questions posées dans le passé sur telle ou telle défaillance du chef de l'Etat ; on trouve des exemples tout récents : le 12 novembre, le petit déjeuner prévu avec Jospin a été annulé sans explication ; le 22 novembre, le Président était absent au gala de l'Union des artistes, alors qu'il avait promis de venir et rien dans son emploi du temps du jour ne l'en empêchait. Et ainsi de suite...

Une fois de plus, Mitterrand est obligé d'intervenir en personne pour tenter de calmer les esprits. Il convoque sous le prétexte d'un colloque quelques journalistes amis du « Matin », du « Monde » et de « France-Soir » et pendant une demi-heure « debout » et « le teint nullement jaune citron », comme le préciseront les gazettes, il s'évertue à leur démontrer qu'il est en parfaite condition physique.

Il ne peut s'empêcher, pour la troisième fois, d'utiliser la même formule ironique — « Il m'arrive d'éternuer » — qui avait conclu l'affaire en 1977 et amusé les journalistes lors de sa conférence de presse de septembre. Mais la boutade a de moins en moins de succès.

Il réserve à « France-Soir » une confiance :

« Les médecins voulaient en avoir le cœur net à propos des bruits déjà anciens concernant les tumeurs dont je souffre et faire taire définitivement ces on-dit. »

Fort bien, mais encore une fois, se demande le bon peuple, pourquoi tant de mystères autour de la consultation du Val-de-Grâce ? Et pourquoi ne pas publier les résultats des examens s'ils sont favorables ?

On appelle alors la télé en renfort pour rassurer les Français... au moins ceux qui ont voté pour lui. Mitterrand, au cours d'un entretien avec Michèle Cotta et Pierre Desgraupes, tente de s'expliquer :

« A partir du mois d'août, j'ai ressenti des douleurs dans le dos, dans les jambes et je pense qu'à partir d'un certain moment, les choses durant, il n'était plus possible de s'en tenir à la simple explication du lumbago... »

« Jusqu'au mois d'août dernier, il ne m'est jamais arrivé, depuis que j'ai l'âge adulte, d'avoir affaire, pour des choses sérieuses, à la médecine... ni pour des problèmes cardiaques ni pour des problèmes de maladies malignes, je veux dire pour des cancers. »

Le mot terrible est lâché, par le président de République lui-même. Dès lors, le deuxième bulletin de santé du septennat, diffusé le 15 décembre 1981, ne dissipera pas les doutes.

« Durant cette période (le premier semestre de son septennat), M. le président de la République a présenté une cruralgie droite importante ayant entraîné des troubles fonctionnels de l'appareil locomoteur inférieur du même côté. »

« Cet état a nécessité la mise en œuvre d'une série d'investigations précises qui a permis de mettre en évidence la présence d'une uncarthrose du rachis associée à une discarthrose localisée à la région lombaire. »

« L'efficacité du traitement a permis la disparition des troubles fonctionnels et algiques... »

Passer de la « légère indisposition », des « bénins rhumatismes », de la « sinusite » et du « lumbago »... à une « cruralgie » et à une « uncarthrose du rachis », voilà tout de même de quoi faire causer dans les chaumières où l'on ne comprend rien à ces termes techniques un peu effrayants. On est de plus en plus loin des douze aspirines en dix ans !

Même la fin du bulletin : « le président de la République

présente un état de santé tout à fait satisfaisant » ne rassure pas complètement. Le Dr Escoffier-Lambiotte, n'a-t-elle pas écrit dans « Le Monde » que cela ne voulait rien dire ?

Dès lors, régulièrement va revenir dans la presse l'écho des rumeurs qui continuent d'agiter le monde politique sur la santé du Président. En mars 1982, « Le Quotidien de Paris » rappelle la confiance qu'échangent certains initiés selon qui Mitterrand aurait consulté, au cours de son voyage surprise à Washington, des spécialistes américains.

En avril 1982, plusieurs journaux reprennent les informations publiées par la lettre confidentielle de Michel Bassi, « Mardi Matin », selon laquelle : *« plusieurs personnalités reçues à l'Elysée ont été frappées par la pâleur, la fatigue apparente et certaines difficultés physiques du président de la République. »*

« C'est notamment le cas des parlementaires du Languedoc-Roussillon, précise « Mardi Matin » qui, invités le vendredi 19 mars à examiner avec François Mitterrand les problèmes viticoles, sont sortis très impressionnés par l'état physique du Président. Lundi et mardi derniers, à Bruxelles, beaucoup de journalistes ont également été surpris. »

La lettre de Bassi ajoute que : *« La protection sanitaire du Président a été renforcée depuis le mois de février. Deux médecins, dont un spécialiste de la réanimation, suivent en permanence tous les voyages présidentiels. Même lorsque les déplacements sont très courts, une surveillance active est mise en place. Ce fut le cas le 26 mars dernier pour l'inauguration du Salon du livre au Grand Palais, pourtant situé à quelques centaines de mètres de l'Elysée. »*

« François Mitterrand s'est rendu à plusieurs reprises, le samedi après-midi, au Centre Léon-Bérard à Lyon, pour y subir des examens. C'est en tout cas ce qu'affirme le personnel de cet établissement. Chaque fois, le chef de l'Etat se rend par un avion du GLAM à l'aéroport de Lyon-Bron. De là, il est transporté par un hélicoptère militaire sur la zone de pose de l'hôpital Edouard-Herriot, lui-même mitoyen du Centre Léon-Bérard. »

« L'absence de la quasi-totalité du personnel hospitalier civil le samedi après-midi assure la discrétion de l'opération. Le chef de l'Etat quitte ensuite le Centre par les mêmes moyens. »

On remarque que les troisième et quatrième bulletins de santé diffusés le 15 juin 1982 et le 15 décembre 1983 sont de plus en plus laconiques, même si leur conclusion est positive. Le cinquième bulletin, le 29 juin 1983, provoque dans la presse une certaine émotion, peut-être due seulement à une maladresse d'expression. Le docteur Gubler a écrit :

« Les résultats sont satisfaisants, dans les limites de la normalité. »

Une phrase ambiguë qui laisse une impression de malaise même si les milieux médicaux expliquent qu'il s'agit là d'un jargon professionnel tout à fait habituel.

Incapable de conduire un camion

En réalité, il faut bien le dire, la plupart de ceux qui se passionnent pour l'état de santé de Mitterrand, que ce soit dans les milieux politiques, journalistiques ou médicaux, ne mettent plus en doute que le Président est atteint d'une maladie grave, même s'ils ignorent à quel stade l'illustre patient en est arrivé, s'il sera en mesure d'achever son septennat et si, en définitive, il peut guérir.

Il n'y a pratiquement plus de controverses sur la nature du mal. L'unanimité s'est faite sur le diagnostic suivant :

« Cancer de la prostate avec métastases sur trois lombaires. »



François Mitterrand à Stockholm, en mai 1984, à la table de la reine Sylvia : bien qu'il s'efforce de faire bonne figure, son visage est singulièrement émacié.

On tient pour assuré que le Président a subi un traitement classique à base d'hormones femelles et chacun de guetter sur les photos officielles tel ou tel signe qui le trahisse, par exemple l'augmentation du volume des seins. Des médecins assurent en confiance que les douleurs provoquées par les métastases ne peuvent être calmées que par un usage massif d'opiacés. En fait, il existe d'autres antalgiques. Les irradiations par rayons ou cobalt apportent aussi une sédation de la douleur.

Des professeurs célèbres, à la tête de services hospitaliers connus, ne craignent pas d'affirmer que le Président ne pourra pas aller jusqu'au terme de son mandat. Non pas qu'il serait terrassé d'ici là par la maladie, précisent-ils, mais parce que les antalgiques utilisés pour enrayer la douleur le mettraient dans l'incapacité intellectuelle d'assumer ses fonctions. Ils citent volontiers l'image suivante :

« On interdirait à un individu quelconque soumis à un tel régime de conduire un camion... »

Sous-entendu : alors, vous pensez bien que dans de telles conditions Mitterrand est à fortiori incapable de conduire le char de l'Etat !

Au mois de mars dernier, un nouvel élément vient alimenter la chronique souterraine des prophètes de malheur.

Pour la cinquième fois en trois ans, le président de la

République se rend en visite officielle aux Etats-Unis. On souligne qu'aucun de ses prédécesseurs n'a traversé aussi fréquemment que lui l'Atlantique. On note qu'il n'aura eu sur un séjour d'une semaine qu'un entretien de deux heures avec Reagan. De là à en déduire que ces déplacements sont davantage justifiés par les consultations auxquelles il serait astreint régulièrement auprès des grands oncologues américains que par des raisons politiques, il n'y a qu'un pas.

Celui-ci est d'autant plus vite franchi que l'on apprend qu'il rendra visite à l'université de Stanford. Or, c'est précisément là qu'exerce le professeur Bagshaw, chairman de la clinique universitaire et spécialiste n° 1 mondial... du cancer de la prostate !

Tout semble transparent... Le journal « Minute » veut en avoir le cœur net et téléphone le 22 mars 1984, à 17 h 45 (heure de Paris), au professeur Bagshaw. Voilà le texte de l'entretien enregistré tel qu'il a été publié par l'hebdomadaire (3) :

— Professeur Bagshaw, vous êtes souvent présenté comme un des meilleurs spécialistes mondiaux des affections de la prostate, est-ce exact ?

(3) Minute, n° 1147, 31 mars 1984.

— *Je vous remercie de le dire. Certains le prétendent, en effet.*

— *Je vous appelle à l'occasion de la visite à l'université de Stanford du président Mitterrand. Une rumeur affirme qu'il vous rencontrera à cette occasion.*

(Long silence.)

— *...Je ne pense pas : pas à ma connaissance.*

— *Vous n'avez eu aucun contact préliminaire avec un représentant de la délégation française ?*

— *Eh bien, à dire vrai, j'ai été contacté.*

— *Pouvez-vous me dire pour quelle raison ?*

— *On m'a prévenu que quelqu'un m'apporterait, à l'occasion de cette visite, le dossier médical d'une personnalité. Mais je n'en connais pas le nom.*

— *Allez-vous recevoir, en tant que chairman de l'université, le président Mitterrand ?*

— *Je ne suis pas le chairman de l'université, je suis chairman à l'université, ce qui signifie que je dirige une unité. Par conséquent, je n'ai pas de raison protocolaire de recevoir votre Président.*

— *Mais vous allez le voir ?*

— *Probablement pas. Je ne pense pas être à l'université la semaine prochaine. Je dois me rendre en Floride.* »

Retour à la case départ, on le voit. Les rumeurs sont prises en défaut puisque le professeur Bagshaw n'a pas reçu le président de la République en consultation, lors de son passage à

l'université de Stanford ; cela a été vérifié, le chairman était effectivement en Floride.

Mais il y a tout de même cette étrange déclaration sur le « dossier médical d'une personnalité », qui ne manque pas d'alimenter les potins dans les dîners en ville.

Quelle conclusion tirer de cette enquête : Mitterrand est-il malade ou non ? S'il l'est, le secret est aussi bien gardé qu'il le fut sous Pompidou... Enfin presque.

Car il y a tout de même le mystère de la visite au Val-de-Grâce. En cachette et sous un faux nom qui plus est.

Cet épisode, si le chef de l'Etat est réellement en bonne santé, comme il l'affirme, montre la vanité des engagements pris dans ce domaine par un candidat à la présidence de la République, compte tenu de la constitution héritée de De Gaulle et qui confère à celui qui occupe la fonction des responsabilités et des pouvoirs sans équivalent dans les démocraties du monde libre.

Au lendemain de son élection, la santé du locataire pour sept ans de l'Elysée devient, qu'il le veuille ou non, un secret d'Etat. Il est évident qu'il ne peut donner aucune information sur son état physique s'il est défaillant : la rivalité qui s'engagerait aussitôt, même dans son propre camp, rendrait le pays ingouvernable ; sa perte personnelle de crédibilité à moyen et long terme annulerait les effets de sa politique internationale.

Dès lors, Mitterrand, en toute hypothèse, est condamné, désormais, puisqu'il s'y est engagé, à publier tous les semestres un bulletin de santé auquel personne ne croit et qui ne fait que relancer la polémique autour de ses maux imaginaires ou non.

Et s'il cessait de les publier... ce serait bien pire encore.



L'hôpital militaire du Val-de-Grâce : c'est là que dort le « dossier santé » très confidentiel d'un certain M. Blot.

TÉMOIGNAGE

« J'ai la même maladie que le Président »

LE dossier médical de François Mitterrand, candidat à l'Élysée, puis président de la République, ne conclut pas à la certitude d'une maladie. Cependant, il établit que François Mitterrand a eu, pour le moins, des doutes, puisqu'il a voulu subir des examens susceptibles d'établir s'il était ou non atteint d'une tumeur maligne. Le fait que l'on ait cherché à tenir secrètes ces investigations médicales, puis que, une fois celles-ci connues du public, on ne se soit pas résolu à en révéler les conclusions, donne évidemment à penser que les bruits courant sur la maladie du Président ne sont pas sans fondement.

Resterait à connaître, si c'était le cas, quelle en est la nature exacte. En l'absence de données irréfutables, on ne peut que se baser sur la rumeur. Après avoir longtemps hésité entre diverses hypothèses, celle-ci s'est désormais fixée, à tort ou à raison, sur un diagnostic précis : cancer de la prostate avec métastases aux lombaires.

Un triste hasard veut que l'un des journalistes de l'équipe du « Crapouillot » soit précisément atteint de la même maladie que celle attribuée au président de la République. Il a eu le courage d'écrire le récit de son calvaire. Un témoignage bouleversant, mais aussi très inquiétant si...

**

S'IL faut en croire les statistiques, sur dix hommes souffrant d'un cancer, un d'entre eux est atteint d'un cancer de la prostate. Un sur dix : c'est beaucoup. A mon sens, beaucoup trop puisqu'il m'arrive — et j'en demeure catastrophé — d'être cet homme-là.

Faut-il le préciser ? Les cancéreux sont, qu'on l'admette ou non, les lépreux de notre époque et il ne faudrait pas trop insister pour qu'on les mette, par décret, en quarantaine avec crécelle et cagoule. Déjà, alors qu'il est universellement reconnu que le mal n'est pas contagieux, les administrations de certains pays n'acceptent plus parmi leurs ronds-de-cuir des cancéreux en traitement ni même des cancéreux guéris. Aucune explication à cette forme de discrimination injuste : c'est ainsi.

Certes, les médias s'emploient — avec une belle et louable insistance — à dédramatiser le cancer mais, soit que leurs méthodes sont mauvaises, soit que la crainte de la mort que le mal génère reste trop grande, le « mal du siècle » continue à être obsessionnel chez ceux qu'il a frappés et continue à faire le vide autour d'eux. Il n'est pas un cancéreux qui ne se plaigne de ce phénomène : sitôt connue, la maladie qui le mine change ses rapports avec la société, avec son entourage, voire avec sa famille.

On comprend mieux, dès lors, pourquoi tel capitaine d'industrie ou tel homme politique garde secret le fait qu'il est, selon l'avis de ses médecins, devenu un homme « en rémission » à la merci de toutes les épées de Damoclès que constituent sa tumeur et ses métastases même s'il a, comme c'est parfois le cas, des chances sérieuses de guérison. C'est vrai qu'on guérit du cancer mais les cancéreux sont les derniers à le croire même s'ils sont soumis, comme c'est souvent le cas, à un matraquage psychologique visant à leur faire croire que leurs chances de survie ou de prolongement de leurs rémissions successives dépendent, en grande partie, d'eux-mêmes par le biais de leur moral ou par leur faculté d'adaptation à une maladie traumatisante qui désarme rarement, ne laisse — lorsqu'elle en laisse — que peu de répit.

Un slogan, en ce qui me concerne, m'irrite fortement. « Vivez avec votre cancer », conseille-t-on, comme s'il s'agissait là d'un compagnonnage à rechercher, comme si le malade portait en lui le « malin » qu'il suffit d'appivoiser et d'amadouer avec un minimum de bonne volonté ou — qui sait ? — de tendresse. A ce stade-là de naïveté ou de bêtise, j'ai grande envie — je l'avoue — de hurler ou de frapper. Ainsi, parce que la chirurgie, la radiothérapie, la chimiothérapie, avec toutes les variantes que ces trois disciplines essentielles comportent, n'ont pas réussi — en dépit de tout espoir et de toute attente — à vous tuer, sans aucun ménagement, votre cancer, il suffirait — selon certains — de le cajoler et de le considérer comme un hôte privilégié pour qu'il se montre, à son tour, beau joueur et vous laisse mener à votre guise une existence encore enviable.

C'est faux et une telle propagande fait peu de cas — faut-il le préciser ? — de la douleur permanente que le cancer provoque et à laquelle s'ajoutent souvent les douleurs également permanentes des retombées du traitement ou des traitements dont les séquelles sont

loin d'être anodines, sont même parfois plus pénibles que la maladie elle-même.

Vivre avec son cancer est, selon moi, une utopie qui relèverait du canular si elle ne relevait d'une forme d'impuissance médicale. On ne choisit pas son cancer et j'aime à croire qu'il ne vous choisit pas. S'il n'en était ainsi et s'il s'agissait, au contraire, de former couple par un bon mariage entre le mal et le porteur du mal, que de curieuses choses ne verrait-on pas. Absurdes et logiques. Logique, en effet, qu'une bonne entente s'obtienne plus facilement entre un cancer habitant un président de la République et, par voie de ricochet, l'Élysée qu'entre un cancer couvé dans la métallurgie en colère chez un ouvrier lorrain en chômage ou en grève.



Si je souffre du même mal dont souffre François Mitterrand et réciproquement, je devrais me sentir... honoré. Or, je ne le suis pas. Je ne crois pas d'ailleurs qu'une franc-maçonnerie des cancéreux de la prostate puisse exister un jour, mais je crois, par contre, que nous sommes tous également *amoindris* devant le même mal. Il n'y a donc rien à gagner à vivre avec son cancer, mais s'il s'agit, en revanche, de mieux le connaître pour mieux le tuer, alors — c'est entendu — je marche.

Fût-il président de la République française, grand vizir ou grand schtroumpf honoraire, je traiterais de menteur celui qui m'affirmerait sérieusement qu'il a accueilli son cancer avec sérénité et qu'il n'est pas, depuis, plongé dans une sorte de coma traumatisant dont il ne sort que rarement. Pour ma part, j'ai pleuré lorsque le médecin m'a dit (sans aucun ménagement d'ailleurs) ce qu'il en était exactement d'une tumeur maligne découverte dans la région prostatique et qui n'avait pourtant, à l'époque, engendré aucune métastase. Je regrette d'ailleurs de n'avoir pas pleuré davantage.

J'ignorais alors — c'était en 1978 — tout ce qui m'attendait.



Ce que je pressentais, néanmoins, c'est que je n'étais plus et ne serais plus jamais le même homme. Certes, je le sais : il y a cancer et cancer. A tort ou à raison, le cancer de la prostate passe pour un cancer doux et lent, offrant ce que les médecins appellent, dans leur jargon décoratif, de « larges rémissions ». Ces larges rémissions, je ne puis en nier l'existence puisque, six ans après la première apparition du mal, je suis encore de ce monde. Mais — et je pèse mes mots — à quel prix ?

Au prix de conditions dont peu d'hommes s'accommodent même s'il est, comme c'est mon cas, « dans de bonnes mains ». Au prix d'un asservissement total à des décisions médicales mettant des années d'une vie

(mais est-ce encore une vie ?) à la merci de traitements longs, douloureux, difficiles à supporter et parfois, voire souvent, humiliants. Au prix d'une longue attente faite d'espoirs déçus qu'il faut remplacer par d'autres espoirs qui ne tardent pas à être déçus à leur tour au point que le patient, las d'être patient, en vient à souhaiter parfois la « phase terminale » qu'il redoute et que, l'instinct de survie aidant, il s'entête à reculer. Au prix surtout d'une douleur tenace, aiguë, omniprésente et qui — lorsqu'elle est franchement métastatique — n'a pas sa pareille pour défier les antidouleurs les plus éprouvés, les plus anesthésiants.

Certes, un cas n'est pas l'autre et peu de maladies offrent autant de variétés que le cancer même si on le limite à une seule espèce comme, par exemple, le cancer de la prostate. Lorsqu'on découvrit le mien on l'avait, paraît-il, découvert à temps. Ma longévité n'était donc pas en cause pour autant, bien entendu, que je laisse faire les mains expertes d'un urologue (cancérologue à ses heures) qui, en moins de temps que nécessite la rédaction du présent article, pouvait procéder à une orchidectomie en bonne et due forme, c'est-à-dire, en clair, à une émasculatation pure et simple.

Bien sûr, il y a d'autres moyens — moins cruels et moins déshonorants — que ceux qui furent employés à l'encontre d'Abélard, mais il se fait qu'aucune méthode, aussi sophistiquée fût-elle, ne me plaisait vraiment. Je tenais, caprice de mâle peu compréhensif, à conserver une certaine intégrité dans un domaine qui m'est cher et cette obstination devait, quelques semaines plus tard, rencontrer l'approbation du professeur Malcom Bagshaw, grand spécialiste du cancer de la prostate et « chairman » de l'université de cancérologie qu'il dirige à la clinique universitaire de Stanford.

...Qui n'a caressé le rêve de connaître la Californie et de connaître San Francisco, ville riante et accueillante s'il en est ?

L'ironie du sort voulut que je réalise ce souhait par la carte de visite d'une tumeur maligne qui n'avait rien d'un laissez-passer mais qui fut, néanmoins, la meilleure introduction pour m'initier à la façon dont les Américains conçoivent leur médecine qui doit être la première du monde. Pas de chauvinisme ici. Un constat, simplement. Outre-Atlantique on a simplement les moyens d'une politique de santé dont l'importance saute aux yeux et on ne lésine pas pour amplifier ces moyens, notamment en faisant appel à un mécénat réceptif surtout lorsqu'il s'agit de la recherche scientifique et plus particulièrement, semble-t-il, de la recherche sur le cancer.

— C'est simple, m'a dit un médecin de la clinique universitaire de Stanford, nous sommes les meilleurs.

Pas de fatuité gratuite dans cette affirmation partagée d'ailleurs par des patients dont j'ai pu jauger la confiance dans les thérapeutiques qu'ils subissent et dont ils consentent, sans sourciller, à payer le prix qui est apparemment aussi le plus cher du monde. Ces patients sont, en compensation, protégés par une législation assez touffue et assez précise pour que les médecins s'en méfient et



Le professeur Bagshaw, spécialiste américain mondialement connu du cancer de la prostate.

éprouvent une certaine crainte vis-à-vis des avocats qui rôdent autour des cliniques et des hôpitaux. On ne m'a pas précisé la nature de la majorité des procès mais l'accès à la vérité médicale est un droit auquel le citoyen américain attache une grande importance même si cette vérité, comme c'est souvent le cas, n'est pas toujours bonne à entendre.

Une unité de cancérologie où la médecine nucléaire fait la pluie et le beau temps a toujours, en dépit de son climat feutré, un aspect déprimant. Celle de Stanford n'échappe pas à cette règle. Qu'on le veuille ou non, la mort vous frôle ou vous côtoie lorsque — le destin aidant — vous devenez un habitué de ces lieux.

Impossible de ne pas songer que la haute technicité d'un matériel sophistiqué à l'extrême, que ce matériel mis au service d'une pléthore de cerveaux (et quels

cerveaux !) réunis en un haut lieu comme Stanford mais issus de diverses nations, que cette union de moyens puissants au service d'une recherche permanente, que tout cela et le reste — car reste il y a — n'empêchent pas le cancer d'être encore résolument triomphant même s'il essuie de plus en plus souvent de spectaculaires défaites.

Pas plus grosse qu'un abricot, comme la définissait très exactement mon rapport médical, ma tumeur ne faisait pas le poids devant un tel arsenal. On le prouva rapidement d'ailleurs ou, plutôt, on tenta de le faire. En radioscopie, il faut pour guérir un cancer des doses variant entre 4 000 et 6 000 rads, étant entendu que ces quantités sont délivrées par fractions de 100-300 rads sur des périodes de temps n'excédant guère un à deux mois et en irradiations bien localisées sur un

organe ou une très faible partie de l'organisme selon l'effet recherché. Sus à l'abricot, se dit le professeur Bagshaw. Trente-cinq bombardements de 200 rads chacun, soit 7 000 rads au total, et — victoire ! — le fruit que je portais devint un grain de céréale, une « tête d'épi de blé ».



Qu'en termes décoratifs ces choses sont écrites ! De surcroît, toute l'équipe Bagshaw investigua autour et à l'entour de mon épi de blé, à courte et à longue distance, millimètre par millimètre. Si mes milliards de cellules offraient encore des foyers de révolte ou de rébellion, ces dernières poches de résistance ne pouvaient que capituler rapidement car, détail important, au-delà des 7 000 rads l'irradiation continuait encore ses effets bénéfiques.

Prétendre que tout cela se passa comme une guerre sans histoire serait aussi faux qu'exagéré. Les retombées du feu roulant auquel je fus soumis sont des retombées inévitables. Le sang de mon organisme et mon organisme lui-même écopèrent mais ce n'était pas, me dit-on, anormal ou alarmant. Il n'empêche : à la vingt-deuxième séance, je pliais les genoux. A la vingt-troisième, dans ma chambre d'hôtel, je rampais vers la salle de bains comme un fedayin qui mitonne un mauvais coup. Un week-end vint à propos me permettre de reprendre mon souffle.

Un souffle que, dès lors, j'arrivais à conserver jusqu'au bout, ce qui ne constitue peut-être pas un exploit mais permit au professeur Malcom Bagshaw de m'exprimer son optimisme. Optimisme justifié dans un premier temps par une première « rémission » de cinq ans avec des contrôles réguliers qui tous — absolument tous — se révélèrent négatifs. On ne pouvait pas me le dire et on ne me le disait pas mais, de bouche à oreille, on n'hésitait pas à me le confier : j'étais guéri.

Ingrid Bergman, atteinte d'un cancer, l'avait écrit dans son livre : « Si vous êtes guéri, clamez-le car vous apporterez ainsi de l'espérance à ceux qui désespèrent ». Ingrid Bergman s'imaginait guérie.

Moi aussi. D'autres encore peut-être. Comment dissimuler hypocritement ces victoires et pourquoi les cacher ? Je ne cachai donc pas la mienne ou plutôt celle de l'équipe de Stanford jusqu'au moment où un contrôle supplémentaire, jugé superflu par certains, m'apprit que trois foyers métastatiques me reléguaient à nouveau parmi les cancéreux de la prostate dans les rangs desquels je suis encore aujourd'hui avec, apparemment, peu d'espoir d'en sortir.

Bien sûr, je goûte à d'autres thérapeutiques et à toutes leurs retombées. On tue, paraît-il, mes cellules tumorales mais je doute qu'on les tue jamais toutes car la grande joie d'un cancer est d'essaimer partout et la devise de Larousse « Je sème à tous vents » me paraît, pour ma part, plus indiquée en matière de tumeur qu'en matière de savoir.

Certes, il y a quand même une forme de pudeur et de décence qui m'interdisent de narrer la façon dont on traque chez moi le testostérone par l'injection d'hormones femelles parce qu'elles inhibent le développement de la prostate. Il y a d'ailleurs belle lurette que le traitement hormonal n'est plus qu'un souvenir et que j'en suis déjà arrivé à un stade nouveau encore plus exaltant : la chimiothérapie.

Après... Après, j'ignore tout de la forme et de la durée de « rémissions » qui me sont encore consenties. Je voudrais avoir la force de ne plus m'en soucier comme doivent tenter de le faire, lorsqu'ils sont arrivés à un certain stade, tous les cancéreux de la prostate. Mais peut-on ignorer la douleur engendrant l'antidouleur dont la première vous fait souffrir et le second vous diminue inexorablement l'esprit et la volonté ?

Que vous soyez puissant ou misérable, vous n'échappez pas à cette règle implacable d'une souffrance permanente qui fait dire à tous les médecins, quelle que soit la qualité de leur patient : « Il faut diminuer ou cesser vos activités ».

IL FAUT. C'est le médecin qui le dit le premier. C'est ensuite le malade qui le répète car — qu'il le veuille ou non — il ne sait plus, il ne peut plus, il capitule.

Pour tous, c'est écrit ainsi. Ecrit peut-être en lettres plus grandes pour ceux qui ont des grandes responsabilités et qui — quels que soient leur volonté ou leur courage — ne pourront plus jamais les assumer toutes.



PETIT COURRIER



Au temps pour notre grade...

Sur la photo de la page 79 de son dernier numéro — « La franc-maçonnerie aujourd'hui » —, « Le Crapouillot » s'est emmêlé dans les étoiles : ce n'est pas le général Delaunay qui est en conversation avec Charles Hernu, mais le général Jeannou Lacaze. Le fautif est de corvée de pluches.

A l'été 1985, « Le Crapouillot » fêtera son soixante-dixième anniversaire. Nous sommes à la recherche de tous documents concernant les premières années

de la revue — notamment la période de la guerre — ainsi que la vie et l'œuvre du vénéré directeur-fondateur, Jean Galtier-Boissière.

Prière de nous écrire au 49, avenue Marceau, 75016 Paris ou de prendre contact avec la rédaction, au 720.65.09.

DROIT DE REPONSE. — Usant de son droit de réponse, M. Jacques Ploncard d'Assac nous fait parvenir la mise au point suivante :

« Dans le n° 75 du « Crapouillot », p. 57, un de vos collaborateurs, M. Jacques

Frantz, me prête, entre autres, les propos suivants, que j'aurais tenus à la IV^e Journée de l'amitié française, le 16 octobre 1983, à Paris :

« Quatre superpuissances colonisent la France : le marxisme, la maçonnerie, le protestant et le juif. »

Votre collaborateur aura été abusé, ou vous aura abusé. Ces propos ne sont pas de moi.

Je vous prie donc, conformément à la loi, de publier ce démenti dans votre prochaine livraison du « Crapouillot ». »

Voilà qui est fait.

LE CRAPOUILLOT

NOUVELLE SÉRIE

C'est aussi
75 numéros
parus
à ce jour

**CERTAINS SONT
ENCORE DISPONIBLES**

4 exemplaires 60 F
8 exemplaires 110 F
12 exemplaires 140 F
20 exemplaires 200 F
au-delà : 10 F le
numéro supplémentaire
(FRAIS D'EXPEDITION COMPRIS)

- N° 40 LES SECRETS DU VATICAN
- N° 43 ÇA CRAQUE EN URSS
- N° 44 LES GUERISSEURS
- N° 45 LE DICTIONNAIRE
DES INJURES POLITIQUES
- N° 48 PHOTOS DEFENDUES
- N° 51 LES MORTS MYSTERIEUSES
- N° 52 FOLIES 39
- N° 53 LE DICTIONNAIRE
DES CONTEMPORAINS (A à F)
- N° 54 LES SECRETS DE LA
GRAPHOLOGIE
- N° 55 LES AFFAIRES SCANDALEUSES
DE LA V^e
- N° 56 LA GRANDE BOUFFE
- N° 57 LE DICTIONNAIRE DES
CONTEMPORAINS (G à M)
- N° 58 LES HOMOS
- N° 59 LE VRAI MITTERRAND
- N° 60 LES TOUBIBS
- N° 61 LE DICTIONNAIRE DES
CONTEMPORAINS (M à Z)
- N° 62 MITTERRAND : L'ETAT DE
DISGRACE
- N° 63 LES FEMMES FATALES
- N° 64 LES CORSES
- N° 65 ESPRIT ES-TU LA ?
- N° 66 L'ARGENT A GAUCHE
- N° 67 LES MEILLEURS DESSINS
DE LA PRESSE
- N° 68 LA BATAILLE DE PARIS
- N° 69 L'ECOLE EN GUERRE
- N° 70 LE PAMPHLET DE SADE
A MITTERRAND
- N° 72 LES SUPERFEMMES
- N° 73 LES PEDOPHILES
- N° 74 LE CHOC MONTAND
- N° 75 LES FRANCS-MAÇONS
- HS N° 2 LA PETITE HISTOIRE DES
MAISONS CLOSES
- HS N° 3 LE SEXE
- HS N° 4 LES GRANDES GUEULES
CASSEES

Bulletin à **DECOUPER** ou à **RECOPIER** et à adresser au **Service des Ventes du Crapouillot**
49, avenue Marceau - 75116 PARIS

NOM PRENOM

ADRESSE

Je désire recevoir les numéros :

N° 40 N° 43 N° 44 N° 45 N° 48 N° 51 N° 52 N° 53 N° 54 N° 55 N° 56 N° 57
 N° 58 N° 59 N° 60 N° 61 N° 62 N° 63 N° 64 N° 65 N° 66 N° 67 N° 68 N° 69
 N° 70 N° 72 N° 73 N° 74 N° 75 HS N° 2 HS N° 3 HS N° 4

(Mettre une croix dans le ou les carrés choisis)

Ci-joint mon règlement par chèque bancaire chèque postal SEPA PARIS 25 391 74 C

LE CRAPOUILLOT

Magazine non conformiste



1981-1982 **LES MEILLEURS
DESSINS DE LA PRESSE**

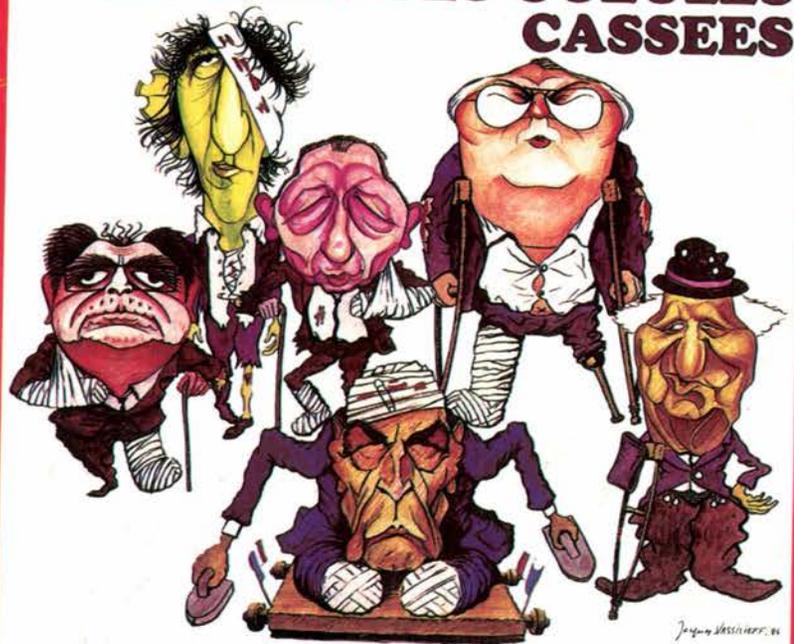
DEUX NUMÉROS POUR SE PAYER LEUR TÊTE

COMMANDEZ-
LES
A VOTRE
MARCHAND
DE
JOURNAUX
HABITUEL
OU
DIRECTEMENT
A NOS
BUREAUX

LE CRAPOUILLOT

Magazine non conformiste

LES GRANDES GUEULES CASSEES



**PLUS DE
150 DESSINS** **UNE ANNEE DE
CARICATURES POLITIQUES**